

**BURUNDI** : Burundi / Rwanda : 6 avril 1994, assassinats des présidents Ntaryamira et Habyarimana. - Le Burundi exhorte le Rwanda et le M23 à se conformer aux processus régionaux de paix - ADISCO, ADIP exigent une action immédiate contre l'épidémie fruitière. | **RDC CONGO** : Séisme politique : **Une femme, Judith Suminwa Tuluka, nommée Premier ministre, pour la première fois dans le pays** - Guerre du Kivu : La RDF et l'UPDF se renforcent à Rutshuru - Le parti présidentiel accuse l'ex-président Joseph Kabila d'être « derrière la guerre qui sévit dans l'Est » de la RDC - Le cardinal Fridolin Ambongo critique vivement les autorités congolaises lors de la messe de Pâques | **SENEGAL** : Le panafricaniste de gauche Bassirou Diomaye Faye, 5e président, promet « changement systémique » et souveraineté - Ousmane Sonko nommé Premier ministre | **ALGERIE** : Le rêve d'Abdelmadjid Tebboune, un Maghreb uni ...sans le Maroc | **TUNISIE** : L'instance chargée de superviser les élections va coopérer avec la Russie - La Tunisie condamne fermement le bombardement du Consulat d'Iran à Damas | **RWANDA** : « Le soutien continu du Rwanda au M23 augmente la possibilité d'un conflit régional généralisé » (Japon) | **TOGO** : L'opposition togolaise ne digère pas l'adoption de la nouvelle constitution par l'Assemblée nationale | **TANZANIE** : La Chine et la Tanzanie rendent hommage aux experts chinois décédés lors de la construction du chemin de fer TAZARA | **SUDAN** : Sept morts et dix blessés dans une attaque de drone dans l'est du Soudan | **SUD-SUDAN** : Wildcat Petroleum va entamer des discussions avec le gouvernement du Sud-Soudan | **ETHIOPIE** : Le Somaliland, pierre d'achoppement entre la Somalie et l'Ethiopie | **BENIN** : Lutte contre le terrorisme, antidjihadiste au Sahel : le Bénin va demander de l'aide à la Russie. Lavrov et son homologue béninois s'entendent pour consolider leurs efforts | **BURKINAFASO** : Des puissantes bombes pleuvent sur des terroristes à Kankanmogré . Au moins 73 morts dans une attaque à l'est du pays revendiquée par le Jnim | **ZIMBABWE** : Adoption une nouvelle monnaie pour lutter contre l'hyperinflation | **OUGANDA** : la Cour constitutionnelle rejette un recours contre une loi anti-LGBT+ | **MAURITANIE** : un investissement de 1 milliard de dollars dans le champ gazier de Banda | **MADAGASCAR**: une semaine après le passage du cyclone Gamane, l'état des dégâts se précise | Libye: des roquettes lancées contre le domicile du neveu du Premier ministre à Tripoli (médias) | **EGYPTE** : Gaza: les dépouilles des humanitaires tués sont arrivées en Egypte, Israël poursuit ses raids.



Photo : La Gazette France, ADIP, xinhuanet, L'Union, CRIDEM, FranceInfo, Le Devoir, Le Soir

## **Incendies en Afrique du Sud: deux morts et près de 2.000 sans-abris**

01/04/2024 / news.dayfr.com

**Deux personnes sont mortes et près de 2 000 se sont retrouvées sans abri dans des incendies distincts dans des bidonvilles près de la ville du Cap, en Afrique du Sud, ont annoncé dimanche les services d'urgence.**

“Un homme et une femme ont subi de graves brûlures et ont été déclarés morts par les médecins” dans l'un de ces quartiers informels, a déclaré le porte-parole des services d'incendie et de secours du Cap, Jermaine Carelse, dans un communiqué.

Deux des incendies se sont produits samedi soir et un autre tôt dimanche. La plus grande, dans la ville de Mfuleni, à 30 kilomètres au sud-est du Cap, a détruit quelque 150 maisons de fortune, laissant un millier de personnes sans abri.

L'origine de ces incendies n'est pas connue, des investigations sont en cours. Ce type de drame est courant dans le pays et constitue une menace pour les habitants des bidonvilles qui se développent à la périphérie des grandes villes.

Trente ans après la fin de l'apartheid, la propriété foncière et la politique du logement restent des questions très controversées en Afrique du Sud et constituent un thème clé de la campagne électorale du 29 mai.

Selon le ministère du Logement, en 2022, 12,3 % des Sud-Africains vivaient dans des logements de fortune.

## **Afrique du Sud: Zuma fait appel de la décision de la CEI de le retirer de la liste des candidats aux élections**

02/04/2024 / maroc-diplomatique.net

**Le parti politique «uMkhonto weSizwe» (MK) de l'ex-président Jacob Zuma a annoncé, mardi, qu'il ferait appel de la décision de la Commission électorale (CEI) de retirer M. Zuma de sa liste de candidats pour les prochaines élections générales.**

La semaine dernière, la CEI a confirmé une objection à la candidature de M. Zuma, le disqualifiant de se présenter aux sièges législatifs lors du prochain scrutin prévu le 29 mai.

Ce mardi est le dernier jour pour M. Zuma et son parti pour faire appel de la décision devant le tribunal électoral. Le responsable des élections du parti MK, Musa Mkhize, a déclaré que les avocats du chef du parti étaient encore en train de finaliser leurs motifs d'appel.

« En ce qui nous concerne, rien ne pourra arrêter l'ex-président de se présenter aux élections. Ce que nous devons faire, c'est suivre ce qui est prescrit par le tribunal électoral », a-t-il souligné.

Si le recours est interjeté, le Tribunal électoral a jusqu'au 9 avril pour se prononcer.

La Commission électorale a indiqué qu'un candidat peut être disqualifié s'il a été condamné à plus de 12 mois de prison sans possibilité d'amende. En 2021, l'ancien Président a été condamné à 15 mois de prison ferme après avoir été reconnu coupable d'outrage au tribunal pour son refus de témoigner devant la Commission judiciaire d'enquête sur la capture de l'Etat.

L'ancien chef d'Etat est en désaccord avec le parti au pouvoir, le Congrès National Africain (ANC), depuis qu'il a annoncé qu'il ne voterait pas pour le parti historique et qu'il ferait campagne électorale pour son nouveau parti MK, créée en décembre 2023.

M. Zuma, candidat du parti MK à la Présidentielle, a ensuite été suspendu par l'ANC en janvier dernier.

## **Afrique du Sud : la présidente du Parlement risque une arrestation**

02 / 04 / 2024 / fr.africanews.com

**La présidente du Parlement sud-africain risque une arrestation imminente pour corruption, après qu'un tribunal ait rejeté mardi sa demande d'empêcher la police et les procureurs de l'arrêter.**

Nosiviwe Mapisa-Nqakula, membre éminent du parti au pouvoir, le Congrès national africain, est accusée d'avoir reçu des pots-de-vin de la part d'une entreprise du secteur de la défense, alors qu'elle était ministre de la Défense.

Selon les procureurs, elle a reçu 11 paiements d'un montant total de 135 000 dollars entre décembre 2016 et juillet 2019.

Les législateurs de l'opposition ont demandé qu'elle démissionne de son poste de présidente du Parlement en raison de ces allégations.

Le porte-parole de la National Prosecuting Authority, Mthunzi Mhaga, n'a pas précisé quand l'arrestation aurait lieu, mais il a confirmé que le jugement ouvrait la voie à cette arrestation.

Mapisa-Nqakula est la dernière personnalité du Congrès national africain à faire l'objet d'allégations de corruption, alors que le parti se prépare à disputer des élections nationales difficiles cette année.

## **Afrique du Sud : la présidente de l'Assemblée nationale dépose le tablier**

le 4 avril 2024 / afrik.com

La présidente de l'Assemblée nationale sud-africaine, Nosiviwe Mapisa-Nqakula, accusée de corruption a rendu sa démission. À moins de deux mois des élections générales. Un scrutin qui s'annonçait déjà difficile pour son parti, l'ANC.

[Nosiviwe Mapisa-Nqakula](#), présidente de l'Assemblée nationale sud-africaine, a rendu sa démission. L'information a été confirmée, ce mercredi, par son parti, l'ANC, à travers un

communiqué. « Le Congrès national africain (ANC) peut confirmer que la lettre de démission de la camarade Nosiviwe Mapisa-Nqakula a officiellement été reçue », a déclaré le communiqué. C'est l'aboutissement d'un feuilleton d'accusation de corruption qui remonte à quelques mois.

## **Domicile perquisitionné**

Nosiviwe Mapisa-Nqakula faisait l'objet d'accusations de corruption pour des actes posés du temps où elle était ministre de la Défense de l'Afrique du Sud. Elle est accusée d'avoir reçu des pots-de-vin, un total de 11 paiements estimés à environ 135 000 dollars, le tout perçu entre décembre 2016 et juillet 2019. L'affaire avait été révélée en 2021, puis oubliée avant de surgir à nouveau en pleine campagne électorale. Le 19 mars 2024, le domicile de Nosiviwe Mapisa-Nqakula à Johannesburg a été perquisitionné. La résurgence de ce dossier à ce moment précis n'est pas de nature à faciliter la tâche à l'ANC qui, pour la première fois depuis la fin de l'Apartheid, fait face à une véritable opposition susceptible de lui faire perdre la majorité absolue qu'elle s'est toujours garantie au sortir des élections.

En raison de cette affaire dans laquelle Nosiviwe Mapisa-Nqakula n'a cessé de clamer son innocence, des députés de l'opposition ont toujours réclamé sa démission de la tête du Parlement. Chose qui, aujourd'hui, est devenue une réalité. Nosiviwe Mapisa-Nqakula est la énième personnalité de l'ANC à être noyée dans une affaire de corruption. Des passifs qui ont égratigné en Afrique du Sud l'image de ce parti d'avant-garde dans la lutte contre l'Apartheid et qui régnait sans partage sur le pays à la fin du régime raciste.

Algérie

## **Le rêve d'Abdelmadjid Tebboune, un Maghreb uni ...sans le Maroc**

1er avril 2024 / bladi.net

Le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, est revenu samedi, lors d'un talk-show, sur les relations avec le Maroc, la question du Sahara, les tensions avec les Émirats arabes unis et l'initiative d'un cadre de concertation maghrébin.

Abordant l'initiative d'un cadre de concertation des pays d'Afrique du Nord, vue par certains comme une relance de l'Union du Maghreb arabe sans le Maroc, Tebboune a tenu à clarifier que ce projet « n'est destiné contre aucun pays ». « Pour commencer, nous avons entrepris d'organiser des rencontres, sans exclure personne. Nous allons essayer de nous unir et de coordonner sur certains sujets. Il y a un accord pour créer une entité, pas contre un des pays de l'UMA (Union du Maghreb arabe) », a déclaré le président algérien, lors d'une rencontre avec la presse nationale diffusée samedi sur la Télévision algérienne.

« La porte reste ouverte à nos voisins de l'Ouest, ils ont fait d'autres choix sans nous consulter », a souligné le président Tebboune, faisant allusion à la volonté du Maroc de rejoindre la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). « Ils sont libres, mais nous estimons qu'il y a certaines questions qui nous intéressent ensemble, d'autant plus que nos problèmes sont presque

les mêmes », a-t-il ajouté. Au sujet de la « marocanité » du Sahara, reconnue par certains pays arabes, le président algérien s'est abstenu de tout commentaire.

La question sahraouie est une « cause juste », c'est une « question de décolonisation » et « elle va trouver sa solution », a soutenu Tebboune, assurant que cette position « n'est pas destinée contre nos frères marocains ». « Si on opte pour la voie de la raison au lieu de la menace et de la force, on arrivera à une solution ».

Concernant ses relations avec les Émirats arabes unis, Abdelmadjid Tebboune a rappelé que l'Algérie « n'a jamais versé dans la violence verbale envers eux. Nous les considérons toujours comme des frères, nous prions Dieu de les ramener sur le droit chemin d'autant plus que nous sommes au mois de Ramadan... Leurs agissements ne sont pas logiques », a indiqué le président algérien, martelant que l'Algérie « ne plie jamais », que sa parole est « respectée ». L'Algérie souhaite « la cohabitation pacifique avec toutes les nations », mais « sa patience a des limites », a-t-il prévenu.

## **Air Algérie : vente record des billets de voyage durant le Ramadan**

2 avril 2024 / algerie360.com

La compagnie aérienne nationale, Air Algérie, a précédemment lancé une offre promotionnelle pour permettre aux membres de la diaspora algérienne, à l'étranger, de passer le mois sacré dans leur pays avec leurs familles. Une décision prise en application aux instructions du président de la République, qui a ordonné de baisser les prix du transport aérien et maritime pendant ce mois du Ramadan.

En effet, pour permettre aux [Algériens](#) de l'étranger de passer le Ramadan et la fête de l'Aïd El-Fitr en Algérie, le transporteur aérien national a offert jusqu'à 50% de réductions sur les prix de ses vols.

Ramadan 2024 : Air Algérie a vendu un total de 47 791 billets

Plusieurs destinations européennes, dont la France, sont concernées par ces promotions lancées pour la période allant du 10 mars jusqu'au 13 avril 2024. Malgré les nombreux voyageurs qui critiquent la compagnie et dénoncent la hausse de ses prix, Air Algérie dit avoir enregistré un record des ventes des billets pendant cette période.

## **Algérie/Conseil de la nation : M.Goudjil salue la sagesse du président algérien dans la gestion des affaires du pays**

03/04/2024 / al24news.com

Le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil a salué, mardi, la sagesse du président algérien, M. Abdelmadjid Tebboune, dans la gestion des affaires du pays, estimant que l'Algérie vit, sous sa direction, « une étape sous le signe de la liberté dans la prise des décisions cruciales », a indiqué un communiqué de la chambre haute du Parlement.

Le président du Conseil de la nation a évoqué, à cette occasion, la décision du président algérien d'organiser une présidentielle anticipée, le 7 septembre prochain, soulignant qu'il s'agit « d'une

décision purement technique qui n'a aucun lien avec les hypothèses et spéculations avancées çà et là ».

Et d'affirmer que « la date précédemment choisie (décembre) coïncide avec le renouvellement partiel du Conseil de la nation », ce qui est, a-t-il dit, « techniquement déraisonnable, en sus d'autres considérations techniques ».

Dans ce sillage, M. Goudjil a évoqué la question de la Mémoire nationale, soulignant « le caractère colonial de l'occupation française qui visait essentiellement à exterminer le peuple algérien musulman et à le remplacer par des Européens chrétiens », d'où « la nécessité de faire la distinction entre le colonialisme français et le peuple français ».

Il a, à ce propos, appelé les résidus de la colonisation française à « faire preuve de rationalité et à bannir les idées coloniales révolues ».

Le président du Conseil de la nation a, par ailleurs, évoqué ce que le peuple palestinien subit de la part de l'occupation coloniale sioniste, estimant que « les crimes commis aujourd'hui par la machine de guerre sioniste sont des crimes contre l'humanité, et que ce que vit aujourd'hui la Palestine, plus précisément la bande de Ghaza, en présence des médias internationaux, est similaire à ce que l'Algérie avait vécu par le passé dans un blackout médiatique total ».

Il a également exprimé « la fierté du peuple algérien des positions historiques de son Etat avec sa référence novembriste, en soutien au peuple palestinien », rappelant, dans ce cadre, l'allocution du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, devant l'Assemblée générale (AG) des Nations unies, lors de laquelle il avait appelé à la nécessité d'accorder à l'Etat palestinien la qualité de membre à part entière à l'ONU, « ce qui est désormais évident à présent », selon M. Goudjil, à travers « la voix écoutée de l'Algérie au sein du Conseil de sécurité et consacrée à la défense des causes justes dans le monde ».

Par ailleurs, le président du Conseil de la nation a adressé « un message clair concernant le dossier du Sahara occidental et du Sahel, plus précisément le Mali et le Niger, qui affirme que l'Algérie est essentiellement attachée à la stabilité et à la sécurité de ces deux pays et qu'ils soient indépendants dans leurs décisions, tel que prôné, en permanence, par la diplomatie algérienne ».

## **Entre le Maroc et l'Algérie, un "Mur des sables", qui "fissure l'espace et le temps"**

04/04/2024/france24.com

A la Une de la presse, ce jeudi 4 avril, l'entretien téléphonique, hier, entre les ministres de la Défense français et russes. Leur première conversation depuis octobre 2022. Une rencontre avec des intellectuels cubains, qui veulent continuer à penser, malgré la répression et la propagande. Un grand reportage sur le «Mur des sables» au Sahara occidental, aux confins du Maroc et de l'Algérie. Et le célèbre scooter de François Hollande aux enchères.

A la Une de la presse, l'entretien téléphonique, hier, entre les ministres de la Défense français et russes. La première conversation entre Sébastien Lecornu et Sergueï Choïgou depuis octobre 2022.

D'après **Le Figaro**, ce coup de fil, à l'initiative de Paris, prouve que la France «n'a pas totalement renoncé à maintenir un lien avec la Russie», avec laquelle elle «reste disposée à continuer le partage de renseignement en matière de contre-terrorisme», presque deux semaines après l'attentat de Moscou et à moins de 4 mois des JO de Paris. La question de l'Ukraine a également été abordée. Si l'on ne connaît pas les détails de cet échange, **nos confrères de RFI** indiquent qu'il a surtout montré «la mésentente» persistante entre les deux pays, Moscou évoquant «une disposition à dialoguer sur l'Ukraine», ce que Paris dément «catégoriquement», la France rappelant de son côté qu'elle «ne dispose d'aucune information permettant d'établir un lien entre (l'attentat de Moscou) et l'Ukraine» - ce à quoi les Russes répliquent, en disant espérer que «les services secrets français» ne sont pas impliqués dans cette attaque.

La Russie, que les services de renseignement américains assurent avoir alerté du risque d'attentat à Moscou. **The Financial Times**, le quotidien britannique, affirme que ces alertes de menace imminente du groupe Etat islamique ont été «minimisées par les services de sécurité russes», qui, «au lieu de répondre à ces mises en garde», auraient «accusé les États-Unis de soutenir eux-mêmes l'organisation» et «livré à la CIA leur propre liste de terroristes présumés: des dissidents russes vivant en exil en Europe».

Des dissidents russes aux dissidents cubains. A La Havane, **Libération** a rencontré des intellectuels qui veulent continuer à penser, malgré la répression et la propagande. D'après Libé, le musellement des dissidents s'est renforcé après les grandes manifestations de juillet 2021. Une répression qui s'ajoute aux graves difficultés économiques, dont témoigne, notamment, l'essayiste Roberto Zurbarano. «On n'a plus le temps de penser, à cause de la situation économique du pays. Il faut faire la queue pour acheter à manger, trouver une combine pour gagner quelques sous», raconte-t-il. Roberto Zurbarano parvient, malgré tout, à s'extirper des soucis quotidiens pour réfléchir sur la société dans laquelle il vit, son racisme et son machisme. Très loin des diatribes anti-«yankees», anti-impérialistes du régime, cet intellectuel décrit Cuba comme une «plantation invisible», où «les femmes noires ont le même rôle qu'elles avaient quand elles étaient esclaves: nettoyant les toilettes, travaillant en cuisine ou vendant des fleurs en costume d'esclave», dans La Havane historique.

A lire, également, ce matin, le grand reportage de **La Croix** au Sahara occidental, aux confins du Maroc et de l'Algérie. Sur ce territoire disputé depuis 48 ans par le Maroc et le Front Polisario, mouvement indépendantiste, soutenu par l'Algérie, le peuple sahraoui vit de part et d'autre d'une frontière qui sépare des milliers de familles. Ce «Mur des sables», érigé par le Maroc dans les années 80, est décrit comme un complexe «colossal» de 2 700 kilomètres de long, gardé par 100 000 soldats marocains et protégé par quelque 10 millions de mines antipersonnel. Un mur qui a «littéralement fissuré l'espace et le temps», d'après **La Croix**, qui raconte comment les Sahraouis tentent, malgré tout, de maintenir ou de nouer les contacts, de part et d'autre du «Mur des sables».

Du sable au bitume. Sa traversée du désert à lui serait-elle enfin terminée? Deuxième personnalité politique préférée des Français à en croire un récent sondage, l'ancien président François Hollande revient sur le devant de la scène avec un livre - et son célèbre «scooter de l'amour», comme le nomme malicieusement **Le Figaro**. Le journal annonce la vente aux enchères du scooter sur lequel l'ex-président de la République avait été photographié par un paparazzi en 2014 devant l'immeuble de l'actrice Julie Gayet, photo qui avait déclenché un vaudeville politico-médiatique. Prix de départ: 10.000 euros...

## **Le président algérien reçoit un appel téléphonique du président palestinien Mahmoud Abbas**

04/04/2024/al24news.com

Le président algérien, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mercredi, un appel téléphonique de son frère, M. Mahmoud Abbas, président de l'Etat de Palestine occupé, qui lui a fait part de sa reconnaissance et de ses remerciements à l'Algérie, Président, peuple et Etat, pour tout ce qu'elle fait en faveur de la cause palestinienne, en particulier la récente résolution onusienne, indique un communiqué de la Présidence de la République.

A son tour, le président algérien a souligné « les positions constantes de l'Algérie et la poursuite de son soutien à tous les efforts internationaux visant à rendre justice au peuple palestinien frère et à lui permettre de recouvrer ses droits légitimes », ajoute la même source.

Les deux Présidents sont convenus d'« une visite du chef du Gouvernement et ministre des Affaires étrangères palestinien, en Algérie, après l'Aïd El-Fitr », selon le communiqué.

Angola

## **la médiation de l'Angola « est la voie de la dernière chance », estime le président congolais Félix Tshisekedi**

le 03/04/2024 /nouvelles-dujour.com

« *C'est la voie de la dernière chance* », annonce dans un entretien accordé à Claude Guibal et Eric Audra, de Radio France, Le Monde et le Wall Street Journal, le président congolais, Félix Tshisekedi, au sujet de la relance de la médiation entre la République démocratique du Congo et le Rwanda, alors que les rebelles du M23, soutenus par Kigali, progressent toujours au Nord-Kivu. Il assure « *avoir l'espoir que cela aboutisse à quelque chose* » tout en accusant le président rwandais Paul Kagame de « *manutention* » et à avoir « *mauvaises intentions* ».

Depuis que les insurgés ont repris les armes en 2021, jamais les combats n'ont été aussi proches de Goma, la capitale du Nord-Kivu, où ont trouvé refuge des centaines de milliers de déplacés. Lors de la campagne présidentielle, avant sa réélection en décembre 2023, Félix Tshisekedi a déclaré que « *la moindre escarmouche* » il déclarerait la guerre au Rwanda qui soutient les rebelles. Depuis, « *Il y a eu une intense activité diplomatique, pour ne pas dire des pressions sur la RDC, pour qu'on ne prenne pas en priorité la voie de la guerre.* » L'Union africaine a notamment désigné le président angolais Joao Lourenço comme médiateur entre les deux pays.



## **De nombreuses « provocations »**

*« Il y a un chemin vers la paix qui a été tracé » explique Félix Tshisekedi, « Je le prends, non pas par faiblesse, mais avec l'espoir que cela débouchera sur quelque chose. Et pour moi, c'est la voie de la dernière chance, car les provocations de Kagame sont nombreuses. Sa manipulation et ses mauvaises intentions d'aujourd'hui sont au-delà. toute ombre de doute. »*

Dans l'est du Congo, la rébellion du M23 encercle Goma, la capitale du Nord-Kivu et ses deux millions d'habitants. Un conflit né il y a 30 ans, au lendemain du génocide des Tutsis au Rwanda, sur fond de rivalités ethniques et de pillage des ressources minières, dans cette région au sous-sol riche en minerais rares et stratégiques comme le coltan, indispensable à la composition des smartphones.

*« En raison des massacres et des violences perpétrés par le Rwanda, des populations entières sont déplacées et vivent dans des conditions inhumaines. »* dénonce le président. *« Et ces populations sont déplacées de force parce que les localités où elles vivent, leurs localités d'origine, contiennent des matériaux utiles aux pays industrialisés »*, il assure.

Aux yeux du président congolais, les condamnations internationales de l'action du Rwanda ne suffisent pas, et pour cause : *« Je vais être très dur, c'est de la complicité. Kagame l'a dit lui-même. Il a dit qu'il n'était pas seul dans les malheurs du Congo, dans le pillage du Congo. Il était lui-même responsable du vol des ressources et d'autres achetaient et les transformer. »*

Condamnation n'est pas sanction, et c'est la preuve d'un certain laisser-faire selon Félix Tshisekedi : *« Quand Navalny est mort, il y a eu 500 sanctions américaines contre la Russie. 500 pour un individu ! Au Congo, il y a eu 10 millions de morts. Ce n'est pas moi qui dis ça, ce sont les organisations humanitaires. Combien de sanctions contre le Rwanda ? Zéro. Si c'est ça pas deux poids, deux mesures, dites-moi ce que c'est. »*

Bénin

## **Code électoral du Bénin : le parti "Les Démocrates" réclame une relecture après la promulgation**

20240331 / banouto.bj

Au Bénin, le parti d'opposition Les Démocrates crie à l'exclusion et demande une relecture du code électoral modifié par l'Assemblée nationale dans la nuit du 4 au 5 mars 2024.

Les Démocrates demande une relecture du code électoral. Sur l'émission *Invité du dimanche* de la télévision Eden TV, le secrétaire à la communication du parti d'opposition au président Patrice Talon, a déclaré que sa formation politique espère une relecture de ce texte.

“Il va falloir (ndlr) qu'une relecture du code électoral prenne en compte les faiblesses observées au cours des dernières élections, afin que les élections générales de 2026 puissent être le plus équitablement possible organisées”.

Selon Guy Mitokpè, le code électoral modifié par les députés au parlement dans la nuit du 4 au 5 mars 2024 et validé par la cour constitutionnelle le 14 mars 2024 est loin d'être consensuel. “A aucun moment, les observations et les amendements que nous avons voulu apporter à ce code sur la base de ce que nous avons observé, des faiblesses au cours des dernières élections” n'ont pas été pris en compte.

Parlant de faiblesses, il cite d'abord l'impossibilité pour les représentants du parti Les Démocrates dans les bureaux de vote lors des législatives d'avoir copies des procès-verbaux. Ensuite, “le fait qu'un candidat puisse avoir des faiblesses dans son dossier, que toute une liste électorale puisse être invalidée”. Enfin, les prérogatives données à la direction générale des Impôts pour la délivrance des quitus fiscaux.

“Une administration comme l'administration des impôts a joué fortement dans ce processus électoral (des législatives de 2023, ndlr). Pour nous, il fallait faire de toute sorte que tout en encourageant les acteurs politiques à payer les impôts, qu'un acteur comme le directeur général des impôts ne puisse pas, à lui seul, décider de l'avenir d'un parti politique ou décider de l'avenir d'un acteur politique”, a expliqué l'opposant.

### **Exclusion de l'opposition**

Dans le nouveau code électoral, le quota minimum de parrainages requis pour se porter candidat à la présidentielle est passé de 10 à 15 %. Pour le secrétaire à la communication du parti Les Démocrates, ce point vise à exclure des candidats de l'opposition.

“Leur code électoral ne donne plus la main à un individu, par envie de sauver la République, d'aller porter secours à un autre parti politique. ”, a dénoncé Guy Mitokpè. Pour lui, l'obligation pour tous les partis de récolter 20 % des suffrages au plan national pour remporter un siège aux législatives et locales, mentionnée dans le nouveau texte, constitue également un obstacle pour l'opposition.

Le secrétaire à la communication du parti Les Démocrates reste toutefois confiant. Il assure que son parti fera tout pour déjouer le plan de la mouvance pour des élections générales exclusives : “2026 nous ne connaissons aucune exclusion. Nous nous battons avec tous les moyens que nous offre la loi. Nous n’accepterons aucune exclusion que ce soit pour l’élection présidentielle que ce soit pour les législatives”.

## **Bénin: plusieurs décès dans un accident de la route ce weekend à Comè**

2 avril 2024 / beninwebtv.com

Comè, une ville située dans le département du Mono, a enregistré environ 03 décès ce week-end de Pâques suite à des accidents de la route.

Plusieurs cas d’accidents mortels ont eu lieu à Comè pendant la période de la fête de Pâques. Le samedi 30 mars, un groupe de motards se rendant à Lomé a perdu l’un de ses membres. Ce dernier a été tragiquement fauché par un camion.

Quelques heures après, dimanche 31 mars aux environs de 23h, un motocycliste transportant deux passagers a été percuté par un véhicule qui roulait dans le même sens. Le drame a lieu sur le tronçon menant Wécrasé par un autre véhicule.

L’une des passagères, gravement blessée à la tête, n’a malheureusement pas survécu. La troisième victime, également grièvement blessée, a été immédiatement prise en charge par les services de secours.

## **Lutte contre le terrorisme : le Bénin va demander de l’aide à la Russie**

2 avril 2024 /beninwebtv.com

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et son homologue béninois, Shegun Bakari, ont noté la nécessité de consolider les efforts des pays de la bande sahélo-saharienne pour contrer les groupes djihadistes. C’est ce qu’indique un communiqué du ministère russe des Affaires étrangères sur les résultats de l’entretien téléphonique entre les ministres.

« Les ministres ont évoqué les relations russo-béninoises, y compris le développement du dialogue politique, l’élargissement des relations commerciales, économiques et humanitaires », a ajouté Moscou. « Lors de l’examen des défis en Afrique, l’accent a été mis sur la situation dans la bande sahélo-saharienne, qui continue de se détériorer en raison de la menace terroriste croissante. Dans

ce contexte, la nécessité de consolider les efforts des pays de la région pour contrer les groupes djihadistes a été notée. »

La diplomatie russe informe que le ministre béninois des Affaires étrangères a exprimé ses profondes condoléances « aux familles et aux proches des victimes de l'attentat terroriste au Crocus City Hall, a noté la solidarité des Béninois avec le peuple russe et s'est dit convaincu que tous les responsables de ce crime inhumain seraient dûment punis ».

La conversation a eu lieu à l'initiative de la partie béninoise.

## **Bénin: consommation abusive de boissons énergisantes en provenance de pays voisins**

02/04/2024 / lanouvelletribune.info

Un problème de santé publique significatif se manifeste dans certaines communes du **Bénin**, où les habitants consomment de manière excessive des sucreries et boissons énergisantes importées de pays voisins, notamment le **Nigéria**. Ces produits, séduisants en raison de leur faible coût et de leur disponibilité abondante, posent un risque sanitaire méconnu par de nombreux Béninois. Il est crucial que des actions soient initiées sans délai par les autorités.

Dans certaines régions béninoises, si l'alcool frelaté est la principale préoccupation, dans d'autres, ce sont les boissons énergisantes et sucreries provenant du Nigéria qui sont à l'origine de problèmes de santé. Des établissements de santé situés près de la frontière avec le Nigéria rapportent une augmentation des cas de diabète, de troubles cardiaques, entre autres. Ce phénomène s'explique par la consommation excessive de ces produits introduits clandestinement au Bénin, comme c'est le cas à **Nikki**, dans le département du **Borgou**. Malgré la gravité de la situation, les autorités locales semblent impuissantes.

La facilité d'accès à ces boissons, due à la proximité du Nigéria, à la contrebande, à des prix bas et à des transactions simples, contribue à leur popularité. Lors des festivités, ces boissons sont omniprésentes et certaines personnes les préfèrent même à l'eau, consommant sans retenue, selon un jeune de la commune s'exprimant sous couvert d'anonymat. Un autre résident souligne l'abordabilité de ces boissons, permettant même avec un budget modeste de s'en procurer.

## **Lutte antidjihadiste au Sahel : Lavrov et son homologue béninois s'entendent pour consolider leurs efforts**

04/04/2024 / bamada.net

**Le 2 avril, Sergueï Lavrov et Olushegun Bakari se sont téléphoné pour évoquer les relations bilatérales entre la Russie et le Bénin, et notamment les questions de sécurité dans la zone sahélo-saharienne, où l'influence de Moscou est désormais prégnante.**

Les ministres des Affaires étrangères russe et béninois se sont joints par téléphone le 2 avril, selon un communiqué de la diplomatie russe. L'entretien, qui avait lieu «à l'initiative du Bénin», précise le communiqué, avait pour objet principalement la menace terroriste dans la zone saharo-sahélienne. Les parties ont souligné la «nécessité de consolider les efforts des pays de la région pour lutter contre les groupes djihadistes».

Le 22 novembre dernier un rendez-vous téléphonique avait déjà eu lieu entre Olushegun Bakari et le représentant spécial du président russe pour l'Afrique et le Proche-Orient Mikhail Bogdanov et le même sujet avait été abordé.

En septembre 2022, un rapport de l'organisation Acled (Armed Conflict Location & Event Data Project) qui propose en temps réel une base de données sur les zones de conflits armés et sociaux, tirait la sonnette d'alarme sur l'implantation de djihadistes dans le nord du Bénin, où l'EI (État islamique) avait pour la première fois revendiqué une attaque.

Le Bénin est un pays de la zone sahéenne limitrophe du Burkina Faso, du Mali et du Niger où le mode opératoire des djihadistes est le même : circulant de nuit à moto, les rebelles se livrent à des attaques éclair dans les villages.

Ancienne colonie française indépendante depuis 1960, le Bénin s'est depuis émancipé de l'influence de Paris, notamment en élisant en 2016 l'homme d'affaires Patrice Talon dont les discours de campagne comportaient une teneur anti-française marquée.

En février 2023, selon le site d'informations français Le Média, quelques dizaines de soldats français étaient toutefois encore présents dans le nord du pays, officiellement pour former l'armée nationale à la lutte contre le terrorisme.

Botswana

## **Des habitants du Botswana manifestent contre le projet de Loi Anti-chasse du Royaume-Uni**

le 2 avril 2024 / chassons.com

Des dizaines de personnes issues de communautés vivant aux abords des zones reculées du Botswana ont manifesté mardi contre un projet de loi anti-chasse présenté à la Chambre des communes britannique. Les manifestants ont remis une pétition à la Haute Commission britannique alors que le Botswana s'apprête à envoyer une délégation au Royaume-Uni pour faire pression contre le projet de loi. Le projet de loi qui sera examiné pour la deuxième fois ce mois-ci vise à interdire l'importation de trophées de chasse légalement obtenus en Afrique.

Un des organisateurs de la marche, Poniso Shamukuni, a déclaré que si la mesure était adoptée, elle aura un impact négatif sur les moyens de subsistance des communautés. Le pays compte la plus grande population d'éléphants au monde, avec plus de 130 000 individus, et ces animaux sont souvent en conflit avec les humains.

« Nous exhortons votre gouvernement à examiner attentivement les implications de l'adoption du projet de loi sur l'interdiction d'importation des trophées de chasse. Une telle décision pourrait avoir des conséquences négatives considérables sur la faune sauvage, aggraver les conflits entre l'homme et la faune, compromettre les efforts de conservation et affecter les moyens de subsistance et le bien-être des communautés résidant dans ces zones », a déclaré Monsieur Shamukuni.

Poniso Shamukuni a également affirmé que les chiffres de la faune au Botswana sont stables et que la levée de l'interdiction de la chasse pourrait entraîner une augmentation du braconnage, comme cela avait été déjà observé antérieurement. Le Botswana, sous l'ancien président Ian Khama, a imposé un moratoire sur la chasse en 2014. L'interdiction a été levée par son successeur, Mokgweetsi Masisi, en 2019. Les nations européennes poussent maintenant à une interdiction de la chasse aux trophées, arguant qu'elle menace la faune sauvage.

En septembre dernier, au Royaume-Uni, la Chambre des lords avait bloqué le projet de loi anti-chasse. Amy Dickman, professeure de conservation de la faune à l'Université d'Oxford, a déclaré que les groupes de lobbying en faveur de l'interdiction de la chasse ont induit en erreur le Parlement britannique. Pendant la saison de chasse au Botswana, qui se déroule d'avril à septembre, ce sont principalement des chasseurs internationaux qui paient jusqu'à 50 000 dollars pour chasser des espèces telles que les éléphants. Ils ne sont autorisés à chasser que des mâles âgés afin de ne pas affecter la reproduction des espèces. Actuellement, le Botswana délivre environ 300 licences de chasse à l'éléphant par an. Les communautés du Botswana ont gagné 3 millions de dollars lors de la saison de chasse de l'année dernière, qui sont, entre autres, utilisés pour des programmes de conservation.

## **Chasse aux trophées: Le président du Botswana menace d'envoyer 20 000 éléphants en Allemagne!**

le 3 avril 2024 / chassons.com

Dans le cadre du processus, initié par la mouvance de l'écologie politique à travers de nombreux pays occidentaux et visant à dénigrer, limiter voire interdire l'importation de trophées de chasse, le ministère allemand de l'environnement, dirigé par les écologistes, a récemment évoqué la possibilité de limiter plus strictement l'importation de ces trophées en raison de la problématique du braconnage. La porte-parole du ministère a ainsi déclaré avant-hier à nos confrères de l'AFP que l'Allemagne étant le plus grand importateur européen de trophées de chasse, son pays avait donc « une responsabilité particulière ». La porte-parole a également déclaré que l'Allemagne était en discussion avec ses partenaires de l'UE pour restreindre encore les conditions d'importation de ces trophées.

Face à ce climat hostile à cette source de [revenus indispensables pour les populations locales et la bonne conservations des espèces sauvages](#), le président du Botswana, Mokgweetsi Masisi, a déclaré dans les colonnes de notre confrère allemand Bild qu'il allait « faire un cadeau » à l'Allemagne en lui envoyant 20 000 éléphants afin que les allemands puissent « vivre avec les animaux comme ils essayent de nous le dicter » ! Mokgweetsi Masisi a ajouté que cette déclaration n'était « pas une blague » et qu'il « n'accepterait aucun refus ». On peut comprendre la réaction épidermique et un tantinet provocatrice de ce dirigeant africain devant gérer une population de plus de 130 000

éléphants qui causent de plus en plus de problèmes de sécurité pour les habitants de certaines régions.

Burkina Faso

## **Burkina Faso : Ibrahim Traoré sur le point de poser la première pierre de l'usine de...**

1 avril 2024 / yop.l-frii.com

Au Burkina Faso, le complexe industriel IRO-TEXTBURKINA annoncé par le président de la transition, le [capitaine](#) Ibrahim Traoré est sur le point de voir le jour.

En effet, ce vendredi 29 mars 2024, le capitaine Ibrahim Traoré est arrivé à Sourgou, province du Boulkiemdé, située dans la région du Centre-ouest du pays.

Le chef de la junte militaire au pouvoir procédera à la pose de la première pierre « *d'un complexe industriel textile de la société IRO-TEXBURKINA SA* ».

À en croire la presse locale, « *la construction de ce complexe industriel textile a pour but de développer la chaîne de valeur du coton burkinabè par la fourniture des produits textiles (fils, tissus, vêtements, produits médicalisés)* ».

Pour rappel, le 07 février 2024, les nouvelles autorités burkinabè avaient pris la décision de créer une société d'économie mixte, dénommée IROTEX Burkina.

Le gouvernement avait fait savoir que la société aura pour objectif de confectionner sur place, « *des produits de l'habillement militaires et paramilitaires* ».

De même, la nouvelle industrie devra également confectionner différentes tenues pour les « *structures privées industrielles et des établissements professionnels* ».

La Société burkinabè des fibres textiles (SOFITEX) avait d'ailleurs été autorisée à se joindre à ce projet ambitieux en participant au capital d'IROTEX Burkina.

Ainsi, la confection des tenues militaires et paramilitaires qui jusqu'ici avait été confiée à des sociétés étrangères, sera désormais faite au Burkina Faso.

Notons par ailleurs que ce projet de la junte au pouvoir, permettra de créer au moins 5 000 emplois directs et des milliers d'emplois indirects.

## **Au Burkina Faso, rebond anticipé de près de 40% de la production de coton en 2024/25**

2 avril 2024 / commodafrica.com

L'amélioration des conditions de sécurité dans presque toutes les zones cotonnières du Burkina Faso devrait permettre d'accroître les superficies ensemencées de 40% en 2024/25 pour atteindre 645 000 hectares. Ainsi, la production de coton au cours de la campagne de commercialisation 2024/25 devrait augmenter de 39% par rapport à l'année précédente à 1,09 million de balles en fonction de conditions météorologiques favorables et d'une bonne lutte antiparasitaire, prévoit le département américain de l'Agriculture (USDA).

Le gouvernement de transition devrait renouveler son soutien à la filière coton alors qu'il vient de lancer la construction d'une unité textile à Sourgoou. Pour la campagne 2023/24, le ministre du Commerce a annoncé une subvention totale pour le secteur du coton de \$19,19 millions dont \$16,6 millions de l'État et \$2,53 millions de la filière coton. Le pays compte aussi accroître la transformation artisanale avec le lancement en février 2024 de la construction d'un Centre national d'appui à la transformation artisanale du coton (Cnatac), qui dispensera des cours de tissage, teinture, découpe et couture. En outre, en juin 2023, le gouvernement a adopté le décret relatif au port du Faso Dan Fani et le koko dunda pour les enseignants de l'enseignement supérieur, administratifs, judiciaires et politiques autorités, chefs de districts administratifs. Pour 2024/25, la consommation locale ne s'élèvera qu'à 25 000 balles, dont 20 000 balles utilisées par la Filature du Sahel (Filsah).

## **Burkina : Des puissantes bombes pleuvent sur des terroristes à Kankanmogré**

2 avril 2024 / msn.com

Ouagadougou, 2 avril 2024 (AIB) – L'armée burkinabè a fait usage ce mardi de puissantes bombes sur des groupes de terroristes qui avaient trouvé refuge ces derniers jours au cœur de la forêt de Kankanmogré dans la région du Centre-est, selon des sources sécuritaires.

Plusieurs groupes de terroristes sont arrivés ces derniers jours par vagues au cœur de la forêt de Kankanmogré, dans la province du Koulpélogo, région du Centre-est.

Les observations des vecteurs aériens ont permis de constater qu'il s'agit d'une grande base à partir de laquelle les criminels préparent leurs attaques et se retrouvent après leurs forfaits.

Ce mardi 2 avril 2024, un maximum de malfaiteurs étaient présents sur les lieux et étaient éparpillés sur une grande surface.

Les pilotes ont alors largué plusieurs puissantes bombes sur eux jusqu'à l'anéantissement de la base.

Les pilotes n'ont pas eu le temps de savourer ce succès que d'autres terroristes se sont manifestés dans le même après-midi dans la zone de Ouahigouya, dans la région du Nord.



En effet, les VDP de Kouba venaient de repousser vaillamment une horde de criminels qui ont pris la fuite.

Des vecteurs aériens les ont aperçus vers Thiou où ils se sont cachés sous des arbres touffus.

Des acolytes les ont rejoints pour faire le bilan... En fait, le dernier bilan.

En effet, un missile s'est détaché du flanc du vecteur aérien à la vitesse de la lumière et les a violemment frappés. Sous les arbres, les malfaiteurs vont brûler avec leurs engins pendant que les opérations se poursuivent.

## **Burkina Faso: au moins 73 morts dans une attaque à l'est du pays revendiquée par le Jnim**

04/04/2024/msn.com

Au Burkina Faso, au moins 73 personnes ont été tuées à Tawori, dans l'est du pays. L'attaque a eu lieu dimanche 31 mars et a été revendiquée par le Jnim (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans), organisation terroriste liée à al-Qaïda. Parmi les victimes, des dizaines de civils, mais aussi des militaires et des Volontaires pour la défense de la patrie.

Selon les informations recueillies ce mercredi 3 avril par RFI, il s'agit du détachement basé à Tawori, dans la province de Tapoa, à l'est du Burkina Faso, qui a été pris d'assaut par des hommes armés, dimanche 31 mars. D'après les témoignages, ces derniers ont débarqué avec 200 motos dans l'après-midi après 16 heures. Les combats ont duré une bonne heure avant que les assaillants ne prennent totalement le camp.

Ils sont restés deux heures de plus dans le village, à piller les biens des habitants et l'arsenal des forces de défense et de sécurité, avant de reprendre la route, en laissant derrière eux un lourd bilan meurtrier : au moins 73 personnes tuées, parmi lesquelles 32 civils, 16 FDS (Forces de défense et de sécurité) et 25 supplétifs VDP (Volontaires pour la défense de la patrie), selon une source sécuritaire burkinabè.

## **Burkina : Le Japon offre du matériel d'une valeur de 93 millions FCFA pour l'enregistrement des PDI**

04/04/2024/msn.com

**Burkina : Le Japon offre du matériel d'une valeur de 93 millions FCFA pour l'enregistrement des PDI**

Ouagadougou, 03 avr 2024 (AIB) – La République du Japon a offert mardi du matériel d'une valeur de 93 millions de FCFA au ministère en charge de l'Action humanitaire, pour l'enregistrement biométriques des Personnes déplacées internes (PDI).

Le don d'une valeur d'environ 93 millions FCFA est composé essentiellement de 200 000 cartes d'enregistrement, 120 capteurs d'empreintes et 120 batteries «power bank», indique les services de communication dudit ministère.

Ce don entre dans le cadre de l'appui à l'enregistrement biométrique et au profilage des Personnes déplacées internes (PDI) au Burkina Faso.

Pour l'ambassadeur de la république du Japon, Nagashima Jun , cet appui est un projet transversal par lequel, son pays voudrait aider le Burkina Faso à accélérer son développement, en exploitant le potentiel du numérique.

La ministre en charge de l'Action humanitaire, Nandy Somé/ Diallo, a adressé ses remerciements au diplomate pour son accompagnement qui a permis de réaliser des acquis dans l'enregistrement des PDI.

Selon la ministre, d'énormes défis restent à relever afin que l'enregistrement biométrique des PDI puisse s'étendre dans toutes les régions du pays, conclu la même source.

Burundi

## **Burundi / Rwanda : 6 avril 1994, assassinats des présidents Ntaryamira et Habyarimana.**

Source : <https://burundi-agnews.org/presidence/burundi-rwanda-6-avril-1994-assassinats-des-presidents-ntaryamira-et-habyarimana/>

Trentième anniversaire de l'attentat du 6 avril 1994 qui a changé l'histoire, en présence des dignitaires, ouvrant la voie à la justice dans un monde désormais multipolaire.

Bujumbura, 6/04/2024 – Entre 1989 et 2022, l'ère de la Globalisation Unipolaire Américaine Néolibérale (GUAN) [1] a dominé le monde.

Le drame du 6 avril 1994 a vu la GUAN, par l'intermédiaire de Kagame Paul, [2] actuel président du Rwanda, orchestrer l'assassinat des présidents burundais Ntaryamira Cyprien et rwandais Habyarimana Juvénal. L'attaque au missile contre leur avion à l'atterrissage à Kigali a plongé la région dans le chaos, déclenchant le génocide rwandais et marquant la fin de l'influence néocoloniale belge et française au Rwanda, au profit de l'influence de la GUAN.

Lors des cérémonies commémoratives du trentième anniversaire de ces assassinats, ce samedi, en présence de hautes personnalités de l'Etat et de la famille des défunts, le couple présidentiel burundais, S.E. Angéline Ndayubaha et le Général Major S.E. Evariste Ndayishimiye, Président du Burundi, a rendu hommage aux victimes, y compris aux membres des délégations et à l'équipage de l'avion. Les hommages ont commencé par une messe à la mémoire du Président Ntaryamira à la Cathédrale Regina Mundi.

Dans le contexte du nouveau monde multipolaire, le Burundi envisage l'ouverture d'un procès pour faire la lumière sur cet attentat et sur la mort de son président et de ses compagnons.

Notes :

[1] Le Burundi face à la GUAN – Globalisation Unipolaire Américaine Néolibérale – <https://burundi-forum.org/92533/le-burundi-face-a-la-guan-globalisation-unipolaire-americaine-neoliberal/>

[2] Onana détiendrait-il la vérité sur l'attentat du 6 avril 94? – <https://www.dailymotion.com/video/x7hzzqw>

**DAM, NY, AGNEWS, <https://burundi-agnews.org>, Samedi 6 avril 2024 | Photo : Ntare Rushatsi House, Burundi Ombudsman, Mairie de Bujumbura.**

## **Région Centre/Gitega : Les transporteurs tombent de nouveau dans leurs travers**

01/04/2024 / iwacu-burundi.org

Sous le motif que le carburant manque, les transporteurs de Gitega haussent de nouveaux le prix du ticket de transport au détriment des voyageurs. Et partant, les prix des marchandises et services suivent la cadence. La population craint que les prix ne baissent plus même si la situation redevenait normale.

Ces derniers jours, à Gitega, tout est évalué en fonction de la disponibilité du carburant. Il suffit d'une seule journée de pénurie de carburant pour que le ticket de voyage, les prix des matériaux de

construction et des denrées alimentaires montent en flèche. Pour savoir si le carburant est disponible, il ne faut pas faire le tour des stations-service mais plutôt demander au chauffeur le ticket de transport Gitega-Bujumbura, Gitega-Ruyigi, Gitega-Ngozi ou monter sur une mototaxi.

« Hier, j'ai rebroussé chemin alors que j'allais à Bujumbura rendre visite à ma fille. Quand on m'a dit que je dois payer 40 000 FBu par personne pour un simple aller, je suis restée muette », déplore Béatrice Bizimana. Pour cette mère de famille qui était accompagnée par ses cinq enfants, la situation était tellement compliquée qu'elle a dû annuler le voyage.

Elle ne pouvait pas dépenser 240 000 pour un aller alors qu'elle pensait payer autour de 60 000 FBu. Il faut faire donc des sacrifices énormes pour pouvoir se payer le transport aujourd'hui.

Le comble de malheur est que ce prix n'est jamais fixe. Il change suivant les heures. Les frais de transport sont beaucoup majorés quand on est obligé de voyager le soir par exemple. Vous pouvez en effet payer 50 000 FBu le soir alors que les autres ont payé 40 000 FBu à 15 h. « Il faut se munir d'une grosse somme d'argent pour parer à toute éventualité. Les transporteurs qui ne se soucient pas des autres en profitent beaucoup », souligne Victor Nibizi.

Il existe ainsi une partie de la population qui aimerait que la pénurie de carburant perdure puisqu'elle y gagne de gros bénéfices au détriment des autres. M. Nibizi trouve anormal qu'un ticket de voyage qui était autour de 12 000 FBu monte jusqu'à 40 000 FBu, peu importe les conditions.

« Dans un pays qui a des lois, cette spéculation est honteuse. Où ont-ils trouvé alors ce carburant qu'ils utilisent pour nous voler de l'argent ? », s'interroge-t-il. Il fait savoir que cela enfonce davantage la population qui est déjà confrontée à des défis financiers persistants.

### **De nombreuses conséquences**

Pour le moment, les conséquences de la pénurie de carburant à Gitega sont palpables et touchent tous les aspects de la vie quotidienne. Sur le plan économique, les secteurs clés tels que le transport et le commerce sont gravement affectés.

Les agriculteurs ont du mal à faire transporter leurs produits vers les marchés. Ce qui entraîne des pertes financières importantes chez l'agriculteurs et pour le pays. Les transporteurs, incapables de trouver facilement le carburant, sont contraints de réduire leurs services ou d'augmenter leurs tarifs. Ce qui pèse lourdement sur les ménages Sur le plan social, la pénurie de carburant fait aussi ses victimes.

Les hôpitaux et les services d'urgence sont en effet également touchés puisque les véhicules de service comme les ambulances deviennent inopérants. Ce qui met en danger la vie des patients qui nécessitent des transferts d'urgence. En témoigne le prénommé Raphael qui devait amener son vieux père vers l'un des l'hôpitaux de Bujumbura. A cause de pénurie de carburant l'opération n'a pas pu se faire puisqu'il n'a pas pu trouver une voiture pour le transporter.

« Dieu seul sait s'il va survivre car le déplacement avec une voiture qui est moins chère revient à 300 000 FBu de Gitega à Bujumbura. Plus les frais des soins et l'hébergement à Bujumbura, je trouve cela impossible à réaliser ! », déplore-t-il.

### **Ils craignent que la situation ne se renormalise plus**

Face à cette situation, la population de Gitega peur que ces prix soient partis une fois pour toute. Elle redoute en effet que les transporteurs et commerçants qui ont déjà goûté à des bénéfices énormes soient tentés de maintenir des prix au haut niveau même quand la situation redeviendra normale.

*« Chaque fois que le carburant manque, c'est toujours le même scénario. Les prix de transport montent mais ne redescendent plus. Quand la situation redevient normale, les transporteurs diminuent un tout petit peu le prix du ticket sans toutefois arriver au niveau des prix qui étaient pratiqués avant la pénurie du carburant »,* observe le prénommé Léonard.

Même le mardi 26 mars 2024 où deux stations-service ont servi de l'essence, les voitures n'étaient pas nombreuses sur le parking de Zege. Le ticket Gitega -Bujumbura variait entre 20 et 30 000 ; de Gitega-Ngozi il était de 15 000 alors qu'il y'a une semaine, on payait 12 000 FBu dans les taxis voitures et 10 000 FBu dans les bus des agences.

## **Le Burundi exhorte le Rwanda et le M23 à se conformer aux processus régionaux de paix**

2 avril 2024 / politico.cd

Le Burundi a exhorté le Rwanda et ses alliés à se conformer aux résolutions prises par les Chefs d'Etat de la région dans le cadre des processus de paix de Luanda et de Nairobi. C'est le ministre burundais des Affaires étrangères et de la coopération au développement, Albert Shingiro qui a lancé cet appel lors d'un échange avec les chefs des missions diplomatiques, consulaires et représentants des organisations internationales et régionales accréditées à Bujumbura.

*« Le gouvernement du Burundi est profondément préoccupé par la résurgence des attaques du M23 à l'Est de la RDC qui sèment la terreur et la désolation au sein des populations innocentes qui n'aspirent qu'à la paix et de développement. Le gouvernement du Burundi exhorte à se conformer aux décisions prises par les chefs d'Etat de la région dans le cadre du processus de Luanda et de Nairobi afin de donner la chance à la paix dans cette partie de la RDC qui a tant souffert »,* a déclaré le chef de la diplomatie burundaise, Albert Shingiro.

Le Burundi participe aux missions régionales et internationales de maintien de la paix et de la lutte contre le terrorisme en RDC pour une stabilité durable.

*« Comme la communauté régionale et internationale a fait pour le Burundi pendant les périodes difficiles qu'il a traversées dans le passé, aujourd'hui le Burundi tient à la stabilité de la RDC. Le Mercredi 27 mars devant le Conseil de sécurité de l'ONU, le représentant burundais a exhorté la communauté internationale à être encore plus attentive aux revendications légitimes du gouvernement congolais, notamment en ce qui concerne le retrait des troupes rwandaises de son territoire et le cantonnement des rebelles du M23 »,* a déclaré Albert Shingiro.

Le cheffe de la diplomatie burundaise a salué le déploiement de la force régionale de la SADC, dotée notamment de la mission de réoccuper les anciennes positions de la force régionale de l'EAC tombées aux mains du M23.

## Escalade dans les Grands Lacs : Comme la RDC, le Burundi accuse, le Rwanda rejette !

2 avril 2024 / afrique-sur7.ci

La récente montée des tensions entre le Burundi et le Rwanda mérite un autre regard. La critique de Gitega porte sur les allégations du président burundais Evariste Ndayishimiye, qui accuse le Rwanda de soutenir les rebelles du mouvement RED-TABARA, basés dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC).

### Les allégations du Burundi contre le Rwanda plongent l'Afrique de l'Est dans une crise diplomatique !

Les allégations burundaises sont graves ; elles impliquent le Rwanda du Président [Paul Kagamé](#) dans le soutien logistique, financier et matériel à un groupe rebelle activement engagé dans des opérations armées contre des civils. La réaction du gouvernement rwandais, via sa porte-parole Yolande Makolo, de rejeter catégoriquement ces accusations, montre la complexité des relations entre les deux pays et soulève des questions sur la dynamique de pouvoir et d'influence dans la région.

Ces tensions dépassent les frontières des deux pays. L'accusation de soutenir des groupes armés qui ont tué des enfants et des civils ajoute une couche d'horreur à la situation, exacerbant les sentiments d'animosité entre les populations du Rwanda et du Burundi. Cette hostilité pourrait miner les efforts de paix dans une région déjà fragilisée par des décennies de conflits.

Le contexte historique ne fait qu'ajouter à la complexité de la situation. Depuis la crise politique de 2015 au Burundi, les relations entre les deux nations sont tendues. La réciprocité des accusations, avec le Burundi qui accuse le Rwanda d'héberger et d'entraîner militairement ses opposants, et le Rwanda accusant le Burundi de collaborer avec les rebelles FDLR, souligne une méfiance profonde et mutuelle.

Le mouvement **RED-TABARA**, actif depuis la crise politique burundaise de 2015, représente un acteur clé dans cette dynamique. L'accusation selon laquelle le Rwanda soutiendrait ce groupe rebelle ajoute une dimension régionale à la crise burundaise, impliquant indirectement la RDC et, potentiellement, d'autres acteurs régionaux.

Le Rwanda est régulièrement accusé par ses voisins d'entretenir leurs agresseurs. Le Président [Félix-Antoine Tshisekedi](#) ne partirait par exemple pas en vacance avec Paul Kagamé accusé par la RDC de soutenir les rebelles qui massacrent ses populations.

Cameroun

## **Cameroun : cinq morts lors d'affrontements entre civils et gendarmerie dans l'Extrême-Nord du pays**

Avril 1, 2024 / camerounactuel.com

Quatre civils et un gendarme ont été tués lors de violentes confrontations entre les gendarmes et les habitants locaux dimanche dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, ont rapporté des sources de sécurité sur place.

D'après les sources, tout aurait commencé lorsqu'un motocycliste aurait refusé de s'arrêter à un point de contrôle ou de refuser de donner 500 FCFA. Confrontés à ce refus, les gendarmes auraient ouvert le feu, entraînant la mort du motocycliste sur place. Les proches de la victime, accompagnés par d'autres membres de la communauté, se seraient massivement armés de flèches pour venger leur enfant.

Ces affrontements ont eu lieu à Kai-Kai, une commune du département du Mayo-Danay, près de la frontière avec le Tchad.

Quatre autres gendarmes ont été blessés, dont deux grièvement, ainsi qu'au moins cinq civils, selon des sources sécuritaires locales.

Le préfet du Mayo-Danay, Jean Lazare Ndongo Ndongo, s'est rendu sur les lieux pour apaiser la situation.

## **Production de manioc : le Cameroun s'apprête à céder 400 000 hectares à une entreprise inconnue du grand public**

02/04/2024/cameroonmagazine.com

(Investir au Cameroun) – Le préfet du département de la Haute Sanaga, Albert Nanga Dang, devrait présider une réunion d'information et de consultation avec les autorités le 2 avril 2024 à Nanga-Eboko, dans la région Centre du Cameroun. et des responsables municipaux des districts de Nanga-Eboko et Minta. Selon le message du Préfet, signé le 27 mars 2024, cette réunion est relativement «*au projet de culture industrielle du manioc dans les districts de Nanga-Eboko et Minta*», et à «*exemptions spéciales accordées à Lyrebird Capital Company LTD*».

Dans la foulée de ce message, le Préfet de la Haute Sanaga a signé un arrêté préfectoral nommant les membres de la commission ad hoc : «*chargé d'analyser, de rechercher, de mettre à disposition et de sécuriser les bases foncières demandées par la société Lyrebird Capital Company Ltd*». Un document fuité sur les réseaux sociaux, portant la signature du

ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires foncières, Henri Eyebe Ayissi, révèle que « *bases terrestres* » impliqués dans le projet agro-industriel en cours couvrent une superficie de 400 000 hectares.

*« Suite à la demande de M. Nganda Jean Baptiste (photo), Président du Conseil d'Administration de la Société Camerounaise du Manioc, des Finances et de l'Immobilier (Socamfi SA), et représentant de la société Lyrebird Capital Company Limited, et se référant aux conclusions du rapport de la mission d'information effectuée le 22 novembre 2023 sur le site par les responsables de la Direction des Affaires Foncières, constatant l'accord des autorités traditionnelles des lieux pour organiser ledit projet, j'ai je voudrais de vous faire part de mon accord de principe pour la mise en œuvre, dans le strict respect des règles de base applicables, de la procédure de concession provisoire demandée sur une parcelle du domaine national d'une superficie d'environ 400 000 hectares, répartie en 12 groupes (.. .) dans le district de Nanga-Eboko, et sous réserve de leur disponibilité et du caractère pacifique de leur occupation », écrit le ministre Eyebe Ayissi.*

### **Entreprise inconnue**

Le dévoilement de ce projet n'a pas manqué de susciter une certaine indignation sur les réseaux sociaux, notamment concernant la superficie demandée. « *Chères Autorités Administratives, Communales et Traditionnelles du District de Nanga-Eboko, quelle que soit votre motivation, il n'est pas possible de valider un projet qui tend à flatter une entreprise fictive ou une société qui, en plus, 400 000 hectares de terres sur 700 000 hectares. de terre. dans le district de Nanga-Eboko. La population reste très attentive aux conclusions de la séance du 2 avril 2024. La paix sociale est une des caractéristiques de la population de cette unité administrative* », prévient l'universitaire Joël Meyolo, fils du lieu, sur Facebook.

À partir du profil de l'entreprise qui postule pour une telle zone de culture du manioc, une recherche sur Internet révèle qu'il existe une société appelée Lyrebird Capital Limited. Selon plusieurs plateformes consultées, cette société fondée en janvier 2020 à Londres exploite « *dans la vente de carburants, minerais, métaux et produits chimiques industriels* ». Toutefois, les mêmes sources, qui datent la publication des derniers comptes annuels de cette société de janvier 2022, diffèrent sur son statut. Elle est tantôt dissoute, tantôt encore opérationnelle, avec seulement deux dirigeants actifs. Une autre société, cette fois avec le nom complet Lyrebird Capital Company Limited (le même que celui de la société à laquelle se rapporte le projet camerounais), existe à Hong Kong, mais sans qu'il soit possible d'établir un lien entre elle et Jean Baptiste Nganda, présenté comme son représentant.

D'après nos recherches, Nganda Jean Baptiste était délégué régional de la Chambre d'Agriculture du Centre. En 2012, il est nommé président de section de l'Association nationale des producteurs de cacao et de café (ANPCC). Dans une interview réalisée par Agri TV il y a cinq ans, ce dernier est présenté comme président du conseil d'administration de la Société coopérative de production de café de cacao Nanga-Eboko (Socoproca). Il évoque déjà un projet de production de manioc à grande échelle, avec des partenaires. Dans cette interview, M. Nganda révèle que sa coopérative s'étend sur 25



000 hectares, et que le projet industriel qu'il peaufine créera 10 000 emplois directs et 3 000 emplois indirects.

Par ailleurs, les premières réactions suite au dévoilement d'un projet de production industrielle de manioc dans le district de Nanga-Eboko, sur une superficie demandée de 400 000 hectares, rappellent les protestations survenues à l'époque autour des projets des industriels Neo Industry ( cacao), dans la région Sud, et Herakles Farms (huile de palme), dans la région Sud-Ouest. Dans le premier, la concession provisoire (26 000 hectares) a été annulée en 2021, au terme d'un bras de fer de cinq ans entre la population et l'État. Face aux pressions des ONG chargées de protéger l'environnement et de défendre les intérêts des populations vivant à proximité des plantations industrielles, la 2<sup>e</sup> avait tout simplement jeté l'éponge après le démarrage effectif des palmeraies dans la région du sud-ouest, fruit d'une concession de 20 000 hectares obtenue de l'Etat du Cameroun. Aujourd'hui ; la superficie concernée est vingt fois plus grande.

Cap-Vert

République centrafricaine

## **Centrafrique: la société civile du Haut-Mbomou inquiète après l'arrivée d'«instructeurs russes»**

01/04/2024 / rfi.fr

Jusque-là, les hommes de Wagner n'avaient pas pris pied dans cette zone peuplée de la communauté zandé.

Le gouvernement centrafricain [a confirmé récemment le déploiement « d'instructeurs russes »](#) pour soutenir l'armée à Obo, dans le Haut-Mbomou, une région très isolée du sud-est du pays. Jusque-là, les hommes de Wagner n'avaient pas pris pied dans cette zone où depuis un an, un groupe d'autodéfense issu de la communauté zandé (Azandé Ani Kpi Gbé, ou AAKG) mène des actions contre les rebelles de l'UPC.

Les civils payent les conséquences de l'insécurité entretenue par cette rivalité. La Minusca vient d'ailleurs de décider de renforcer sa présence à Obo. Wagner pourrait, pour sa part, former les hommes d'Azandé Ani Kpi Gbé pour en faire leurs suppléants.

Un risque, selon ce membre de la société civile locale issu de la communauté zandé mais qui ne souhaite pas que son nom rendu public, de voir les exactions documentées dans d'autres régions du pays gagner le Haut-Mbomou, et s'ajouter à la détresse des populations.

## **Centrafrique : sept personnes tuées dans un affrontement dans le sud-ouest du pays**

03/04/2024/french.xinhuanet.com

Sept personnes ont été tuées dans un affrontement armé opposant depuis quatre jours des éleveurs et certains

habitants d'un village situé dans le sud-ouest de la République centrafricaine, ont indiqué des sources locales concordantes.

Un conflit armé a éclaté depuis samedi jusqu'à lundi entre un groupe d'éleveurs et la population locale du village Gazi-Beya, à 60 km de Boganangone, dans la préfecture de la Lobaye.

Le bilan provisoire du conflit fait état de sept morts et plusieurs blessés, selon des sources locales.

Un nombre important de militaires centrafricains et leurs alliés ont été déployés pour stabiliser ce conflit, selon une information confirmée par le sous-préfet de Boganangone, Jean-Claude Ndaba-Kola.

Selon M. Ndaba-Kola, le conflit fait suite au vol d'un bœuf des éleveurs transhumants et ils ont par représailles tué un jeune dudit village.

Cette situation a occasionné le déplacement massif de certains habitants de la brousse, a-t-il ajouté.

Il a appelé les autorités à renforcer la présence des forces de défense et de sécurité dans cette localité afin de faire obstruction à tous les éventuels conflits armés.

Comores

## **Choléra : plus de 850 cas enregistrés aux Comores**

2.04.2024 / linfo.re

### **Faible taux de contamination**

Le dernier bulletin sanitaire sur le **Choléra** a été rendu public jeudi 28 mars aux **Comores**. Selon la DGS, 857 cas ont été enregistrés, rapporte *Le Journal de Mayotte*. Le taux de contamination reste faible avec 66 cas sur 100 000 habitants. Dans le détail, l'île de Ngazidja (Grande-Comores) est fortement frappée par cette maladie avec un taux d'attaque de 114 cas sur 100 000 habitants. Par ailleurs, la tranche d'âge de 20-24 ans est la plus infectée. "Il y a plus d'hommes affectés par la maladie que des femmes. Cette tendance s'observe depuis les premiers cas index de cette épidémie", a précisé ce bulletin épidémiologique évoquant aussi le décès de 16 personnes. Après avoir reçu des traitements, 493 personnes ont retrouvé leur domicile.

### **Les mesures prises par les autorités**

L'épidémie de **Choléra** se concentre notamment à **Moroni**. Selon les autorités, 590 nouveaux ménages ont été désinfectés dans les trois îles, et 709 nouveaux Kits Stop choléra pour la population à risque y ont été distribués. L'Unicef a par ailleurs fait un don de 3 kits médicaux pour la prise en charge de 300 malades. Cette organisation onusienne a aussi octroyé 2 360 Kits Stop choléra et a assuré la fabrication des lits picots à Anjouan pour répondre au besoin sollicité.

## **Comores : la population appelée à être plus vigilante face aux faux billets**

Le 4.04.2024 / linfo.re

**Les Comoriens ont été avertis sur la circulation des faux billets dans le commerce. Bien que ce ne soit pas la première fois que cela se produise, ces contrefaçons sont particulièrement compliqués à repérer.**

Les billets les plus élevés sont touchés, notamment ceux de 5 000 francs (environ 10 euros) et de 10 000 francs (un peu moins de 20 euros).

Les premières **fausses coupures** ont commencé à se propager il y a quelques semaines. Le premier responsable au sein de la gendarmerie a confirmé que les **faux billets** ont été fabriqués dans un pays voisin sans donner plus d'explications.

Il y a un an, un fait similaire s'est déjà produit. À ce moment-là, il était assez simple de différencier les faux des vrais grâce à leur texture et leur apparence. Actuellement, la qualité de la contrefaçon est nettement meilleure et même l'hologramme ne pourrait pas faire la différence entre le vrai et le **faux billet**.

Les enquêteurs ont suivi une piste menant à deux employés d'un fournisseur d'électricité. Ils sont soupçonnés d'avoir substitué les billets authentiques contre les contrefaçons dans la trésorerie de la société. Les deux individus ont été appréhendés.

Durant le Ramadan, une période où les transactions financières sont fréquentes dans les commerces, il est crucial pour la population de rester vigilante.

République du Congo

## **Congo : le Pagir financé à hauteur de 42 milliards FCFA**

1 avril 2024 / journaldebrazza.com

Le Programme accéléré de la gouvernance institutionnelle et les réformes pour un fonctionnement durable des services (Pagir), a été lancé jeudi 28 mars à Brazzaville.

La République du Congo vient de lancer Programme accéléré de la gouvernance institutionnelle et les réformes pour un fonctionnement durable des services. Financé à hauteur de 42 milliards FCFA, le Pagir est une œuvre de la coopération entre le Congo et le groupe de la Banque mondiale. Il vise à accroître l'efficacité de la mobilisation des ressources domestiques et de la gestion des dépenses avec un accent particulier sur les secteurs de la santé et de l'éducation.

Le Pagir est subdivisé en deux composantes, à savoir le Programme axé sur les résultats (PfoR) et le Projet d'investissement (IFP). Selon adiac-congo.com, le PfoR appuiera l'obtention des résultats

dans les domaines de l'augmentation de la mobilisation des ressources nationales, la modernisation de la gestion des finances publiques, la mise en œuvre de la budgétisation par programme et la mise à l'essai des réformes clés de la gestion des finances publiques afin d'assurer une meilleure prestation de service dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Cette composante est financée à hauteur de 33 milliards FCFA. La composante IFP pour sa part est financée à hauteur de 9 milliards FCFA.

## **Congo-Brazzaville : Kore Potash et Power China en pourparlers pour la construction d'une mine de potasse**

3 avril 2024 / zoom-eco.net

Kore Potash vise la signature d'un contrat d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction pour son projet de potasse Kola, au 2ème trimestre 2024, en République du Congo.

L'annonce a été faite par la société minière constituée au Royaume-Uni dans ses résultats financiers publiés fin mars.

La source a précisé que des discussions étaient en cours avec le groupe Power China qui a soumis une proposition en février 2024.

Un accord conclu en juin 2022 avec Power China indique que la société doit développer une usine de traitement de 2,2 millions de tonnes pour exploiter la mine sur 31 ans.

L'investissement initial nécessaire est évalué à 1,83 milliard de dollars pour 40 mois de travaux de construction.

Des négociations sont en cours depuis plusieurs mois pour mobiliser les fonds, mais aucune date n'a été donnée pour la décision finale d'investissement.

Des analystes estiment que si le projet Kola entre en production, il pourrait contribuer à transformer le visage du secteur minier en République du Congo, et accélérer la diversification d'une économie largement dominée par l'exploitation du pétrole.

## **Cérémonie d'accueil officiel du président congolais à Bakou**

04.04.2024 /azertag.az

La cérémonie d'accueil officiel du président de la République du Congo Denis Sassou-Nguesso, venu en visite officielle en République d'Azerbaïdjan, s'est tenue jeudi 4 mars.

Un détachement d'honneur était aligné en l'honneur du président congolais sur la place où flottaient les drapeaux nationaux des deux pays.

Le président congolais Denis Sassou-Nguesso a été accueilli par le chef de l'Etat Ilham Aliyev.

Le commandant du détachement d'honneur a salué le président congolais.

Le président Denis Sassou-Nguesso a salué les soldats azerbaïdjanais.

Les deux chefs d'Etat ont passé en revue le détachement d'honneur.

Les hymnes nationaux de la République du Congo et de la République l'Azerbaïdjan ont retenti.

Les membres de la délégation azerbaïdjanaise ont été présentés à Denis Sassou-Nguesso et ceux de la délégation congolaise à Ilham Aliyev.

Le détachement d'honneur a défilé devant les présidents azerbaïdjanais Ilham Aliyev et congolais Denis Sassou-Nguesso.

Les chefs d'Etat ont posé pour une photo officielle.

République démocratique du Congo

## **Burundi / RDC – Guerre du Kivu : La RDF et l'UPDF se renforcent à Rutshuru.**

<https://burundi-agnews.org/eac/burundi-rdc-guerre-du-kivu-la-rdf-et-lupdf-se-renforcent-a-rutshuru/>

Affaiblies par les attaques de la coalition FARDC et ayant subi de lourdes pertes humaines, l'UPDF et la RDF, repliées à Rutshuru, déploient de nouveaux bataillons dans le Nord-Kivu en RDC via Rutshuru. À l'ONU, le Rwanda, faisant l'objet d'accusations, tente de gagner du temps en comptant sur le soutien de ses alliés occidentaux. L'option militaire de la coalition FARDC / Wazalendo consistant à ouvrir des fronts vers le Rwanda (et l'Ouganda) demeure en suspens.

Goma (RDC), le 3/04/2024 – Concernant la guerre au Kivu [ <https://burundi-agnews.org/la-guerre-du-kivu-rdc/> ], la ville de Goma, située dans le Nord-Kivu, reste paisible. Au sein de la coalition composée des Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), de la Force de Défense Nationale du Burundi (FDNB), des militaires membres de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) — notamment l'Afrique du Sud, le Malawi et la Tanzanie — ainsi que des jeunes pisteurs Wazalendo, 11 militaires des FARDC, accusés de corruption, ont été jugés par la cour militaire à Goma. Aujourd'hui, les forces combinées de la Rwanda Defence Force (RDF) et de l'Uganda People's Defence Force (UPDF) se trouvent en position de faiblesse militaire. Il arrive souvent que les territoires conquis par les FARDC soient repris par les forces de la RDF/UPDF grâce à des financements. Cette pratique de corruption est également observée au sein de la MONUSCO.

Cela conduit à l'affirmation selon laquelle la meilleure stratégie militaire pour la coalition FARDC/Wazalendo serait d'ouvrir un nouveau front contre le Rwanda en direction de Kigali et de commencer à dénoncer l'Ouganda sur le plan diplomatique (ou même d'ouvrir un front contre l'Ouganda également). Ce sont les militaires ougandais qui renforcent actuellement les RDF sur le sol congolais. Un grand nombre de combattants de la RDF ont été tués.

La guerre dans le Masisi et Rutshuru :

Sur le terrain, la guerre au Nord-Kivu se poursuit, opposant la coalition loyaliste de la RDC et les Wazalendo au Rwanda et à l'Ouganda, ces derniers étant des soutiens de la GUAN [

<https://burundi-forum.org/92533/le-burundi-face-a-la-guan-globalisation-unipolaire-america-neoliberale/> ].

Cette version corrige la ponctuation, ajuste la syntaxe pour une meilleure fluidité et précise les acteurs impliqués dans le conflit.

La route Goma – Sake – Shasha – Kirotshe – Bweremana – Minova est désormais ouverte grâce à l'intervention de la coalition FARDC – Wazalendo. Cependant, des poches d'insécurité subsistent ici et là, bien que la RDF/UPDF en ait été expulsée.

La RDF/UPDF bloque la route de Mushaki, menant vers le centre de Masisi et Rubaya. Malgré de nombreuses tentatives, elle ne parvient toujours pas à prendre le contrôle de Sake.

Concernant l'axe Goma – Rutshuru (soit la route passant par Goma, Kibumba, Rugari, Rumangabo, Katale, Kalengera, Kako, Rubare, Burayi, puis vers Rutshuru Centre, Kiwanja, et arrivant au Parc de la Virunga; route vers Butembo, Mabenga, le parc, Rwindi; et la route de Vitsumbi menant au bord du Lac Edouard), l'ouest voit aussi la RDF/UPDF emprunter la route Tongo, Bambo, Nyanzale, Kishishe, Kikuku pour entrer à Kibirizi (à l'Est de Kibirizi, en direction de Rwindi).

Durant le dernier week-end, la coalition FARDC et les jeunes pisteurs Wazalendo ont repris le contrôle de Kibirizi, Vitsumbi, Kimoka, et la plaine de la Rwindi. Sous un feu intense et de nombreux bombardements, la RDF/UPDF a été contrainte à la fuite vers Rutshuru.

Des bataillons de l'UDPF et de la RDF arrivent à nouveau en RDC par Rutshuru. La RDF/UPDF occupe Kiwanja, Bunagana, Kiseguro (avec une reprise de Rwindi) et essaie de rejoindre Kanyabayonga. Toutefois, la RDF/UPDF n'a jamais réussi à prendre le contrôle total du territoire de Rutshuru. Depuis plus de deux ans, elle occupe une bande de terre s'étendant de Rutshuru vers l'est de Masisi, une région où des citoyens rwandais résidant en RDC habitent et parlent le Kinyarwanda, se fondant ainsi dans la population. Malgré cela, un grand nombre de militaires rwandais ont perdu la vie dans cette zone. Généralement, les éléments de la RDF/UPDF ne retournent jamais chez eux, mourant en RDC à Rutshuru.

Au niveau international :

Lors de la séance 9590E du Conseil de Sécurité de l'ONU le 27 mars 2024 [ <https://press.un.org/fr/2024/cs15646.doc.htm> ], la discussion portait sur la guerre géopolitique en République Démocratique du Congo (RDC) et en Tanzanie (région des Grands Lacs Africains) pour le contrôle des matières premières stratégiques. Cette confrontation oppose la GUAN à la Chine, première puissance économique mondiale et membre des BRICS+.

Le représentant de la RDC a rapporté que l'armée rwandaise RDF, opérant en RDC sous le nom de M23, a testé de nouveaux missiles sol-air sur des hélicoptères de la MONUSCO et des avions civils stationnés à l'aéroport de Goma. Les Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et les jeunes patriotes résistants Wazalendo demeurent mobilisés pour défendre l'intégrité territoriale de la RDC jusqu'à la restauration totale de l'autorité de l'État. Concernant les négociations ou dialogues en cours (cf. Processus de Luanda et de Nairobi), la RDC refuse désormais tout "arrangement de façade" qui perpétue l'insécurité et la confusion dans l'Est du pays, facilitant ainsi la coalition entre le Rwanda et le M23 dans l'exploitation des minerais stratégiques. Elle exige le retrait sans conditions des troupes rwandaises RDF de son territoire et du M23 de ses positions occupées. Le plan de désengagement de la MONUSCO, prévu par la résolution 2717 (2023), se poursuit.

Réfutant ces accusations, le représentant du Rwanda a condamné les déclarations des présidents de la RDC et du Burundi, qui ont menacé le Rwanda d'un "changement de régime".

Le représentant du Burundi a salué la coopération bilatérale en matière de défense avec la RDC pour combattre les groupes armés et terroristes locaux et étrangers dans l'Est de la RDC. Il a apprécié le déploiement de la force régionale de la SADC (SAMIDRC), qui vise à reprendre les anciennes positions de la force régionale de la Communauté Est-Africaine (EAC) tombées aux mains du M23, et a salué l'engagement de l'ONU à fournir un soutien logistique et opérationnel à cette force présente en RDC. Le Burundi demande toujours au Rwanda de lui remettre les auteurs du coup d'État de 2015, liés à la GUAN et considérés aujourd'hui comme les cerveaux du groupe criminel et terroriste RED Tabara. Il est profondément préoccupé par la résurgence des attaques du M23 (RDF) dans l'Est de la RDC et appelle au respect de la feuille de route de Luanda et du processus de Nairobi pour donner une chance à la paix. Il s'inquiète également de l'expansion du terrorisme dans la région, craignant des liens avec d'autres groupes terroristes au Sahel, au Moyen-Orient et au nord du Mozambique.

Le représentant de la Chine a exprimé sa préoccupation face à la situation dans l'Est de la RDC et a exhorté les parties à privilégier le dialogue pour désamorcer les tensions.

Le représentant de la Fédération de Russie, très préoccupé par l'escalade du conflit en RDC impliquant le groupe armé illégal M23, a demandé la réouverture des voies d'approvisionnement terrestres vers Goma. Il est gravement inquiet de l'utilisation de systèmes d'armes avancés dans la zone de combat, y compris contre la MONUSCO, et insiste sur la nécessité de revenir à une mise en œuvre complète des accords issus de la feuille de route de Luanda.

Le représentant des États-Unis a observé que les incursions du M23 et des forces armées rwandaises RDF dans l'Est de la RDC mettent en danger les Casques bleus de la MONUSCO.

#### SOURCES :

01/04/2024

- GOMA FACE A LENNMI LES FARDC MONTRENT SA PUISSANCE A KANYABAYONGA  
[ <https://www.youtube.com/watch?v=LPyZyHiLmTM> ]
- GOMA : VOICI LA SITUATION SUR LES LIGNES DE FRONT LES M23 EN DIFFICULTE  
[ <https://www.youtube.com/watch?v=HNupSoN-mf4> ]

30/03/2024

- GOMA COUP DURE POUR PAUL KAGAME, D'AUTRES MILITAIRES RWANDAIS VIENNENT SE FAIRE TUER EN RDC  
[ [https://www.youtube.com/watch?v=PF19WQV\\_11A](https://www.youtube.com/watch?v=PF19WQV_11A) ]
- GOMA : A VITSUMBI LES M23 ADMETTENT LA MONTEE EN PUISSANCE DES FARDC  
[ <https://www.youtube.com/watch?v=9vPMvaVu70I> ]
- URGENT GOMA : A RWINDI, KOMOKA, LES RDF M23 SOUS LE FEU DES FARDC  
[ <https://www.youtube.com/watch?v=eNmKrZcQnIA> ]

– 29/03/2024

- GOMA : L'ENNEMI EST A SA FIN, L'ARMEE MANIFESTE SA DETERMINATION POUR RECUPERER DES LOCALITES  
[ <https://www.youtube.com/watch?v=3EaAtBZ8elk> ]

– GOMA : VOICI COMMENT LA VICTOIRE DES FARDC S'EST MANIFESTEE SUR LE FRONT

[ <https://www.youtube.com/watch?v=BUBqKftaM2s> ]

– GOMA : LA POPULATION DE L'EST RESISTE FACE A L'AGRESSION RWANDAISE

[ <https://www.youtube.com/watch?v=kq4VZ2ZnPIE> ]

– GOMA : VOICI CES 11 MILITAIRES CANDIDATS A LA PANDAISON APRES AVOIR FUI DEVANT LE M23

[ <https://www.youtube.com/watch?v=9f-54s0EFVM&t=99s> ]

– GOMA TENSION LA POPULATION DESAVOUE NAANGA ET TOUTE SA BANDE

[ <https://www.youtube.com/watch?v=exCU5R0TMc0> ]

– 27/03/2024

– GOMA : ENFIN LE Pdt FELIX TSHISEKEDI REVELE COMMENT LA PAIX SERA RETABLIE A L'EST DE LA RDC

[ <https://www.youtube.com/watch?v=T7CF1sjgZ-U> ]

– GOMA : LES WAZALENDO ATTAQUENT LES M23 A MUSHAKI FACE A FACE

[ <https://www.youtube.com/watch?v=TPl2hwSFdWc> ]

– GOMA : LE REGIME DE KIGALI S'INQUIETE FACE A LA DETERMINATION DES FARDC SUR LE FRONT

[ <https://www.youtube.com/watch?v=sc1hAKpzg78> ]

– URGENT GOMA : LES FARDC SUR LE POINT DE ROUVRIRE L'AXE SHASHA MINOVA

[ <https://www.youtube.com/watch?v=eil6jGqa7tg> ]

– GOMA : DANS LE MASISI LES FARDC ET LES WAZALENDO SE FOCALISENT SUR LA LIBERATION DES ANTITES

[ <https://www.youtube.com/watch?v=R5NkLwSkGkA> ]

– GOMA : LE PRESIDENT FELIX TSHISEKEDI VEUT METTRE FIN DEFINITIVEMENT LA GUERRE DANS L'EST DE LA RDC

[ <https://www.youtube.com/watch?v=TTimZsAmRhU> ]

– URGENT: LE Pdt F.TSHISEKEDI TRES EN COLERE CONTRE LES OFFICIERS SUPERIEURS DE FARDC COMPLICE DU M23

[ <https://www.youtube.com/watch?v=yo5J6wFABaE> ]

DAM, NY, AGNEWS, <https://burundi-agnews.org>, Lundi 1 avril 2024 | Photo : Congo Live TV

## Le cardinal Fridolin Ambongo critique vivement les autorités congolaises lors de la messe de Pâques

Avril 1, 2024 / camerounactuel.com

La messe de Pâques célébrée le dimanche 31 mars a été marquée par un discours incisif et politiquement chargé prononcé par le cardinal Fridolin Ambongo, archevêque de Kinshasa, devant les fidèles congolais. Dans son homélie, le prélat n'a pas hésité à dénoncer l'inaction des autorités face à l'activisme rebelle du M23 dans l'est du pays, soulignant les actes qui, selon lui, fragilisent la nation congolaise.

Dès le début de son intervention, le cardinal a dressé un tableau sombre de la situation en République démocratique du Congo (RDC), qualifiant le pays de « pays en agonie » et de « grand malade dans un état comateux ». Il a pointé du doigt l'injustice flagrante qui règne dans le pays, déplorant le non-respect des droits fondamentaux des citoyens et remettant en question la capacité de l'armée congolaise à défendre l'intégrité du territoire.



Le cardinal Ambongo a également souligné l'occupation persistante de l'est du pays, déplorant l'absence de moyens adéquats pour assurer la sécurité et la protection des citoyens. Il a comparé la situation à celle d'un « éléphant aux pieds d'argile », mettant en lumière la fragilité apparente de la nation congolaise face aux défis internes et externes.

S'adressant directement aux autorités, le cardinal a exhorté à mettre fin à des actions susceptibles d'attiser la rébellion, faisant référence au ralliement de certains cadres de l'ancien parti présidentiel au M23. Il a souligné la nécessité de comprendre les raisons profondes qui motivent de tels actes, mettant en avant la nécessité de promouvoir la communion nationale et d'éviter toute exclusion.

Le discours franc et sans concession du cardinal Ambongo n'a pas surpris les fidèles de la paroisse, habitués à la franchise et à la détermination de leur « berger ». Son message a résonné comme un appel à l'action et à la responsabilité, soulignant l'urgence de résoudre les problèmes qui minent la nation congolaise pour bâtir un avenir meilleur pour tous ses citoyens.

## **Congo Nouveau : « Kabila, dans le viseur du régime Tshisekedi ! »**

Lun, 01/04/2024 / radiokapi.net

**Le parti présidentiel accuse l'ex-président Joseph Kabila d'être « derrière la guerre qui sévit dans l'Est » de la RDC. Le camp Kabila proteste contre des « propos qui frisent la folie ». Cette escalade est largement commentée par les journaux parus lundi 1er avril à Kinshasa.**

Le Secrétaire général de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) a mis du feu lors d'une matinée politique animée devant le siège de son parti, sur la 10ème Rue/Limete, samedi 30 mars. "L'ancien président de la République a fui le pays, car c'est lui qui est derrière la guerre qui sévit dans l'Est de la République Démocratique du Congo", a déclaré Augustin Kabuya, cité par **Congo Nouveau**.

A cette occasion, poursuit le journal, il a fait allusion aux jeunes du parti de Joseph Kabila, le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), qui ont rejoint la rébellion de Corneille Nangaa.

La réaction du camp ne s'est pas fait attendre. « *Les Congolais ont compris le mode opératoire de l'UDPS : se plaindre et accuser faussement les autres* », rétorque la conseillère en communication de Joseph Kabila, Barabara Nzimbi, citée par **Forum des AS**.

**«Les propos irresponsables de M. Kabuya de l'UDPS frisent la folie. Le seul chef d'Etat de toute l'histoire de la RDC à organiser des élections démocratiques, ensuite une alternance pacifique qui a eu pour premier bénéficiaire ce même parti, peut fuir, mieux abandonner ce pourquoi il s'est investi toute sa vie ? Ou encore être à la base d'une quelconque déstabilisation de cette même nation ? C'est incohérent de réfléchir dans ce sens», a fait savoir Barbara Nzimbi.**

Dans ces conditions, **Africa News** constate que ça tire de partout : « *Tshisekedi s'en prend à la communauté internationale, le Cardinal Ambongo critique violemment le pouvoir, Kabuya charge Kabila, Deo Kasongo fusille la CENI...* »

Interpellant les autorités, renchérit **Tempête des Tropiques**, le Cardinal leur a demandé de cesser des actes susceptibles de pousser à la rébellion, faisant allusion au ralliement de certains cadres de l'ex-parti présidentiel au M23 :

" Nous pouvons les traiter de traîtres, ils ont pris la cause de l'ennemi, mais la question de fond, c'est pourquoi ces gens ont-ils agi de cette manière-là ? C'est parce qu'au niveau d'ici, nous continuons à poser des gestes qui blessent les autres, qui fragilisent la communion nationale, qui excluent les autres. "

## **RDC-Contre-performance des régies financières: Nicolas Kazadi chargé d'examiner les causes et d'apporter des mesures correctives**

Lundi 1 avril 2024 / actualite.cd

À la suite de la communication du président de la République, le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde a fait part au Conseil des ministres des grandes lignes de la réunion hebdomadaire du Comité de conjoncture économique, qui a été élargie au patronat congolais qu'il a présidée le mercredi 27 mars dernier. Cette réunion, a-t-il fait savoir, avait pour objectif d'examiner la situation du climat des affaires en République Démocratique du Congo ainsi que la situation économique des populations.

Concernant le climat des affaires, il a rappelé la décision gouvernementale prise en septembre 2023, imposant le paiement des droits, taxes, impôts et autres redevances dus à l'État en francs congolais à partir du 1er avril 2024. "Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la politique visant la dédollarisation de notre économie. En tant que partenaire socio-économique du gouvernement, la FEC a été conviée à sensibiliser ses membres pour la pleine application de cette mesure," a soutenu Sama Lukonde dans le compte rendu de la 131e réunion du Conseil des ministres tenue vendredi 29 mars 2024.

Au sujet de la situation socio-économique, le Premier ministre a fait part de la préoccupation du gouvernement face aux contre-performances enregistrées par les régies financières constatées pour le mois de mars 2024. "À ce propos, le ministre des Finances a été chargé d'examiner les causes de cette contre-performance et d'en faire un rapport assorti de mesures correctives," ajoute le compte rendu.

Depuis le début de cette année, le gouvernement éprouve des difficultés dans la mobilisation des recettes dans le cadre de l'exécution du budget 2024. Outre la faible mobilisation des recettes, le gouvernement fait également face à une situation budgétaire complexe en raison des dépenses croissantes liées à la poursuite de la guerre dans l'Est entre les FARDC et les rebelles du M23 soutenus par Kigali.

Pour faire face à cette situation, le gouvernement envisage d'élaborer un budget rectificatif afin de réajuster les allocations financières et de garantir le financement des opérations militaires et humanitaires dans la région. Ceci fait partie des recommandations du ministre des Finances, Nicolas Kazadi, pour faire face à cette situation.

## **Séisme politique/RDC : Une femme, Judith Suminwa Tuluka, nommée Premier ministre, pour la première fois dans le pays**

Mercredi 3 Avril 2024 / ivoirebusiness.net

Elle remplace Jean-Michel Sama Lukonde qui a démissionné en février.

Judith Suminwa Tuluka, ministre du Plan, devient la Première ministre de la République démocratique du Congo. Cette nomination a été officiellement annoncée lors d'une allocution diffusée à la télévision nationale ce lundi. Cela survient un peu plus de trois mois après les élections du 20 décembre, où le président sortant, Félix Tshisekedi, a remporté la victoire.

En tant que première femme à occuper ce poste de Premier ministre en RDC, Mme Suminwa Tuluka succède à Jean-Michel Sama Lukonde, qui avait assumé cette fonction depuis février 2021 mais a récemment démissionné le 21 février dernier.

Sama Lukonde, âgé de 46 ans, occupait le poste de premier ministre depuis trois ans. Il a été nommé chef du gouvernement le 15 février 2021, à la suite de l'échec d'une alliance entre la coalition de l'ancien président Joseph Kabila et celle de Félix Tshisekedi.

Sa démission fait suite à son élection au parlement le 20 décembre 2023. Conformément à la loi en République Démocratique du Congo, les ministres en exercice ne peuvent pas être membres du Parlement. Ainsi, Sama Lukonde a choisi de se concentrer sur ses fonctions parlementaires, entraînant ainsi la démission de tout son gouvernement.

Côte d'Ivoire

## **CACAO : L'ÉTAT IVOIRIEN ET LES PLANTEURS, VICTIMES DU MODÈLE DE COMMERCIALISATION - VERS UNE REFORTE**

01 avril 2024 / linfodrome.com

**La flambée du prix du cacao au-dessus de 10 000 dollars la tonne met en lumière les déséquilibres du modèle de commercialisation en Côte d'Ivoire, selon un rapport, qui appelle à une refonte pour mieux protéger les intérêts des producteurs.**

Le prix du cacao a grimpé cette semaine au-dessus de 10 000 dollars la tonne, marquant [un nouveau record](#) sur les marchés mondiaux des matières premières. Une flambée qui s'explique par plusieurs facteurs, notamment la baisse de la production dans les principales régions cacaoyères, conséquence des conditions météorologiques défavorables et des défis logistiques.

## Un important manque à gagner

Cette situation est une véritable aubaine pour les cultivateurs dans certains pays africains, comme le Cameroun, où le prix de vente du cacao a atteint 5 100 FCFA depuis le dimanche 17 mars 2024. En revanche, en Côte d'Ivoire, premier producteur mondial, ce prix reste inchangé à 1 000 FCFA, ce qui suscite [des interrogations quant à la répartition des bénéfices](#) entre l'État et les vrais producteurs.

Cependant, tel que souligné dans un rapport d'Ecofin Pro, le modèle de commercialisation par anticipation du cacao en Côte d'Ivoire, engendre un important manque à gagner, tant pour le gouvernement que pour les producteurs.

Une clause prévoyant le versement d'une prime aux producteurs en cas de hausse inattendue des cours

Contrairement au Cameroun où le producteur vend directement ses fèves aux acheteurs au prix du marché international, sans intervention étatique majeure, en Côte d'Ivoire, le cacao est commercialisé par anticipation, avec des prix de vente fixés au début de chaque campagne.

## Vers une clause ?

Ce système permet au Conseil Café-Cacao, l'instance nationale de régulation de la filière, de précommercialiser 70 à 80% de la récolte à des exportateurs. Mais il se révèle déficient lorsque le prix de vente anticipé est inférieur aux attentes, ce qui se traduit par des pertes financières considérables pour les caisses publiques et les planteurs.

Face à cette réalité, une révision du modèle s'avère nécessaire, avec l'introduction de mécanismes plus flexibles, plaide le rapport d'Ecofin Pro. Une proposition envisagée consiste à inclure une clause prévoyant le versement d'une prime aux producteurs en cas de hausse inattendue des cours, assurant ainsi une protection accrue contre les fluctuations du marché international.

## Côte d'Ivoire-AIP/ Les vivres octroyés par Pierre Dimba distribués aux musulmans de Sikensi

1 avril 2024 / aip.ci

Sikensi, 1<sup>er</sup> avr 2024 (AIP) – Le président du Conseil des imams, des mosquées et des affaires islamiques (COSIM) de Sikensi, El Hadj Diaby Moustapha, a procédé à la redistribution des vivres offerts par le président du conseil régional de l'Agneby-Tiassa, Pierre N'Gou Dimba, à la communauté musulmane du département dans le cadre du jeûne du Ramadan.

Recevant les représentants des 34 mosquées du département à la mosquée Al Houda, l'imam Diaby a reparti, samedi 30 mars 2024, les deux tonnes de riz et deux tonnes de sucre qu'il avait reçues des mains du préfet de Sikensi, Kra Siallou.

Il a formulé des bénédictions à l'endroit du président du conseil, afin qu'il bénéficie d'une santé de fer et d'une longévité pour mieux diriger ses administrés.

« Le président Pierre Dimba et le député maire de Sikensi, N’Gata Brié Joseph qui nous font régulièrement des dons ne sont pas musulmans. Suivons leur exemple pour promouvoir la solidarité et la bonne cohabitation », a-t-il conseillé aux fidèles.

## **FILIÈRE HÉVÉA : L’APROMAC S’ENGAGE À EXPORTER DU CAOUTCHOUC NATUREL CONFORMÉMENT À LA NOUVELLE LOI EUROPÉENNE**

03 avril 2024 / [linfodrome.com](http://linfodrome.com)

**L’Association des Professionnels du Caoutchouc Naturel de Côte d’Ivoire (Apromac) est déterminée à s’approprier la nouvelle loi européenne sur la déforestation, qui entrera en vigueur d’ici le 1er janvier 2025.**

Ce règlement de l’Union européenne (UE), relatif aux produits associés à la déforestation et à la dégradation des forêts pour la Filière Hévée, vise à [garantir l’exportation de caoutchouc naturel](#) conforme aux normes européennes sur la déforestation.

### **De bonnes perspectives**

L’Apromac l’a fait savoir lors de l’atelier technique sur les produits associés à la déforestation et à la dégradation des forêts (EUDR) pour la Filière Hévée, tenu le lundi 26 mars 2024 à Abidjan-Cocody Ambassades, en collaboration avec l’UE.

Le Président du Conseil d’Administration de l’Apromac, Charles Emmanuel Yacé, a affirmé qu’à ce jour, « grâce aux efforts des dynamiques [acteurs de la Filière Hévée](#), une proportion significative du caoutchouc naturel de Côte d’Ivoire est déjà conforme à l’EUDR ». « Ainsi, grâce aux initiatives de l’Apromac et des acteurs usiniers, la Côte d’Ivoire garantit un approvisionnement du marché européen en caoutchouc naturel de bonne qualité, respectant les exigences de l’EUDR, dès le 1er janvier 2025 », a-t-il souligné.

Pour ce faire, il est prévu la mise en place d’une organisation en vue du géoréférencement et de l’obtention d’une base de données de tous les producteurs d’hévée de Côte d’Ivoire afin de contrôler les plantations et de fournir les données aux acteurs de la Filière Hévée, étant donné que la traçabilité des chaînes d’approvisionnement est cruciale dans le processus de mise en œuvre.

Cette avancée des acteurs de la Filière Hévée a été saluée par le chef de coopération de la Délégation de l’Union européenne en Côte d’Ivoire, Massimo Scalorbi, qui a témoigné, lors de son allocution, du « niveau de préparation avancé de la Côte d’Ivoire ».

## **Côte d’Ivoire-AIP/ Un projet d’alimentation en eau potable de villages débute bientôt dans la région du Moronou**

04/04/2024/aip.ci

Bongouanou, 04 avr 2024 (AIP)- Un projet d’alimentation en eau potable de villages, appelé « Baran », va bientôt commencer dans la région du Moronou, a appris l’AIP auprès du directeur

régional de l'hydraulique, de l'assainissement et de la salubrité, Tissi Tonga, vendredi 29 mars 2024.

M. Tonga a précisé que 25 villages bénéficieront d'une installation de pompes à énergie solaire, tandis que 12 autres villages, dont Adibrobo, Assalé Kouassikro, N'zuékokoré, Kregbé, Andé, N'zanfouénou, Tiémélékro, Élinzué, N'guessankro et Tiékou-Carrefour, bénéficieront d'un renforcement de leur capacité de production d'eau potable et deux autres à Assié-Koumassi.

Il a également mentionné que le projet a été présenté aux autorités en juin 2023, mais son démarrage effectif a été retardé en raison de l'utilisation des équipements dans une autre région de la Côte d'Ivoire.

Ce projet, initié et financé par l'État de Côte d'Ivoire, est planifié par le ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité en collaboration avec l'Office national de l'eau potable (ONEP). Le délai d'exécution est estimé à 48 mois.

## **Développement de l'agriculture : le ministre d'État Kobenan Kouassi Adjoumani échange avec une délégation du FMI**

le jeudi 4 avril 2024/news.abidjan.net

Abidjan - Une mission du Fonds Monétaire International (FMI), conduite par Olaf Unteroberdoerster, a échangé, le mercredi 03 avril 2024 à Abidjan, avec le ministre d'État, ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières, Kobenan Kouassi Adjoumani.

Cette rencontre a permis, selon le ministre d'État, de renforcer la coopération entre la Côte d'Ivoire et le FMI en vue de stimuler la croissance économique du pays. À ce titre, il a sollicité l'appui continu du FMI pour promouvoir le développement agricole.

Pour lui, les échanges ont été fructueux et marqués par l'urgence de renforcer la production nationale afin de répondre aux besoins alimentaires des populations. « Nous devons nous nourrir nous-même en produisant davantage et le secteur vivrier et maraîcher a fait l'objet de débat », a souligné Kobenan Kouassi Adjoumani.

Poursuivant, le ministre de l'Agriculture a indiqué que les questions liées aux produits d'exportation ont été également évoquées, précisément le secteur café-cacao. Les filières coton, hévéa, palmier à huile ont également été abordées.

Pour sa part, Olaf Unteroberdoerster, a fait savoir que les échanges ont porté principalement sur l'évaluation de la performance économique de la Côte d'Ivoire, en particulier dans le contexte du programme de stabilisation macroéconomique et de la transformation de l'économie soutenu par un arrangement financier du FMI d'environ 3,5 milliards de Dollars. Et d'affirmer que cette réunion visait à examiner l'avancée du programme et à discuter du soutien continu du FMI.

Djibouti

Égypte

## **Sissi entame son troisième mandat sur fond de grave crise économique**

01/03/2024/voaafrique.com

Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi prêtera serment cette semaine pour entamer son troisième mandat consécutif, sur fond de grave crise économique couplée à une situation des droits humains "catastrophique", estiment les experts.

Au pouvoir depuis une décennie, M. Sissi, 69 ans, débutera ce nouveau mandat mercredi, plus de trois mois après sa réélection sans surprise avec 89,6% des voix face à trois candidats peu connus du grand public. Son nouveau mandat, de six ans, est censé être le dernier conformément à la Constitution égyptienne.

M. Sissi devrait prêter serment mardi matin devant le Parlement dans la nouvelle capitale administrative, à une cinquantaine de kilomètres à l'est du Caire, selon le député Moustafa Bakri, réputé proche du pouvoir. Selon lui, le gouvernement devrait présenter sa démission dans la foulée de l'investiture de M. Sissi, bien que "*la Constitution ne l'y oblige pas*".

*M. Sissi entame son nouveau mandat alors que deux tiers des 106 millions d'habitants vivent en dessous ou juste au-dessus du seuil de pauvreté. L'Égypte a également vu la valeur de sa monnaie divisée par trois et sa dette multipliée par autant. Et avec une grave pénurie de devises étrangères qui paralyse le commerce, le coût de la vie dans cette économie dépendante des importations n'a cessé d'augmenter, avec une inflation caracolant à 35%.*

*"Je n'ai pas trouvé un pays mais du n'importe quoi et on m'a dit 'tiens, prends ça!'", s'est justifié M. Sissi auprès des Égyptiens lors d'un discours en mars.*

## **Le sauveur potentiel de l'Égypte contre les coupures de courant ! – .**

03 / 04 / 2024 / news.dayfr.com

*L'ombre des coupures d'électricité qui ont plongé l'Égypte dans l'obscurité l'été dernier plane toujours, alimentant la recherche de solutions durables pour éviter que cela ne se reproduise. Avec*

*des températures dépassant les 40°C et une consommation en hausse, l'Égypte se tourne vers Israël pour son approvisionnement en gaz naturel.*

### **Le spectre des coupures de courant :**

L'Égypte est confrontée à un dilemme énergétique marqué par une baisse de la production de gaz naturel en raison de l'âge de ses gisements gaziers, mettant en péril sa capacité à éviter les coupures d'électricité estivales.

Cette situation affaiblit son ambition de devenir un hub gazier régional sans augmenter ses importations en provenance d'Israël.

### **Des importations « historiques » comme palliatif :**

Pour contrer la crise, l'Égypte, après avoir atteint l'autosuffisance gazière en 2018, a choisi d'importer du gaz israélien via des accords qualifiés d'« historiques ».

Cette décision intervient sur fond de crise de liquidité extérieure, poussant le pays à rationner sa consommation et à revenir au fioul.

### **Renforcer les liens énergétiques avec Israël :**

Le partenariat énergétique entre l'Égypte et Israël a pris un nouvel élan avec un contrat d'importation de 85 milliards de mètres cubes de gaz sur 15 ans, d'une valeur de 19,5 milliards de dollars.

## **Gaza: les dépouilles des humanitaires tués sont arrivées en Égypte, Israël poursuit ses raids**

4 avr. 2024 / trtfrancais.com

La frappe, qui a suscité une vague de critiques internationales, survient après près de six mois d'une guerre dévastatrice menée par Israël contre la bande de Gaza.

Elle a tué lundi à Deir al-Balah (centre) sept membres de World Central Kitchen (WCK, basée aux États-Unis) qui venaient de décharger "plus de 100 tonnes de nourriture amenées à Gaza par voie maritime", selon l'ONG.

Les dépouilles des six Occidentaux (une Australienne, un Polonais, un Américano-canadien et trois Britanniques), qui ont été tués avec un humanitaire Palestinien, sont arrivées mercredi soir en Égypte, ont annoncé des sources sécuritaires égyptiennes. Elles ont été remises à des représentants de leurs pays en vue de leur rapatriement.

WCK a annoncé suspendre ses opérations dans la région.

### **Colère et préoccupation**

L'ONG qui s'est dite "dévastée" par la mort de ses collaborateurs avait, depuis le 7 octobre, fourni des repas dans le territoire palestinien, où la majorité des quelque 2,4 millions d'habitants sont menacés de famine selon l'ONU.

Elle avait participé à la mi-mars à l'envoi à Gaza d'un premier bateau d'aide depuis Chypre.



Mercredi, le Premier ministre australien Anthony Albanese a exprimé sa "colère et préoccupation" à son homologue israélien, la Pologne ayant annoncé convoquer l'ambassadeur d'Israël pour discuter de "responsabilité morale, politique et financière" d'Israël.

La veille, le Royaume-Uni avait annoncé convoquer l'ambassadeur d'Israël afin d'exprimer sa "condamnation sans équivoque" de la frappe israélienne.

L'ONU a, quant à elle, dénoncé un "mépris du droit humanitaire international" et de ses travailleurs, le président américain Joe Biden s'est dit "indigné", estimant qu'Israël ne protège "pas assez" les personnes venant en aide à la population palestinienne "affamée".

Depuis le début de la guerre, 196 travailleurs humanitaires ont été tués, dont 175 de l'ONU, selon son Secrétaire général, Antonio Guterres.

Outre le bilan humain et les destructions, la guerre a provoqué une catastrophe humanitaire dans le territoire assiégé où l'aide humanitaire, strictement contrôlée par Israël, entre au compte-gouttes.

Un couloir maritime, ainsi que des parachutages d'aide, ont été mis en place en raison de la difficulté de faire entrer des vivres par voie terrestre mais de nombreux pays et organisations humanitaires jugent que la voie terrestre est la plus à même de permettre l'acheminement de l'énorme aide dont la population a besoin.

A Gaza, des images montrent des cohortes d'hommes marchant à travers les décombres le long d'une route où se succèdent immeubles éventrés et magasins fermés.

Érythrée

Swaziland Eswatini

## **L'Eswatini dément l'octroi de nationalité pour cause de « déficit d'hommes »**

04/04/2024/fr.apanews.net

Le royaume d'Eswatini a démenti les informations selon lesquelles il offrirait la citoyenneté aux hommes d'autres pays d'Afrique australe en raison d'un manque d'hommes dans le pays.

La semaine dernière, l'Eswatini s'est retrouvé sous les feux de l'actualité après la diffusion d'une fausse lettre virale affirmant que le roi Mswati III avait promis aux hommes remplissant les conditions requises la possibilité d'épouser une femme et de bénéficier d'une maison gratuite dans le royaume.

La lettre affirmait également que le roi aiderait les hommes intéressés à épouser jusqu'à cinq femmes et à obtenir des maisons gratuites dans le pays.

Dans un démenti, le gouvernement d'Eswatini a précisé que la lettre était entièrement fausse.

« Le public est informé que cet avis qui circule est faux », a indiqué le gouvernement sur X (anciennement Twitter) lundi.

Nichée en Afrique australe, l'Eswatini est la dernière monarchie absolue d'Afrique, avec une population d'environ 1,2 million d'habitants.

Éthiopie

## **‘Célébration du Ramadan à Addis-Abeba : un grand Iftar pour l’unité’**

01/03/2024 / cameroonmagazine.com

### **Un Grand Iftar annuel célébré en Ethiopie**

Dans un élan d’enthousiasme collectif, les musulmans éthiopiens se sont rassemblés en masse dans la capitale du pays, Addis-Abeba, pour célébrer le Grand Iftar annuel. Cet événement emblématique, où les croyants rompent leur jeûne pendant le mois sacré du Ramadan, a rassemblé des milliers de personnes de tous horizons.

Les festivités ont débuté par une journée de préparation le mercredi et ont culminé avec le partage d’un repas communautaire le jeudi soir. Cette tradition, qui remonte à plusieurs décennies, incarne l’esprit de solidarité et de partage qui caractérise le mois sacré pour les musulmans du monde entier.

### **Une célébration inclusive et communautaire**

Le volume de participation cette année reflète la popularité croissante de l’événement, qui a attiré des membres de la communauté ainsi que des personnalités éminentes, des représentants du gouvernement et des chefs religieux. Les participants comprenaient des personnes de toutes confessions, soulignant le caractère inclusif de cet événement.

Hikma Sani, participante de 17 ans et coordinatrice bénévole de l’événement, a souligné l’importance de l’esprit communautaire pendant le Ramadan. « En tant que musulmans, nous devons nous entraider. Ce Ramadan, aidons nos frères et sœurs dans le besoin. Nos mères et nos pères méritent également notre soutien. À l’approche de l’Aïd, tendons la main à ceux qui en ont besoin. dit-elle.

Le Grand Iftar de la rue Main rassemble des milliers de personnes autour d’un repas et constitue non seulement un moment de célébration religieuse, mais aussi un symbole d’harmonie interconfessionnelle et de coexistence pacifique en Éthiopie.

## **Le FMI met fin à sa visite en Éthiopie, l'accord n'est pas encore conclu**

03 avril 2024 / zonebourse.com

Le Fonds monétaire international a conclu sa visite en Éthiopie pour discuter d'une demande de soutien du FMI mardi sans parvenir à un accord, laissant le pays d'Afrique de l'Est en deçà de l'engagement qu'il avait pris avec ses créanciers internationaux officiels.

"L'équipe a fait des progrès substantiels pour établir comment le FMI pourrait soutenir le programme économique des autorités, et les discussions se poursuivront plus tard ce mois-ci à Washington, a déclaré le FMI.

Toutefois, le Club de Paris, qui regroupe les pays créanciers développés et dont la Chine ne fait pas partie, a déclaré l'année dernière qu'un accord visant à suspendre les paiements de la dette de l'Éthiopie jusqu'en 2025 pourrait être annulé si le pays ne parvenait pas à obtenir un prêt du FMI avant le 31 mars.

Il n'est pas certain que les membres du Club de Paris respecteront cette échéance. L'Éthiopie a conclu un accord séparé de suspension du service de la dette avec la Chine plus tôt en 2023.

L'Éthiopie n'a plus de programme du FMI depuis que son dernier accord de prêt avec le Fonds a expiré à la fin de 2022.

En décembre, l'Éthiopie est devenue la troisième nation africaine à se retrouver en défaut de paiement en l'espace de quelques années, après avoir omis de payer le coupon de son euro-obligation d'un milliard de dollars.

L'économie éthiopienne est ébranlée par une inflation élevée, une pénurie de devises fortes et des remboursements croissants de la dette extérieure, après que le gouvernement fédéral et un gouvernement régional rebelle ont signé un accord à la fin de 2022 pour mettre fin à deux années de conflit armé.

La dette extérieure du pays s'élevait à 28,2 milliards de dollars à la fin du mois de mars, selon les données du gouvernement, y compris une obligation internationale d'un milliard de dollars arrivant à échéance en décembre 2024.

Entre 2006 et 2022, les prêteurs chinois se sont engagés à accorder plus de 14 milliards de dollars de prêts au pays, selon l'université de Boston.

## **Éthiopie: HRW réclame une enquête de l'Onu sur des exécutions de civils par l'armée**

04/04/2024/dhnet.be

**L'ONG Human Rights Watch (HRW) a appelé jeudi l'Onu à enquêter sur les exécutions de "plusieurs dizaines" de civils par l'armée éthiopienne fin janvier dans la localité de Merawi, dans l'État régional de l'Amhara en proie à un conflit.**

Mi-février, la Commission éthiopienne des droits humains (EHRC), une institution publique statutairement indépendante, avait estimé qu'au moins 45 habitants de Merawi avaient été exécutés le 29 janvier par les forces gouvernementales après des affrontements avec des milices locales Fano, un bilan qu'elle pensait sous-estimé.

Selon les témoignages recueillis par HRW, après le retrait des Fano de Merawi, les soldats éthiopiens s'en sont pris durant "six heures" aux habitants, ont abattu hommes et femmes "dans les rues ou lors de perquisitions" et "pillé et détruit des biens civils".

L'ONG dit n'avoir "pas été en mesure de déterminer le nombre total de civils tués à Merawi".

Cette tuerie est "l'une des plus meurtrières de civils (...) depuis le début des combats en Amhara en août 2023" entre armée fédérale éthiopienne et Fano, estime HRW dans un communiqué appelant le Commissaire de l'Onu aux droits humains à "lancer une enquête indépendante sur les violences en Amhara".

L'ONG appelle en outre Onu et Union africaine à "suspendre tout nouveau déploiement" de contingents éthiopiens au sein des opérations de maintien de la paix - dont l'Éthiopie est un des principaux pourvoyeurs africains - "tant que les chefs militaires responsables de graves exactions ne rendront pas des comptes".

Gabon

## **Marché financier : le Gabon mise sur les investisseurs congolais pour lever 854 milliards FCFA**

Lundi 1 Avril 2024 / adiac-congo.com

La stratégie des émissions des titres du Trésor du Gabon a été présentée, le 30 mars à Brazzaville, aux investisseurs congolais, notamment des banquiers. L'emprunt de 854 milliards FCFA devrait permettre à l'État gabonais de financer le Plan national de développement pour la transition, principalement d'investir dans les infrastructures et les projets sociaux.

Le marché des titres publics du Gabon se solidifie, en témoigne le programme prévisionnel des émissions de cette année en hausse de 8 % par rapport au montant de 794 milliards FCFA recherché en 2023. D'après le directeur général de la Comptabilité et du Trésor, Luther Steeven Abouna Yangui, le gouvernement gabonais compte lever 424 milliards FCFA sur les Bons du trésor assimilables (BTA) d'une maturité de treize à cinquante-deux semaines contre 430 milliards FCFA sous forme d'Obligations du Trésor assimilables(OTA) d'une maturité de plus d'une année.

Le calendrier indicatif des émissions des titres publics a prévu au premier trimestre 2024 de nombreuses activités pour la direction générale de la Comptabilité et du Trésor, y compris celle de la dette. Au total, un emprunt de 213,5 milliards FCFA est recherché, précisément 103 milliards FCFA en BTA et 115 milliards FCFA en OTA. A la même période, a détaillé Luther Steeven Abouna Yangui, les émissions d'obligations sont faites sur des maturités longues allant de quatre à sept ans pour des taux d'intérêt qui varient entre 5,75 % et 7,25 %.

Les autorités de la Transition au Gabon s'engagent, à travers la stratégie annuelle 2024, à assurer un endettement sain, préférant miser sur les valeurs mobilières du Trésor plutôt que sur les marchés financiers internationaux dont les taux d'intérêts sont plus volatiles. A cela il faut ajouter le marché financier de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) qui offre de nombreux avantages, avec un taux concessionnel, des termes plus longs sans risque de change.

La délégation conduite par le ministre gabonais des Comptes publics, Charles Mba, mène une opération prospective et de séduction au sein de la sous-région. *« Les investisseurs, notamment congolais, sont les plus grands connaisseurs de ce marché financier, puisqu'ils sont les premiers intervenants. Jusqu'à présent, ils nous ont accompagnés dans les 6500 milliards FCFA que nous avons levés au cours des dix dernières années, je souhaite qu'ils continuent de faire confiance à la République gabonaise, à la signature du pays. Jusqu'à présent, ça marche toujours bien. Restons ensemble »*, a lancé le ministre.

Avant la rencontre avec les investisseurs congolais à Brazzaville, deux jours plus tôt, la délégation s'est entretenue avec les opérateurs économiques camerounais à Douala, pour leur présenter les différentes opportunités qu'offre le marché des valeurs du Trésor et les inciter à constituer plus d'épargnes. Le montant recherché est inscrit au budget 2024 du pays avec de garantie de remboursement, a assuré Jean Gaspard Ntoutoume Ayi, le directeur général de la dette.

Institué depuis 2008 par les autorités de la Cémac, le marché des titres publics constitue l'une des principales sources de financement des pays de la sous-région. A ce jour, le Gabon a levé près de 6500 milliards FCFA, soit 4453 milliards au titre des BTA et 2 009 milliards FCFA au titre des OTA.

## **Au Gabon, lancement du dialogue national pour préparer les élections post-coup d'Etat**

03/04/2024/nouvelles-dujour.com

Sept mois après le coup d'État militaire qui a mis fin à cinquante-cinq ans de « *Dynastie Bongo* » Le nouvel homme fort du Gabon, le général Brice Oligui Nguema, lance mardi 2 avril un dialogue national inclusif d'un mois, censé préparer les élections de 2025.

Le respect, jusqu'à présent, d'un calendrier de deux ans pour rendre le pouvoir aux civils est salué par la communauté internationale et par une large majorité des Gabonais, pour qui le président de transition Oligui est un « héros » qui les a sauvés d'un régime « corrompu ». Mais des voix s'élèvent pour critiquer un dialogue « *entre vous* » ce qui ouvrira une voie royale au général vers la présidentielle.

La cérémonie d'ouverture de ce « *consultation de toutes les forces vives de la nation* » doit avoir lieu au Palais des sports, au centre de Libreville, mais le travail des 580 participants nommés par M. Oligui débutera mercredi au Stade de l'Amitié sinogabonaise, à Angondjé, dans la banlieue de la capitale.

Ces dernières semaines, les appels au report du dialogue ont été quasi quotidiens dans la presse indépendante et dans la petite frange de l'ancienne opposition qui n'a pas rejoint le pouvoir militaire.

Gambie

Ghana

## **Ghana faces further teacher exodus, says GNAT president**

April 4, 2024/asaaseradio.com

**The national president of the Ghana National Association of Teachers (GNAT) emphasised the lack of incentives for teachers to remain in Ghana**

Ghana's education system is at risk of being crippled by a teacher exodus, according to the national president of the [Ghana National Association of Teachers \(GNAT\)](#), Isaac Owusu.

The GNAT president warned that the country could face a critical shortage of qualified educators if the government fails to address the factors driving teachers abroad.

In an interview on *Asaase Radio's Big Bulletin* on Wednesday (3 April), Owusu emphasised the lack of incentives for teachers to remain in Ghana.

“There is no external motivation coming from the employer,” he said.

“If they don’t accept that there are problems and we begin to massage the problems, the teachers will leave.”

Over 10,000 Ghanaian teachers left for teaching positions in the United Kingdom (UK) last year. This trend shows no signs of abating, with reports from the Bono Region indicating that over [200 teachers have already left their posts](#) in the first three months of 2024.

The exodus, according to Owusu, is driven by a multitude of factors, with poor remuneration and working conditions at the forefront.

The GNAT president highlighted issues like inadequate “deprived area allowance” for teachers working in remote regions.

Owusu suggested that a lack of acknowledgement from the government is exacerbating the problem. “We, as key stakeholders, have always put before the employer the realities on the ground,” he said.

“That is why, if you look at the issues we raised that caused us to embark on strike, one of them was deprived area allowance for the teacher,” he added.

Guinée

## **Adhésion de la Guinée au réseau d’AFRICATIP : Une mission du BIT en concertation avec l’AGETIPE**

Lundi 1 Avril 2024 / lopinion.ma

C’est une forte délégation du Bureau international du travail (BIT) et de l’Association des Agences Africaines d’Exécution des Travaux d’Intérêt Public (AFRICATIP) qui a foulé, récemment, le sol guinéen, dans l’optique d’une adhésion de ce pays à la structure panafricaine. Les discussions ont eu lieu entre l’Agence Guinéenne d’Exécution des Travaux d’Intérêt Public pour l’Emploi (AGETIPE) et la mission conjointe, composée de Mme Astou Ba Ndiaye, secrétaire permanente de l’AFRICATIP et Frédéric Bando, Expert Ouest africain d’HIMO au BIT Dakar.

A l’entame de leur mission, ils ont été reçus par le ministre de la Jeunesse et des Sports, KeamouBogola Haba. A cette occasion, la direction de l’AGETIPE a tenu à présenter les



missionnaires au responsable gouvernemental. L'objectif était de rencontrer l'équipe dirigeante de l'AGETIPE de Guinée et de faire un état des lieux avec cette structure.

Dans cette optique, ils ont passé en revue le Statut, les outils de gestion, l'organisation, les capacités techniques et financières et les projets en cours. Cette évaluation a aussi porté sur les principaux bailleurs de l'Agence ainsi que les perspectives d'activités dans les mois et les années à venir. Les échanges entre AFRICATIP-BIT et l'AGETIPE ne se sont pas limités à ces éléments puisqu'ils ont permis de définir un cadre d'accompagnement à apporter à l'Agence afin de lui permettre d'adhérer au réseau. Ce qui permettra à l'institution guinéenne de bénéficier d'une assistance technique lui permettant d'être aux normes des AGETIP mais aussi de renforcer ses capacités afin d'assurer une bonne exécution des projets.

Dans le même sillage, le lobbying fort de AFRICATIP permettra à la Guinée de mener un plaidoyer au niveau des autorités et des bailleurs de fonds afin de les sensibiliser sur le rôle que peut jouer l'Agence dans le développement économique du pays à travers la création d'emplois et la redynamisation du secteur privé et les inciter à une utilisation plus efficiente de l'outil AGETIP.

Cette rencontre est aussi venue à point nommé puisque l'AGETIPE est sur un vaste Projet d'insertion socio-professionnelle de 2000 jeunes par corps de métiers à travers les 33 préfectures du pays par des formations et un renforcement des capacités des porteurs de projets.

En la matière, la session de Dubréka, tenue en ce mois de mars 2024, en est la parfaite illustration. Cette formation a concerné les jeunes menuisiers, plombiers, maçons, chaudronniers, électriciens de bâtiments, carreleurs, vitriers... dans le cadre du projet d'insertion socio-professionnelle de ce grand chantier. Au total, ce sont 50 jeunes qui ont participé à cet atelier de 3 jours dont la cérémonie de clôture a été présidée par Aboubacar Soumah, Secrétaire général chargé des Affaires administratives de la préfecture de cette ville.

Enfin, rappelons que l'AGETIPE, en tant que maître d'ouvrage délégué de l'Etat pour la réalisation des travaux d'utilité publique, a pu confirmer son positionnement en tant qu'outil de développement et de création d'emploi en République de Guinée et a entamé un nouveau plan stratégique 2023-2025, visant à renforcer le positionnement de l'agence au niveau national et international.

## **Dr Abdoulaye Diallo : “La Guinée n'est pas prête à organiser des élections”**

04/04/2024/guinee360.com

### **Le président du parti MSD affirme que la Guinée n'est pas prête à aller aux élections pouvant aboutir au retour à l'ordre constitutionnel.**

Pour Dr Abdoulaye Diallo, le CNRD n'a jamais eu une vision claire de sa gouvernance. C'est pourquoi, cet acteur politique estime que la transition guinéenne a besoin d'être recadrée.

“C'est pas facile que des militaires se réunissent pour développer un pays. Nous constatons que le CNRD n'a jamais fait un programme spécial pour l'organisation des élections pour aller vers le retour à l'ordre constitutionnel”, affirme le leader du parti MSD.

Dr Abdoulaye Diallo rappelle qu'il a fallu que la CEDEAO brandisse la menace pour que la junte guinéenne s'engage à rendre le pouvoir dans un délai de deux ans.

Le manque de volonté du CNRD à organiser les élections se traduit aussi par le fait que, selon lui, le gouvernement n'a pas prévu une ligne budgétaire pour les élections dans la loi des finances de cette année.

“On ne peut pas faire les élections sans argent. D'ailleurs, est-ce que nous sommes prêts à faire les élections, parce qu'il ne faut pas faire les élections seulement. On sait que le RPG et l'UFDG c'est leur souhait qu'il y ait des élections non stop, c'est des partis électoralistes, mais est-ce que nous sommes prêts? Je ne crois pas”.

A en croire Dr Abdoulaye Diallo, la Guinée a besoin d'une transition beaucoup plus responsable. Ce qui est loin d'être obtenu pour le moment deux ans après le coup d'État contre Alpha Condé, regrette-t-il.

S'agissant d'un éventuel glissement du calendrier évoqué par le Premier ministre, Bah Oury, le leader du MSD indique qu'à date le pays ne dispose même pas d'un chronogramme.

“On ne voit même pas un chronogramme pour le moment. On a pas vu la capacité de Mamadi Doumbouya à gérer, à rassembler les guinéens dans un élan patriotique sans haine et sans discrimination”, déplore M. Diallo.

Guinée-Bissau

Guinée équatoriale

## **Trafic international de drogue: un Bissau-guinéen condamné à 10 ans de prison**

03 avril 2024/guineenews.org

Ce mercredi 03 avril 2024, Dias Obida CA, un Bissau-guinéen de 44 ans a été jugé et condamné à 10 ans de prison par le tribunal de première instance de Mafanco. Il était poursuivi pour avoir transporté en Guinée, courant juin 2018, une quantité importante de cocaïne depuis le Brésil par avion.

Selon l'ordonnance de renvoi lue à l'audience, le 4 juin 2018, le chef de la brigade antidrogue de l'aéroport international de Conakry a été informé de l'arrivée d'un citoyen de la Guinée Bissau soupçonné de transporter de la cocaïne depuis le Brésil par un vol de la compagnie Emirates. Dans les bagages du suspect, on aurait retrouvé deux cartons contenant deux machines à plastification, des machines qui servent à compter l'argent et une grosse quantité de cocaïne.

Devant le tribunal, l'accusé a indiqué que le colis, dont il dit ignorer le contenu, ne l'appartenait pas. « *J'étais parti acheter de la marchandise au Brésil. Le 28 mai 2018, j'ai rencontré un africain à Sao Paulo (capitale du Brésil), dans un supermarché. Quand il a su que je devais venir en Guinée acheter des fûts, il m'a demandé de transporter un colis à Conakry. J'ai accepté. Il m'a remis deux cartons contenant deux machines à l'aéroport. J'ai vérifié et je n'ai rien remarqué de bizarre. Il a payé les frais des colis. Cet africain dont je ne connais pas la nationalité, m'a informé qu'une fois à l'aéroport de Conakry, une personne viendra récupérer les deux cartons. C'est après mon interpellation par la police guinéenne que j'ai su que je transportais de la drogue* », s'est défendu Dias Obida CA.

Le représentant du ministère public, lui, estime que l'accusé est un trafiquant professionnel. « *Nous faisons face à un grand trafiquant de drogue qui n'a rien à voir avec ceux qu'on a l'habitude de croiser dans ce tribunal. Pour preuve, ce dernier opère à l'international. Sinon, comment un inconnu peut vous donner un colis pour transporter d'un continent à un autre ? Je ne crois pas à un mot de ce qu'il dit. Le colis lui appartenait. Pour stopper ce fléau et aider la société à mettre fin à ces trafics, je requiers qu'il soit retenu dans les liens de la culpabilité en le condamnant à 10 ans de réquisition criminelle* », a-t-il requis.

La défense, elle, a demandé de renvoyer l'accusé à des fins de la poursuite pour délits non constitués. « *Je demande pardon à l'Etat guinéen. Je regrette mon acte et si je le savais, je n'allais pas le faire. Je ne connais personne ici et je n'ai pas de visite. Je vous prie de me laisser entrer dans ma famille. Ils n'ont aucune nouvelle de moi depuis des années* », a plaidé l'accusé pour sa propre défense. Mais ces propos n'ébranleront pas la conviction du tribunal qui l'a condamné à 10 ans de réclusion criminelle.

Kenya

## **Un grand hôpital va se débarrasser de centaines de corps non réclamés**

2. avril 2024 / lematin.ch

Plus des trois quarts des corps sont ceux d'enfants décédés depuis le milieu de l'année dernière.

Le plus grand hôpital du Kenya a annoncé mardi qu'il allait se débarrasser de plus de 500 corps, d'enfants pour la plupart, qui ne lui ont pas été réclamés.

Les familles ont jusqu'à sept jours pour identifier et récupérer les 541 corps à la morgue de l'hôpital national Kenyatta, a indiqué l'établissement dans un avis publié sur son site internet.

«Faute de quoi, l'hôpital demandera aux tribunaux l'autorisation d'en disposer», a ajouté l'hôpital. Plus des trois quarts des corps sont ceux d'enfants décédés depuis le milieu de l'année dernière.

Si la plupart des noms et des âges des personnes décédées ont été publiés, l'identité de plus d'une douzaine d'adultes reste inconnue.

## Sécurité aux frontières du Kenya : Le Ministre de l'Intérieur appelle à une coopération renforcée contre les menaces

04/04/2024/rezonodwes.com

**Ariel Henry, après la signature de l'accord de « réciprocité », déploiera-t-il des policiers aux abords de la frontière kenyane ?**

*Interior Ministry Calls For Enhanced Border Collaboration Amid Global Security Threats*

NAIROBI, Kenya, 2 avril – Le Secrétaire Principal de l'Intérieur, Raymond Omollo, a souligné la nécessité d'une collaboration renforcée pour sécuriser les points frontaliers du pays face à l'évolution des menaces de sécurité à l'échelle mondiale.

S'exprimant lors de l'ouverture de la première Conférence Nationale sur la Gestion des Frontières le mardi, le Secrétaire Principal Omollo a souligné l'importance des efforts collectifs pour faire face à la criminalité organisée transnationale, au terrorisme et à d'autres activités illicites qui exploitent les vulnérabilités aux points de frontière en raison d'un manque de coopération.

« Plus que jamais, nous sommes obligés de considérer nos systèmes d'entrée et de sortie à travers un prisme de sécurité nationale », a déclaré le Secrétaire Principal Omollo lors de son intervention à la conférence.

Le thème de la conférence de trois jours, « Construire sur la Coordination et Avancer vers l'Intégration », a été souligné par Omollo comme un principe directeur crucial pour les efforts collectifs vers un avenir plus sûr et plus prospère. Il a exhorté les parties prenantes, y compris les agences de sécurité, à ne ménager aucun effort pour renforcer les défenses du pays contre les menaces transnationales alimentant l'économie illégale mondiale.

En favorisant le dialogue, l'innovation et un sentiment de but commun, Omollo s'est dit confiant dans le fait de surmonter les défis de sécurité et de rationaliser efficacement les pratiques de gestion des frontières.

Évoquant l'ordre du jour de la conférence, le Secrétaire Principal Omollo a souligné que les discussions se concentreraient sur l'identification des facteurs critiques permettant une coordination efficace entre les acteurs clés et les différents ministères et départements opérant dans les ports d'entrée et de sortie du pays.

Malgré les défis en cours, Omollo a reconnu les progrès significatifs réalisés dans le renforcement de la sécurité et de la gestion des frontières depuis l'adoption d'une approche multi-agences aux ports d'entrée et de sortie.

Les efforts du gouvernement ont conduit à une amélioration de la collecte et de l'analyse des données, renforçant la capacité opérationnelle et l'efficacité des opérations conjointes.

Avec le partage accru d'informations entre les agences de maintien de l'ordre, le Secrétaire Principal Omollo a noté des progrès dans l'identification et la réponse aux menaces hybrides, telles que les crimes transfrontaliers et transnationaux.

« À cet égard, nous réduisons progressivement l'utilisation de faux documents de voyage; la migration illégale; la traite des êtres humains; le trafic d'armes; le trafic de stupéfiants; et le blanchiment d'argent entre autres crimes », a affirmé Omollo.

Il a également décrit des améliorations dans le dédouanement des personnes aux points de frontière et l'augmentation des volumes commerciaux, attribuant ces réalisations à une coordination et une coopération renforcées entre les agences concernées.

Les participants à la conférence comprennent des représentants de divers départements d'État, notamment de l'Immigration, de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), de la Santé, du Transport Maritime, et du Commerce maritime. De plus, les participants incluent des représentants du Service de Police National, du Service National de Renseignement, du Centre National de Lutte contre le Terrorisme, de la Garde Côtière du Kenya, de l'Autorité des Aéroports du Kenya, de l'Autorité des Ports du Kenya, de l'Autorité Maritime du Kenya, de l'Administration Fiscale du Kenya, de l'Autorité Anti-Contrefaçon, du Bureau des Normes du Kenya, entre autres.

Le Secrétaire Principal Omollo a exprimé sa gratitude à l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et au Secrétariat de la Gestion des Frontières pour avoir parrainé la conférence, soulignant l'importance de tels efforts collaboratifs dans l'avancement des pratiques de gestion des frontières et le renforcement de la sécurité nationale.

Lesotho

Liberia

## **Liberia: In Defense of Exporting Unprocessed Rubber**

04/04/2024/liberianobserver.com

*Resolving pricing and processing constraints affecting small holder farmers is critical to sectoral and national economic growth*

*The Liberian rubber sub-sector is challenged to a significant extent by sub-optimal performance, brought about principally by its oligopolistic character with few buyers and many sellers. The Liberia Rubber Industry Master Plan (2010 – 2040), prepared with input from all stakeholders in 2010, outlined five strategies to enhance profitability and ensure sustainability: (i) replanting; (ii) a smallholder-concession linkage; (iii) a value addition and industry integration; (iv) investment promotion and; (v) organizational reforms that would ensure the implementation of the plan along with adequate resource mobilization.*

The oligopolistic nature of the rubber sector lends itself to consistent underdevelopment. Initial analysis of the various actors in the value chain indicate the need for enhancing both horizontal and vertical integration. The lack of adequate data (spatial and socioeconomic) however, makes

fundamental analysis difficult. This framework document proposes the profiling of all the actors so as to determine their depth and scope for action. Agriculture contributes significantly to national GDP, both in terms of employment and output. Given these considerations, it is necessary if the sector is to be managed in a manner that maximizes its utility in the national economy. An objective assessment will provide the basis for any policy which attempts to address the constraints being experienced by the majority of actors who are smallholder producers.

The development of rubber in Liberia is closely aligned with the socioeconomic conditions and livelihood of a majority of the population. A market structure having a small number of processors and purchasers works against generally accepted principles regarding competition and efficiency. The continuous boom/bust earnings cycle acts as a disincentive to local farmers, most of whom operate on landholdings of 50 acres or less.

*The plan identified limited processing facilities and low farm gate prices as major constraints to increased rubber production. Despite an estimated planting of 10 million new rubber trees (over 45,000 acres/18,000 hectares) since 2006, which are now available for production, low local market prices continue to discourage farmers from opening their farms. Continued closure of farms and limited value addition facilities have led to the inability of the local economy to stabilize export earnings from this strategic national resource.*

The recommendations of the master plan are that emphasis be placed on resolving the two major constraints — *the pricing constraint and the processing constraint relating to the operation of local processors* — experienced by small holders, if this critical subsector is to resume its viability and importance in national economic growth and development. The sectors' relevance in achieving the sustainable development goals make such an initiative quite timely for a post conflict fragile economy. This initiative will provide stability of national revenue and income while addressing some of the sustainable development objectives of Liberia's postwar economic goals.

Impacted negatively by a prolonged slump in international rubber market prices, unpredictable reductions in purchases of raw rubber by local processors and the effects of the Coronavirus pandemic, the rubber sector of Liberia has fallen into a recession since 2012. At the same time, many rubber farmers were forced to either stop or reduce production, while a considerable acreage of new plantings that had matured and are ready for production has not been opened. Liberian-owned plantations and processing plants became burdened by huge debts from local banks, nonbank financial institutions, suppliers' credit, and salary arrears, which they have not been able to settle without considerable intervention by the Government. The Government of Liberia is therefore compelled to step in, due to a notable decline in export earnings from natural rubber, a notable increase in effective unemployment in the rubber sector, and the associated social impacts.

The Rubber Development Fund Act of 2017 has provided a means for sector empowerment, although it continues to face operational challenges. The Act has as its purpose to ensure the development and modernization of the industry in all its aspects, including capacity building and manufacturing of rubber based products while improving the performance and competitiveness of the Liberian rubber supply and value chain. In the financial sector, the absence of a robust supervisory regime and industry specific financing mechanism reinforces a general lack of technical capacity for smallholders regarding agriculture and remains the Achilles heel for increasing smallholder production whereas large foreign concessions maintain access to finance either from their parent firms or due to their significant cash flow. The long gestation period of up to 7 years for

farm development and maturity of tree stands suggest that farmers may need 7-10 years' grace period to begin loan repayment and another 8 to 10 years to service crop loans in full, depending on interest rate. This turns off many commercial banks who often cannot lend for more than 2 years. Low farm gate prices for unprocessed rubber and the lack of transparency on how those prices are determined, have up to now been a constant feature of the landscape.

In 2020 and 2023, the largest local processor announced moratoria on purchases of rubber on the market, which placed the sector and small holders in particular at risk. The outgoing government has placed a ban on the export of unprocessed rubber to assist the local processors, leaving farmers at a disadvantage by keeping local prices artificially low. The negative effect of such actions by market players on national income generation cannot be over emphasized. Given the dominance of the local market by the multinationals, small and large producers are unable to sell their production, posing an imminent economic threat both in terms of foreign exchange earnings and local employment and livelihood on individual farms.

Libye

## **Libye: des roquettes lancées contre le domicile du neveu du Premier ministre à Tripoli (médias)**

01/04/2024 / rfi.fr

Ce dimanche 31 mars au soir, deux roquettes ont visé le domicile et le bureau du neveu et conseiller du Premier ministre libyen, situés dans un quartier résidentiel de la capitale libyenne Tripoli, faisant des dégâts mais pas de victimes, ont indiqué des médias locaux. Selon la chaîne télévisée al-Wasat, citant lundi une source sécuritaire sans la nommer, le bureau et l'une des résidences d'Ibrahim Dbeibah, neveu du chef du gouvernement d'unité nationale, ont été touchés par deux roquettes de type RPG. Ibrahim Dbeibah, conseiller politique d'Abdelhamid Dbeibah, n'était pas sur les lieux au moment de l'attaque, selon la même source. Aucune revendication n'a été faite dans l'immédiat et les autorités de Tripoli n'ont pas fourni de commentaires, rapporte l'AFP.

Madagascar

## Madagascar: après l'éviction de la présidente de l'Assemblée nationale, l'opposition s'insurge

01/04/2024 / rfi.fr

La Haute Cour constitutionnelle a déchu de son mandat de députée, et *de facto* de la présidence de l'Assemblée nationale, Christine Razanamahasoa. L'ex-cheffe de la Chambre basse ne siègera plus dans l'hémicycle jusqu'aux prochaines élections législatives prévues le 29 mai. En cause, ses récentes prises de positions jugées contraires à la ligne de l'exécutif. Cette sanction fait bondir l'opposition et quelques députés du groupe majoritaire.

La décision a fait l'effet d'une onde de choc. « *Mais qui osera encore soutenir que l'on vit actuellement dans un État de droit ?* », réagit sur son compte X, Hajo Andrianainarivelo, président du parti d'opposition Malagasy Miara Miainga (MMM).

Même au sein de la majorité, des voix se sont élevées. Le député Paul Bert Rahasimanana – dit Rossy – pointe la « *légèreté* » d'une décision prise en seulement deux jours, à l'issue d'une audience expéditive à la Haute Cour constitutionnelle.

Jeudi soir, les juges de la Cour ont en effet validé la requête de déchéance déposée par la coalition présidentielle IRD, au titre des récents propos critiques de Christine Razanamahasoa. Une procédure judiciaire que l'opposition estime instrumentalisée à des fins politiques.

Mais pour le camp du pouvoir, il s'agit bien de sanctionner des écarts « *répétés* » de la ligne de conduite du groupe qui constituent, selon lui, une réelle menace pour la « *stabilité* » et « *la démocratie à Madagascar* ».

### Coup de force

Joint par RFI, l'avocat de l'ex-cheffe d'institution, maître Rija Rakotomalala y voit un coup de force destiné à court-circuiter la défense. Au lieu d'être traitée en simple députée, sa cliente aurait dû d'abord être déchuée de son poste de présidente de l'Assemblée nationale, avant d'être évincée de ses fonctions d'élue, ajoute l'avocat.

Le moment choisi pour annoncer la sanction, juste avant le week-end de Pâques, pendant lequel la vie politique et institutionnelle est à l'arrêt, a privé Christine Razanamahasoa d'une riposte immédiate. Depuis l'annonce de sa déchéance, cette dernière s'est tenue au silence.

## Madagascar: une semaine après le passage du cyclone Gamane, l'état des dégâts se précise

03 / 04 / 2024 / rfi.fr



Dix-neuf décès, trois disparus et 90 000 sinistrés : c'est le dernier bilan actualisé publié par le Bureau de gestion des risques et catastrophe, une semaine après le passage de Gamane, ce cyclone tropical qui a frappé la pointe nord de Madagascar. Routes effondrées, ponts emportés, maisons ensevelies par des torrents de boue, champs dévastés : la population est coupée du monde, ou presque. Les prix des denrées commencent à s'envoler. Et les sources de revenus, pour les habitants de ces régions qui vivent essentiellement de la culture de vanille, s'annoncent plus qu'incertaines.

Dans le petit village isolé d'Amboangibe, dans la région Sava, les habitations au bord de la rivière Bemarivo n'ont pas survécu à la violence des flots.

Solofo Rakotomanana, professeur de langues, témoigne d'une situation inédite. « *Mercredi dernier, l'eau est montée gravement, pour la première fois depuis presque 60ans, atteignant une hauteur de plus de 5m de d'habitude ! Et aujourd'hui, il y a beaucoup de maisons effondrées, emportées par les inondations. Depuis mercredi après-midi, l'électricité est coupée. A cause du cyclone, le prix du gobelet de riz est passé à 7500 francs ! Les habitants ont besoin d'aide.* »

Avec les routes coupées, le prix du riz a en effet augmenté de 60 % dans ces campagnes enclavées, faute d'approvisionnement en provenance de la capitale. Le prix des taxis motos, lui, a déjà doublé.

La ville côtière de Vohemar a payé un lourd tribut. La moitié de la ville s'est retrouvée sous un mètre d'eau. Situation identique, pour les plantations de vanille autour de la ville.

Francois-Marie Sarti, le directeur général adjoint de Floribis, l'une des plus grosses entreprises de vanille de l'île, enchaîne les réunions de crise. Sa société emploie près de 10 000 petits planteurs. « *La production de vanille aujourd'hui est certainement impactée, mais à quel niveau ? On n'en sait rien. Aujourd'hui, on n'a pas de données fiables. Ce qui est certain c'est que les vents, conjoints avec des pluies très fortes et des inondations des plantations vont générer des pourrissements des lianes et il y a certainement des lianes qui ont été sévèrement impactées par le vent donc il y aura des tombées qui vont être importantes. Donc aujourd'hui la production de vanille par rapport aux floraisons, on savait qu'il y aura à peu près 50 % de moins que la précédente campagne. Avec le cyclone qui vient passer et les zones très étendues au niveau de l'impact de ce cyclone, ça va encore baisser la production de X pour 100. Là, on est en train de faire des évaluations.* »

Les travaux d'urgence pour désenclaver la région devraient commencer ce jeudi 4 avril. Ce sont les ponts, emportés par les eaux, qui seront réparés en priorité, afin « *de rétablir la circulation le plus rapidement possible sur ces axes où aucune déviation n'est possible* », a annoncé le ministère des Travaux publics.

## **Madagascar Airlines: le directeur général défend un projet de plan de départs volontaires**

04/04/2024 / rfi.fr

La direction de Madagascar Airlines a présenté fin-mars 2024 un projet de plan de départs volontaires (PDV). La compagnie aérienne nationale est empêtrée dans des difficultés financières depuis plusieurs années. Une situation qui justifie ce PDV, selon le Directeur général Thierry de Bailleul.

À **Madagascar**, c'est un énième plan de sauvetage pour redresser Madagascar Airlines. En novembre 2023, le directeur général de la compagnie aérienne nationale, empêtrée dans des difficultés financières depuis des années, annonçait un plan de relance baptisé « Phoenix 2030 ».

Arrivé à la tête de l'entreprise en décembre 2022, Thierry de Bailleul imprime une nouvelle méthode de restructuration. Elle se veut en rupture totale avec les choix passés. Des mesures drastiques, comme un plan de départs volontaire (PDV) annoncé fin mars aux employés.

De tous les plans de relance qu'ait connu Madagascar Airlines, ce dernier est sans doute celui qui bouscule le plus les esprits, de l'aveu d'une source au sein de la compagnie.

## **800 employés pour deux avions en service**

Cinq mois après son annonce, la direction, qui vise un retour à l'équilibre budgétaire en 2025, entend s'attaquer à la masse salariale marquée par un « *sureffectif évident* » : 800 employés pour seulement deux avions en service.

Thierry de Bailleul défend un mal nécessaire : « *Faire tourner une compagnie aérienne avec si peu d'avions et une activité restreinte, même temporairement aux [vols] domestiques, ça n'est pas raisonnable de le faire avec 800 salariés. Il suffit de regarder les effectifs de compagnies équivalentes. La compagnie Tsaradia qui existait dans le temps avait par exemple moitié moins d'effectifs.* »

L'activité de la compagnie a en effet été restructurée en novembre, avec la suspension jusqu'à nouvel ordre de tous ses vols long-courriers, trop coûteux, au profit de l'activité domestique. Pas d'autre choix dans ces conditions que d'ajuster le personnel, estime le directeur général, qui veut croire en des discussions consensuelles, sans imposer, pour l'heure, de départs. « *Il faut que les volontaires se manifestent, insiste-t-il. Donc, ce n'est pas à moi de dire – en tout cas, pas à ce stade – quel est le nombre de volontaires qui doivent partir. C'est à eux, c'est aux salariés, de s'exprimer sur ce sujet, bien entendu* ».

## **L ex-présidente du conseil d'administration vent debout contre la gestion actuelle de l'entreprise**

La Banque mondiale, grand bailleur de fonds de l'île, s'est engagée à financer l'intégralité de ce plan de relance, estimé à 57 millions de dollars sur cinq ans.

Mais ces mesures s'accompagnent également de leur lot de critiques. En interne, Thierry de Bailleul doit composer avec la voix de Rinah Rakotomanga, ex-présidente du conseil d'administration de Madagascar Airlines, poste dont elle a démissionné en novembre. Sur les réseaux sociaux, cette dernière, qui continue de siéger au sein du conseil de l'entreprise au titre d'administratrice, s'oppose avec virulence à la gestion et aux choix stratégiques opérés par le directeur général.

# Malawi's Tobacco Dilemma: Navigating Production Declines and Economic Impacts

April 4, 2024 / timesofcannabis.com

Malawi's tobacco industry faces a significant downturn, with production estimates plummeting to 140 million kilograms this year. This decline not only marks a stark reduction from previous years but also poses serious questions about the future of the country's economic mainstay.

The heart of the issue lies in the fluctuating global demand for tobacco, coupled with domestic challenges such as unpredictable weather patterns. Malawi's reliance on tobacco as a key export commodity means that any dip in production can have far-reaching consequences on its economy.

The recent decrease is attributed to a combination of factors, including prolonged dry spells that have affected crop yields. Moreover, the shift in global tobacco production from high-income to low- and middle-income countries has intensified competition, putting additional pressure on Malawian farmers.

## Economic Repercussions

The drop in tobacco production is more than just an agricultural concern; it's an economic alarm. Tobacco sales have traditionally been a significant source of revenue for Malawi, and the decline directly threatens the livelihoods of thousands of smallholder farmers who depend on this crop.

The government and stakeholders are now grappling with the need to diversify agriculture and reduce dependency on tobacco. This transition is crucial for the nation's economic stability and requires strategic planning, investment in alternative crops, and support for farmers during this shift.

## Looking to the Future

As Malawi confronts this challenge, the focus turns to sustainable alternatives that can provide economic resilience. The country's agricultural sector must innovate and adapt to changing global trends while ensuring that the farmers' welfare remains a priority.

The path ahead will involve tough decisions and a reimagining of Malawi's agricultural identity. The decline in tobacco production could be a catalyst for change, driving the nation towards a more diversified and robust economic future.

Mali

## **Mali : la junte au pouvoir interpellée sur le retour à l'ordre constitutionnel**

africatopsuccess.com / 01/04/2024

**Plus de 80 associations et partis politiques ont interpellé dimanche 31 mars la junte malienne sur le fait qu'officiellement, la durée de la transition a pris fin le 26 mars.**

Une situation qui nécessite à la mise en place d'une nouvelle architecture institutionnelle, en vue d'organiser dans les meilleurs délais l'élection présidentielle.

Le Réseau des défenseurs des droits humains au Mali (RDDHM) regroupe une cinquantaine d'organisations locales.

Son président Souleymane Camara explique pourquoi il appelle à un retour à l'ordre constitutionnel : *« actuellement, le pays traverse des difficultés énormes et la transition n'a pas vocation à régler tous les problèmes du pays. Il est temps de sortir de cette impasse, d'autant plus que le dernier report de la transition a expiré le 26 mars. »*

Un second regroupement composé cette fois-ci d'associations et de partis politiques du Mali a lancé ce dimanche le même message à Bamako.

La tendance qui se dégage est d'obtenir des élections présidentielles avant fin 2024.

Et s'ils n'ont pas gain de cause, des actions sont prévues.

La junte au pouvoir n'a pas encore réagi à ces déclarations.

## **Échéance de la transition : « Les autorités actuelles sont sans mandat ou pouvoir pour représenter le Mali », dicit Chérif Koné**

02/04/2024 / bamada.net

La Référence Syndicale des Magistrats (REFSYMA) et l'Association Malienne des Procureurs et Poursuivants (AMPP) dont le président est Cheick Mohamed Chérif Koné, à déposer hier jeudi 28 mars 2024, une requête aux fins de constatation de vide institutionnel au Mali pour vacance de la présidence de la transition militaire et de déchéances de ses organes et de mise en place d'une transition civile de mission.

Dans cette requête, le président Cherif Koné, sollicite à l'effet, à la Cour constitutionnelle, de constater la vacance de la présidence de la transition ainsi que la déchéance de tous les organes de la transition et ordonner l'ouverture et la mise en place d'une nouvelle transition avec comme mission l'organisation des élections inclusives et véritablement démocratiques en vue du retour à l'ordre

constitutionnel. Selon lui, ils se fondent, sans équivoque, sur les articles 37, 40, 144 et 186 de la Constitution ainsi que de la jurisprudence de la Cour Constitutionnelle, et encore d'autre part sur les dispositions pertinentes de la loi organique modifiée déterminant les règles d'organisation et de fonctionnement de la Cour Constitutionnelle, ainsi que la procédure suivie devant elle, article 37 de la constitution : « La souveraineté appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants élus au suffrage universel direct ou indirect ou par voie de référendum. Aucune fraction du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice ».

## **Record historique de chaleur en Afrique avec près de 50°C au Mali**

Le 4 avril 2024/leparisien.fr

Il a fait précisément 48,5°C mercredi à Kayes, dans l'Ouest du Mali. Il n'avait jamais fait si chaud dans le pays, quelle que soit la période de l'année.

Qu'il fasse chaud dans plusieurs régions d'Afrique n'est pas ce qui attire l'attention spontanément. Mais quand [un record de chaleur](#) est battu et surtout quand il s'agit d'un niveau de température jamais vu, même sur ce continent, la situation prend une autre tournure.

Mercredi, il a ainsi fait près de 50°C au Mali. Ce niveau a été atteint à Kayes, à l'ouest de ce vaste pays, près de la frontière avec le Sénégal, comme le montre le point rouge sur cette carte.

Il a précisément fait 48,5°C. Cette valeur est d'autant plus remarquable qu'elle constitue un double record. D'une part, un tel niveau n'avait jamais été atteint au Mali, quelle que soit la période de l'année. Le précédent record datait de 1988 et s'était produit dans la ville de Gao, dans le centre du pays. Il y avait fait 48,2°C.

Par ailleurs, en prenant en compte les résultats des stations météorologiques les plus fiables sur le continent, cette température de 48,5°C constitue un record mensuel absolu en avril pour toute l'Afrique. Le précédent point le plus chaud se situait à 48,3°C et datait de 2003. C'est au Soudan, à Karima, que cette température avait été atteinte.

Maroc

## Algérie-Maroc : la désunion maghrébine renforcée

02/04/2024 / lepoint.fr

En marge du 7<sup>e</sup> Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz ([GECF](#)), tenu début mars à Alger, les présidents algérien et tunisien, Abdelmadjid Tebboune et Kaïs Saïed, ainsi que le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Younes el-Menfi, se sont réunis le 3 mars. « Les présidents ont examiné la situation dans la région du Maghreb et souligné, au terme de cette rencontre, la nécessité d'unifier et d'intensifier les efforts pour relever les défis économiques et sécuritaires, au service des intérêts des peuples des trois pays », lit-on dans le communiqué sanctionnant cette rencontre tripartite.

### « Une nouvelle coopération maghrébine »

Il a été notamment décidé de la tenue d'une « rencontre maghrébine tripartite », tous les trois mois, la première devant se dérouler en Tunisie après le mois du ramadan, qui se termine le 9 ou le 10 avril. « L'initiative de cette rencontre tripartite revêt une importance particulière alors que l'Union du Maghreb arabe (UMA) est dans l'impasse », avait souligné le quotidien algérien [El Watan](#).

« Face à ce blocage, l'[Algérie](#) et la Tunisie semblent prêtes à jouer un rôle moteur dans la relance de cette organisation régionale basée sur trois pays. Les relations bilatérales solides qui lient [l'Algérie à la Tunisie](#) pourraient servir de fondement à une nouvelle coopération maghrébine », poursuit la même source.

Fondée à Marrakech en février 1989, l'Union du Maghreb arabe ambitionnait d'être une organisation politique et économique rassemblant le Maroc, l'Algérie, la Mauritanie, la Tunisie et la Libye. Mais les tensions entre certaines capitales, particulièrement [entre Alger et Rabat](#), ont fait avorter ce projet : le dernier sommet des chefs d'État de l'UMA remonte à 1994... Sur le plan économique, l'échec est tout aussi flagrant : le commerce entre les pays du Maghreb ne représente que 3 % de leurs échanges globaux, ce qui en fait la région la moins intégrée du monde, comme le rappelle [El Watan](#).

Le lancement d'un nouveau format tripartite, qui exclut de fait le Maroc (en attendant l'intégration d'une Mauritanie hésitante qui se veut à équidistance entre Alger et Rabat), a fait réagir les médias du royaume chérifien. Pour le site d'information marocain [Hespress](#), « l'Algérie veut former une alliance maghrébine contre le Maroc ». « Cette manœuvre algérienne vise en réalité, en plus de faire croire que l'Algérie n'est pas vraiment isolée dans son voisinage, à présenter le Maroc comme étant le principal obstacle à la construction maghrébine », commente le site marocain [Le 360](#). Lors d'une conférence de presse, la semaine dernière, le ministre algérien des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, a déclaré que « l'UMA est dans le coma » et qu'elle « n'a aucune activité, ni même un secrétaire général avec les prérogatives d'un secrétaire général ».

## **Albares: le Maroc mène des manœuvres militaires dans des zones très éloignées des eaux espagnoles**

2024/04/03/moroccomail.fr

Le ministre espagnol des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération, José Manuel Albares, a eu ce lundi un entretien avec le président du gouvernement des îles Canaries, Fernando Clavijo, au cours duquel il l'a rassuré sur les manœuvres militaires navales menées par le Maroc au Sahara Occidental, dans les eaux proches des îles Canaries.

Selon [Europa Press](#), José Manuel Albares a assuré que les manœuvres militaires que mène le Maroc près des îles Canaries se déroulent dans des « zones bien délimitées » et « très éloignées des eaux espagnoles ».

Cette déclaration vise à dissiper les inquiétudes exprimées par le gouvernement canarien concernant les opérations du Royaume du Maroc au Sahara Occidental.

Albares a donc personnellement fait savoir au président des Îles Canaries, Fernando Clavijo, que les manœuvres marocaines se déroulent « dans des zones très éloignées des eaux espagnoles ».

Après cette conversation, Clavijo s'est montré « satisfait des explications proposées ».

Les deux dirigeants ont convenu de « l'importance pour l'Espagne et les îles Canaries de maintenir le niveau actuel de bonnes relations avec le Maroc » ; soulignant la valeur des relations bilatérales entre les deux pays.

En outre, Albares a réitéré sa « disponibilité permanente » pour aborder toute question liée aux îles Canaries.

Le gouvernement espagnol donne la priorité au maintien de bonnes relations avec le Maroc, partenaire stratégique dans la région.

Selon les sources citées, Albares et Clavijo « se sont mis d'accord sur l'importance pour l'Espagne et les Canaries de maintenir le stade actuel de bonnes relations avec le Maroc ».

Cette position suggère que l'Espagne cherche à éviter des tensions inutiles avec le Maroc et à maintenir un dialogue constructif ; malgré les premières inquiétudes exprimées par le gouvernement canarien concernant les manœuvres militaires.

Bref, le ministère des Affaires étrangères a confirmé que les manœuvres marocaines s'effectuent loin des eaux espagnoles ; cherchant à rassurer le gouvernement canarien et à préserver de bonnes relations avec le Maroc, partenaire clé de l'Espagne dans la région.

## **Le Maroc et la France main dans la main face aux défis commerciaux**

04/04/2024/ h24info.ma

**La promotion de la coopération économique et commerciale entre le Maroc et la France a été au centre d'entretiens, jeudi à Rabat, entre le ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour, et le ministre délégué chargé du Commerce extérieur, de l'Attractivité, de la Francophonie et des Français de l'étranger, Franck Riester.**

Lors de cette rencontre, les deux ministres ont discuté du partage d'expériences afin de développer des stratégies communes à même de faire face aux défis commerciaux.

A cette occasion, Mezzour a noté que cette rencontre s'inscrit dans le contexte de discussions visant principalement à analyser le processus commercial pour les entrepreneurs marocains et français et à faciliter l'accès des produits mutuels ou spécifiques des deux pays aux marchés européens, africains, et mondiaux.

Dans ce sens, il a souligné l'importance d'aboutir à des solutions adaptées permettant d'améliorer les relations maroco-françaises, déjà significatives et équilibrées, et qui présentent un potentiel de développement prometteur.

Ainsi, le ministre a rappelé que le Maroc et la France, ont réussi, dans un contexte mondial complexe, à attirer les investisseurs et à développer des chaînes de valeur intéressantes, en particulier dans le domaine de la mobilité.

Et d'ajouter que la France est le deuxième partenaire commercial du Maroc dans le cadre d'une relation commerciale équilibrée, où, depuis 2017, le Royaume bénéficie d'un excédent commercial.

De son côté, Riester a insisté sur la nécessité de développer des partenariats profonds entre les deux pays pour répondre aux défis communs tels que la transition économique, la décarbonation, la mobilité, et la transition numérique.

Riester a également préconisé d'accélérer la régionalisation des chaînes de valeurs et de les projeter ensemble en Afrique, envisageant un agenda commun ambitieux, à travers la rencontre des acteurs économiques notamment dans les secteurs de l'aéronautique, de l'automobile, du transport ferroviaire, des villes durables, des énergies renouvelables et du numérique, où il a noté un dynamisme de l'écosystème des startups marocain.

Cette réunion s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de France au Maroc, Christophe Lecourtier, ainsi que de plusieurs hauts responsables des deux pays.

Maurice

## **Maurice : Franklin extradé dans la journée vers La Réunion**

2 avril 2024 / la1ere.francetvinfo.fr

L'extradition de l'île Maurice vers La Réunion de Jean-Hubert Céline, dit Franklin, va avoir lieu dans la journée. Le fameux cerveau du trafic de 142 kg de "zamal", intercepté à Sainte-Rose dans la soirée du 31 mai 2019, va enfin être jugé. Il attendra, vraisemblablement, son procès en détention provisoire à Domenjod.

Jean-Hubert Céline, dit Franklin, va enfin répondre à la justice réunionnaise. Ce Mauricien est suspecté depuis 2019 d'avoir organisé le trafic de cannabis de La Réunion vers l'île Maurice, nous apprend [Le Mauricien](#). Il serait le premier, ou l'un des premiers, à avoir approvisionné l'île sœur en "zamal" depuis le petit port de Sainte-Rose.



Dès le lendemain du procès devant le tribunal correctionnel de Saint-Denis, les juges avaient émis un mandat d'arrêt international à son encontre (Jean-Hubert Céline, jugé par contumace, avait été condamné à 7 ans de prison.).

Son bras droit et ami Jérémy Décidé, dit Nono, également en cavale, a été extradé vers notre île en 2023. [Il a comparu devant le tribunal correctionnel et a été condamné à 4 ans de prison ferme.](#)

A priori, si Franklin suit le même parcours que Nono, il sera placé en détention provisoire à Domenjod avant d'être jugé en sa présence. Quelle sera la peine ? Les magistrats, vont-ils lui tenir griefs de sa cavale ?

## **Une affaire sans fin**

Cette Arlésienne touche à son terme. Jean-Hubert Céline, dit Franklin, présumé organisateur du trafic de 142 kg de "zamal" intercepté le 31 mai 2019, va répondre à la justice après 5 ans de cavale.

Il est un peu plus de 21h30 quand les gendarmes de La Réunion interpellent six trafiquants et saisissent 142 kg de cannabis. Les six hommes sont jugés et reconnus coupables par les magistrats du tribunal correctionnel de Saint-Denis, [puis par la cour d'appel en janvier 2020.](#)

Deux hommes, les surnommés Nono et Franklin, manquent à l'appel. Ces deux suspects, originaires de l'île Maurice, sont identifiés. Le premier est le skipper (pilote du bateau) et le second la tête de l'opération.

Aujourd'hui, avec l'arrivée dans le département de Jean-Hubert Céline, ce dossier judiciaire va être refermé. [Il y a quelques jours, l'île Maurice et la France ont signé un accord d'extradition et d'entraide judiciaire, qui rentrera en application le 1er mai 2024.](#) Un nouvel outil qui devrait éviter ce type de difficulté dans l'avenir.

Mauritanie

## **Le Sénégal et la Mauritanie veulent concurrencer le Maroc**

02/04/2024/news.dayfr.com

**Alors que les importations de pastèques du Maroc vers l'Espagne connaissent une baisse considérable, les achats du Sénégal et de la Mauritanie gagnent du terrain, avec une croissance considérable.**

Selon les derniers chiffres, les exportations marocaines vers l'Espagne ont chuté de -23,8%, ainsi que les importations espagnoles de pastèque qui ont connu une réduction de -11,2% en 2023, passant de 146,78 millions de kilos à 121,23 millions de kilos. Cette baisse s'est également reflétée sur la valeur totale des achats, enregistrant une baisse de -16,8%.

La valeur des importations en provenance du Maroc a également diminué, passant de 81,55 millions d'euros à 52,38 millions d'euros.

De son côté, le Sénégal a vu ses importations augmenter de 21,3%, tandis que celles en provenance de Mauritanie se sont particulièrement démarquées, enregistrant une croissance spectaculaire de 372,4%.

En août dernier, la production de pastèques au Maroc a fait l'objet d'un examen minutieux alors que ses défenseurs ont appelé le gouvernement à arrêter la production pour préserver les ressources en eau en diminution.

Plusieurs associations environnementales marocaines, dont Maroc Environnement 2050, ont appelé le gouvernement à mettre fin à la culture de la pastèque et de l'avocat.

## **Mauritanie : De Mistura reçu par les ministres de la Défense et des Affaires étrangères**

03/04/2024/yabiladi.com

L'envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental est arrivé hier soir en Mauritanie. A Nouakchott, Staffan de Mistura a eu des entretiens avec le ministre de la Défense, Hananna Ould Sidi. «La réunion a permis d'aborder les relations de coopération bilatérale entre notre pays et l'ONU et des moyens de les renforcer», indique l'armée mauritanienne [dans un communiqué](#).

De Mistura a été reçu ensuite par le ministre des Affaires étrangères, Mohamed Salem Ould Merzoug. «Nos échanges ont porté sur les efforts internationaux visant à résoudre le conflit du Sahara occidental et le rôle assigné à notre pays en raison de ses relations étroites avec les différents acteurs du conflit», [a souligné](#) le chef de la diplomatie sur la plateforme X.

Ce déplacement de Staffan de Mistura intervient alors que le Conseil de sécurité prévoit d'examiner le dossier du Sahara, le 16 avril prochain.

[La dernière visite](#) de l'émissaire onusien en Mauritanie remonte au 15 septembre 2023.

## **Mauritanie : un investissement de 1 milliard de dollars dans le champ gazier de Banda**

2 avril 2024 / [finacialafrik.com](#)

Le 1er avril 2024, la Mauritanie a franchi une étape significative dans le développement de son secteur énergétique grâce à la signature d'un contrat d'exploration et de production d'une valeur d'1 milliard de dollars avec le consortium formé par l'entreprise émiratie GoGas et l'égyptienne Taqa. Cette importante convention, paraphée à Nouakchott, cible le champ gazier de Banda, sous l'égide de Nani Ould Chrougha, ministre du pétrole, des mines et de l'énergie et porte-parole du gouvernement mauritanien, et de Khaled Abou Bakr, président du conseil d'administration de GoGas.

Cette collaboration marque une avancée notable dans la valorisation des ressources gazières de la Mauritanie. Elle vise à booster le secteur énergétique national par l'intensification des activités d'exploration et de production au sein du bassin côtier. L'objectif est également d'augmenter l'exploitation des réserves de pétrole et de gaz du pays. L'accord prévoit une forte implication locale, notamment dans l'emploi, le transfert de savoir-faire et l'acquisition d'équipements, contribuant ainsi au développement économique du pays.

Le projet couvre intégralement le cycle de l'industrie gazière, de l'extraction à la distribution, incluant la construction d'une nouvelle centrale électrique et des infrastructures nécessaires au transport du gaz. Cet investissement ambitieux est prévu pour dynamiser la production d'électricité en Mauritanie, notamment grâce à l'alimentation en gaz de la centrale électrique duale de 180 mégawatts.

GoGaz se distingue dans le secteur par ses collaborations étendues avec des acteurs régionaux, axées sur l'exploration et la production de gaz. Sa stratégie s'oriente vers la consolidation de sa présence sur les marchés du gaz naturel en Méditerranée orientale et en Afrique par des partenariats stratégiques. Quant à Taqa Arabia, leader égyptien dans le secteur énergétique, l'entreprise joue un rôle clé dans la fourniture d'électricité à plus de 1,8 million de foyers en Égypte, offrant un large éventail de services dans le domaine de l'énergie.

Le champ gazier de Banda et le bloc adjacent de Tevet, avec des réserves estimées à 2,2 trillions de pieds cubes de gaz naturel, sont au cœur de cette initiative. Cette opération devrait entraîner une transformation significative de la production énergétique en Mauritanie, offrant une solution durable pour répondre aux besoins croissants en électricité du pays.

Mozambique

Namibie

## **Namibie, Chypre, Guyane... Quels nouveaux pays sont ciblés par les sociétés d'extraction pétrolière et gazière ? – .**

03 / 04 / 2024/news day fr

Selon une étude de l'ONG Global Energy Monitor, les énergies fossiles continuent d'être largement exploitées. De nouveaux pays sont la cible des entreprises chargées de l'extraction des matières premières, comme Chypre et la Namibie.

Malgré l'urgence climatique, les énergies fossiles semblent encore avoir de beaux jours devant elles. Selon une étude de l'ONG Global Energy Monitor, 20 projets de gisements de gaz ou de pétrole ont été définitivement validés à travers le monde en 2023. Des pays connus pour leurs ressources abondantes comme les États-Unis ou les Émirats arabes unis sont toujours au cœur des projets de groupes d'extraction d'énergies fossiles mais ces derniers ciblent également de nouveaux territoires à exploiter.

### **19 nouveaux réservoirs de pétrole ou de gaz repérés en 2023**

En effet, selon l'étude Global Energy Monitor, 19 nouveaux réservoirs de pétrole ou de gaz ont été identifiés en 2023, représentant environ 7,7 milliards de barils de pétrole. Dans le détail, un immense gisement de gaz a été découvert en Iran, la plus grande découverte exploitable de ces deux dernières années. Peu d'informations ont été publiées sur ce réservoir, mais il s'agirait du plus grand gisement de gaz jamais découvert dans le pays. Cette découverte est encore plus grande que celle du réservoir Vénus en Namibie il y a deux ans.

TotalEnergies avait en effet annoncé le 24 février 2022 avoir réalisé une découverte « importante de pétrole léger et de gaz associé » dans le bassin offshore d'Orange, au large de la Namibie. Le champ contiendrait, selon les premières estimations, au moins 3 milliards de barils de pétrole récupérable. Ainsi, la Namibie est considérée comme un point chaud pour l'exploration par l'industrie pétrolière et gazière et ses promoteurs. Ce pays africain, frontalier de l'Afrique du Sud, devrait devenir d'ici dix ans l'un des principaux producteurs d'énergies fossiles, au même titre que la Guyane ou Chypre.

Quatre des vingt-deux pays dans lesquels des découvertes ont eu lieu en 2022 et 2023 produisaient peu ou pas de pétrole et de gaz jusqu'à récemment. Ces quatre pays, Chypre, Guyane, Namibie et Zimbabwe, représentent désormais environ 37 % du total des volumes découverts.

Niger

## **Niger : les putschistes portent un nouveau coup à la France ; ils ferment...**

1 avril 2024 / yop.l-frii.com

Dans la continuité de son bras de fer avec la France, le Niger vient de signer la fin d'une institution emblématique à Niamey.

La décision de fermer le lycée français « *La Fontaine* » à la rentrée 2024 marque un tournant historique pour le pays, déterminé à reprendre en main son destin éducatif.

C'est un chapitre qui se tourne après 60 longues années. Fondé dans les années 1960, l'établissement était l'un des derniers bastions de l'enseignement à la française au Niger.

Une présence désormais jugée encombrante par les nouvelles autorités issues du [coup d'État](#).

En prononçant la fermeture de cette vitrine de l'Éducation nationale hexagonale, le régime militaire frappe un nouveau coup d'éclat.

Un geste fort visant à affirmer l'indépendance du système éducatif nigérien face à l'influence française.

Tourner la page d'un héritage colonial encombrant, telle est l'ambition revendiquée. En rompant avec ce passé, Niamey entend dorénavant tracer sa propre voie vers la souveraineté pédagogique. Un cap dicté par une volonté d'autonomie, de décolonisation des esprits.

La promesse ? Développer un enseignement plus inclusif, affranchi des contingences financières ou sociales.

Et surtout, en phase avec les réalités économiques locales pour mieux former la jeunesse nigérienne aux métiers de demain.

Un pari que le nouveau régime semble déterminé à relever, quitte à brusquer son ancien allié français. La fermeture du lycée « *La Fontaine* » fait d'ores et déjà figure de symbole pour cette nation en quête d'émancipation éducative.

Au-delà du coup de semonce diplomatique, cette décision incarne la détermination du Niger à se réinventer de fond en comble loin de la France.

Une réforme de l'enseignement en profondeur pour donner naissance à un nouveau système, indépendant et porteur d'avenir pour sa jeunesse.

## **Niger: la justice ordonne la remise en liberté de deux proches de Mohamed Bazoum**

mer. 3 avril 2024 / fr.news.yahoo.com

Au Niger, la justice a ordonné mardi 2 avril la remise en liberté d'Abdourahamane Ben Hamaye, journaliste qui travaillait au sein de la présidence sous Mohamed Bazoum et de Mohamed Mbarek, cousin de l'épouse de l'ancien président.

Les deux hommes avaient été arrêtés au [Niger](#) à l'automne dernier lors de la tentative d'évasion présumée de l'ancien président nigérien [Mohamed Bazoum](#). Poursuivis pour complot contre l'autorité de l'État, Abdourahamane Ben Hamaye et Mohamed Mbarek étaient toujours en garde à vue près de 6 mois après leur arrestation.

Une situation à laquelle le juge des référés a mis un terme mardi 2 avril en ordonnant leur remise en liberté, sous astreinte d'un million de francs CFA par jour de retard.

« Nos clients ont été respectivement arrêtés le 19 octobre et le 7 novembre dernier et, à ce jour, ils n'ont pas été présentés à un juge. Or, la loi en la matière dit bien que leur garde à vue, parce qu'ils sont en garde à vue, ne doit pas dépasser un délai d'un mois maximum », rapporte leur avocat, Maître Ibrahim Djibo, au micro de **Pierre Firtion**.

## **Niger : 105 administrateurs délégués nommés à la tête des communes et conseils communaux**

vendredi 5 avril 2024 / news.aniamey.com

Le Président du conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), le général Abdourahamane Tiani a nommé, ce jeudi 4 avril 2024, 105 administrateurs délégués à la tête des communes et conseils communaux du pays.

Le Niger compte 36 départements, 266 communes dont 52 urbaines, 213 rurales et 4 communautés urbaines.

Notons que c'est à partir de 2004 que le Niger est entré dans un processus de décentralisation avec pour objectif de promouvoir le développement "par le bas" et diffuser aussi les principes démocratiques au niveau local dans le but de faire participer les populations à la gestion de la cité et améliorer ainsi les conditions de vie de celles-ci.

## **Niamey convoque l'ambassadeur d'Algérie pour protester contre le refoulement de migrants**

05/04/2024/ rfi.fr

L'ambassadeur d'Algérie a été convoqué ce mercredi par le ministère des Affaires étrangères nigérien pour protester contre les opérations de refoulement des migrants subsahariens en situation irrégulière en Algérie. Le gouvernement des autorités militaires nigériennes s'offusque du « caractère violent » de ces rapatriements forcés qui « porte atteinte à l'intégrité physique et des biens de ressortissants nigériens ».

Selon Niamey, Alger a « *intensifié depuis quelques jours* » ces opérations. Selon l'Association Alarm Phone Sahara, au 1<sup>er</sup> trimestre 2024, plus de 17 000 migrants ont été refoulés d'Algérie dans le désert à la frontière avec le Niger. Un chiffre en forte augmentation sur la période. Ils étaient 26 000 sur toute l'année 2023.

« *De vastes opérations de rafles* », « *des maisons saccagées* » et des « *objets de valeurs saisis par des éléments des forces de police* ». Tel est le constat des violations commises en Algérie à l'encontre de migrants en situation irrégulière, selon les autorités nigériennes.

« *Face à la gravité de la situation* », le ministère des Affaires étrangères nigérien exige au diplomate algérien Mehdi Benkedda d'« *intercéder* » auprès de son pays pour que les refoulements s'opèrent « *dans le respect de la dignité, de l'intégrité physique et morale* » des migrants.

Plusieurs sources confirment l'existence d'un accord de réadmission entre les deux pays. Un accord jamais rendu public qui daterait de 2014.

Pour le chercheur Rhoumour Ahmet Tchilouta, ce n'est pas la première fois que les autorités nigériennes protestent contre l'Algérie sur les questions de migration. Non content de devoir accueillir les ressortissants d'autres nationalités subsahariennes sur son territoire.

Selon des associations sur place, les migrants nigériens sont acheminés vers la ville frontalière d'Assamaka, les autres vers le « point zéro », un No man's land à 15 kilomètres de la ville. Un traitement qualifié d'inhumain par les ONG qui viennent en aide aux migrants dans la région.

Nigeria

## **Nigeria must address impunity, electoral fraud to save democracy**

April 3, 2024 / [businessday.ng](https://businessday.ng)

Atedo Peterside, chairman, Anap Jets Limited, has said that there must be a system in the country to check impunity, those that act contrarily to the law, and [electoral fraud](#) to save democracy.

Peterside advised that the country must urgently initiate crucial electoral reforms to restore public confidence in the electoral system and to guarantee [good governance](#).

He also said that he believed that the system of governance was not necessarily the problem of Nigeria, but the current crop of leaders who often failed to put the interest of the nation as priority.

"I believe the system is not the problem, there must be a way to checkmate bad behaviour, bad leaders," he said.

Peterside made the call as a keynote speaker at a colloquium to mark the 63rd birthday of Pastor Ituah Ighodalo, themed, 'Mistakes Nigeria Made,' held in Lagos Tuesday.

He pointed out that the country must continue to dialogue on the future and how to overcome the current socio-economic challenges.

According to him, “People say, enough of this talk; it’s time for action’. There is a misconception that talking is not a means of solving problem.

“If you continue to talk without acting, it is talk shop. But if by talking you hold government feet to the fire; you hold them accountable, that is why we must continue to talk,” he said.

Also speaking at the event, Ike Nwachukwu, a former Foreign Affairs Minister and retired Army General, faulted the current presidential system in Nigeria, saying that the system was failing because it gives too much power to the president.

Nwachukwu advocated that the country should rather be decentralised to give more autonomy and powers to states to control their resources to develop their states and people.

He further noted that Nigeria should rather copy the French system, where 70 percent of the ministers are members of the parliament, while 30 percent of the ministers should be appointed from people outside of government.

“The current presidential system is not the best for Nigeria, it has been compromised, we should have like what they have in France.

“We said 70 percent of the ministers should be people in parliament and 30 percent should be people outside government, the presidential system is not the best, it is expensive,” Nwachukwu said.

Nwachukwu, who was the chairman of the colloquium, further said that Nigerians must endeavour to know the mistakes that had been made in the past, which may have hampered the growth and development of the country.

“The mistake Nigeria made is wide, it is good to know them to survive as a nation,” Nwachukwu added.

Speaking on the current structure of Nigeria, he stressed that there was the need to decentralise government, warning that the current system was not viable.

He noted that all states in the country had the potential to develop with the available resources at their disposal.

According to him, “We must decentralise the country, every state would be in control of its resources and percentage given to the central government.”

Nwachukwu further called for electoral reforms ahead of the 2027 polls, noting that flawed poll was inimical to the progress of the country and leads to apathy among the populace especially the youth.

He also said that the youth of the country had tremendous potential that could be tapped into if they are given a chance to excel.

“We can’t have election where there are so much flaws in the system; not only are we digging the country to oblivion, we are denying young Nigerians opportunity to lead,” he said.

A member of the panel of discussion, Reuben Abati, said with the high youth population in the country, there was the need for the federal government to declare a state of emergency on education and increase investment into the sector, so that the nation’s youth can compete globally.

Abati said that strong opposition in the country was crucial for democracy to thrive and for good governance, citing example in Senegal and other countries.



Another member of the panel, Professor Olukobola Oyawoye, called for attitudinal change among Nigerians and gender inclusion in governance to check the leadership crisis in the country.

## **Kenya shows Nigeria's missed textile, apparel export opportunities with AGOA**

April 3, 2024 / [businessday.ng](https://businessday.ng)

Duty- and quota-free access to the United States of America's market granted by the African Growth and Opportunity Act (AGOA) has played a significant role in boosting trade and investment between sub-Saharan Africa and the US.

Many qualifying African countries have achieved notable successes in exporting goods under Agoa to the US. These successes include textiles and apparel from Kenya, Ethiopia, Mauritius, Lesotho, Ghana, and Madagascar.

For example, in Kenya, the sales dominated by apparel under Agoa have grown from US\$55 million in 2001 to US\$603 million in 2022, constituting 67.6 per cent of the country's total exports to the US, according to information obtained from the World Economic Forum.

Kenya is the second-largest exporter of textile and apparel products to the United States among Agoa beneficiaries.

Furthermore, Kenya will receive \$55 million from the US to expand its export processing zones, aiming to bolster Nairobi's apparel exports, data from Agoa website show.

The funding announcement was made by the US initiative Prosper Africa and the US Embassy during the launch of the US-Kenya Business Roadshow on April 25, 2023, in New York. This funding commitment aligns with President Joe Biden's pledges made at the US-Africa Leaders' Summit last year.

The funds, to be administered through USAid and Prosper Africa, will primarily target women-led organisations and export processing zones (EPZs), where a significant proportion of the workforce consists of young women.

US Ambassador to Kenya, Meg Whitman, expressed enthusiasm about partnering with the Prosper Africa initiative to drive investment not only in Kenya but also in countries across the African continent.

The funding involves six new co-investments with American and Kenyan apparel companies, which will connect American buyers with Kenyan manufacturers, creating jobs.

## **Nigeria union requests more troops to combat oil theft**

April 5, 2024/[zawya.com](https://zawya.com)

Large-scale oil theft from pipelines and wells has been one of Tinubu's biggest challenges in recent years, damaging government finances and limiting the country's output and exports

ABUJA - Nigeria's oil workers union has asked President Bola Tinubu to deploy more troops, including military chiefs, to combat oil theft and boost output to help Africa's largest economy tackle dollar shortages, an official said on Friday.

Large-scale oil theft from pipelines and wells has been one of Tinubu's biggest challenges in recent years, damaging government finances and limiting the country's output and exports.

Nigeria, Africa's top oil producer, relies on the commodity for more than two-thirds of its earnings and about 90% of foreign exchange income. It has struggled to raise output as theft and sabotage have forced oil majors including Shell and Exxon Mobil to exit all their onshore assets. Oil output hit 1.48 million barrels per day (bpd) in February, according to data from the Organization of the Petroleum Exporting Countries (OPEC). While oil production is gradually recovering, it is still below a budget target of 1.78 million bpd.

"The easiest and earliest way to get out of this foreign exchange problem is to increase oil production," said Festus Osifo, president of the Petroleum and Natural Gas Senior Staff Association of Nigeria (PENGASSAN). "We appeal to government of President Tinubu to relocate the military commanders to the Niger delta region (where Nigeria's oil is produced) to ensure that this menace of oil theft is put to a halt, and we will be able to generate more revenues at the end of the day," Osifo said in statement on Friday.

Though refined fuels from the newly operational Dangote Refinery have started flowing into the domestic market, the prices could have been lower if the exchange rate was lower, Osifo added.

The naira closed at 1,255 to the dollar on the official market on Thursday, FMDQ Exchange data showed. In the last week, troops tackling oil theft arrested 25 suspected oil thieves and recovered 565,200 litres of stolen crude, 22,500 litres of illegally refined diesel, and 8,000 litres of petrol.

Defence spokesperson Major-General Edward Buba said on Thursday troops discovered 16 illegal oil refining sites and destroyed six dugout pits, 33 boats and 18 storage tanks.

## **Inflation to withstand monetary tightening if Nigeria fails to address supply-side bottlenecks – KPMG**

2024/04/05 / [nairametrics.com](https://nairametrics.com)

KPMG has said that the effectiveness of the Central Bank of Nigeria's (CBN) monetary tightening strategies may fall short unless Nigeria addresses the underlying supply-side constraints fuelling cost-push inflation.

In issue 15 of the Flashnotes publication of KPMG in Nigeria, which was seen by Nairametrics, the firm emphasised the need for a balanced approach that tackles both demand-pull and cost-push inflationary pressures. It called for collaborative efforts between fiscal and monetary authorities to dismantle the supply-side barriers contributing to inflation.

The document read:

- *“We recognise that price stability is a necessary condition for economic growth. We equally recognise that raising interest rates is a natural response to inflationary pressures in monetary policy playbooks.*
- *“However, we emphasise that monetary tightening is more apt for addressing demand-pull inflation. Thus, inflation may yield little in response to the monetary tightening efforts, unless the supply-side bottlenecks fanning cost-push inflation are also addressed.*
- *“Eliminating these bottlenecks will require concerted efforts from both fiscal and monetary authorities. We are confident that such efforts will better deliver the intended price stability without trading-off economic growth.”*

## **Inflation may lose steam after mid-2024**

According to KPMG, a potential slowdown in inflation rates is on the horizon post-mid-2024, largely attributed to statistical base effects.

However, this expected deceleration depends on the absence of new economic policies that might exert upward pressures on prices.

The firm advised against attributing any reduction in inflation rates solely to monetary policy tightening, highlighting the influence of broader economic factors and policies.

KPMG said:

- *“Meanwhile, with the onset of base effect expected after mid-year, the next few months will be important for assessing the impact of the CBN’s monetary tightening on inflation.*
- *“Statistically, inflation is set to lose steam after mid-year largely because of the onset of base effect, except economic policies that significantly pressure prices are implemented. Attributing a decrease in inflation solely to the tightening of liquidity once the base effect kicks in after midyear might be inaccurate.”*

## **Higher MPR to drive portfolio investments**

The CBN’s decision to elevate the Monetary Policy Rate (MPR) to a historic high of 24.75% in March 2024 is expected to attract more foreign exchange inflows, driven by the appeal of higher interest rates. KPMG projected that these inflows will primarily come from portfolio investments, seeking to benefit from the increased rates.

However, the firm also cautioned about the potential volatility associated with these “hot money” inflows, noting the risks of sudden reversals that they pose to macroeconomic stability.

KPMG said :

- *“We expect the higher MPR to attract greater FX inflows that would drive the appreciation of the Naira in the foreign exchange market. However, most of these gains are expected to come from portfolio investments as investors move to take advantage of the higher interest rate environment.*
- *“The downside of this “hot money” inflow, however, is the risk of sharp reversals in response to changes in market signals. Large scale capital reversals are historically known to birth macroeconomic instability.”*

Already, Nigeria has recorded [about \\$3.8 billion foreign capital inflow in the first quarter of 2024](#) with investors ([especially foreign investors](#)) interested in government securities for high yields.

## **Tightening policy threatens Tinubu's \$1 trillion economy goal**

KPMG further noted that the quest for price stability may inadvertently sacrifice economic growth. With Nigeria's growth trajectory already on a decelerating path, the current policy stance could further deter investments in the real sector, negatively affecting employment and growth.

The firm warned that high borrowing costs and a restrictive monetary environment might lead to an increase in non-performing loans and challenge the government's ambitious goal of expanding Nigeria's economy to a \$1 trillion economy within the next eight years.

The firm said:

- *“Furthermore, we note that targeting inflation from the demand-side (via a sustained monetary tightening of such scale) may inadvertently cause Nigeria to trade-off some growth for lower inflation. This is especially worrying as the nation's growth has been slow, fragile, and decelerating (3.4% in 2021, 3.1% in 2022 and 2.74% in 2023) in recent times.*
- *“With the real sector already burdened by high borrowing costs and inflation, the CBN's decision could further shrink the sector by disincentivising investments. The higher borrowing costs may induce a scale back on investments in the real sector, adversely affecting employment and growth levels.*
- *“Also, monetary tightening of such scale may give rise to higher non-performing loans. The higher interest rate environment may strain borrowers' finances and raise their risk of defaulting on loans.*
- *“Moreover, the government has expressed a desire to grow Nigeria's economy to a \$1 trillion economy over the next 8 years. This ambitious growth drive requires the economy to attain about 12% CAGR over the targeted period.*
- *“However, the elevated Cash Reserve Ratio (CRR) could further restrict the ability of banks to channel credit to support the economy's ambitious growth drive. Thus, the restrictive monetary policy environment further casts shadows on the attainability of the government's economic objective.”*

Analysts at Augusto & Co earlier said that [President Bola Tinubu's plan to reduce interest rates in the country may clash with the existing tightening monetary policy of the CBN](#). They noted that the president's preference for lower interest rates to support economic growth raises the risk of inaction and will be a true test of the CBN's independence.

However, so far, the CBN has shown its independence with a hawkish monetary stance.

## Ouganda: la Cour constitutionnelle rejette un recours contre une loi anti-LGBT+

03/04/2024 / msn.com

La Cour constitutionnelle ougandaise a rejeté mercredi un recours contre une loi anti-LGBT+ répressive. Cette législation, votée en mai 2023, a indigné l'Onu et des organisations de défense des droits humains, et entraîné des sanctions américaines envers ce pays d'Afrique de l'Est.

Baptisé "loi anti-homosexualité 2023", le texte prévoit de lourdes peines pour les personnes ayant des relations homosexuelles et faisant la "promotion" de l'homosexualité. Un délit d'"homosexualité aggravée" est passible de la peine de mort, une condamnation qui n'est toutefois plus appliquée depuis des années en Ouganda.

Le recours déposé "appelait essentiellement à l'annulation de l'intégralité de la loi anti-homosexualité de 2023", a déclaré le juge Richard Buteera. "Après avoir statué, (...) nous refusons d'annuler la loi anti-homosexualité dans son intégralité et n'accorderons pas non plus une injonction permanente contre son exécution".

La Cour avait été saisie par des militants des droits humains, deux professeurs de droit d'une université de la capitale Kampala et deux parlementaires du Mouvement de résistance nationale (MNR), le parti au pouvoir.

Dans leur recours, ils affirmaient que le texte est illégal, estimant notamment qu'il viole des droits fondamentaux protégés par la Constitution. Ils arguaient également qu'il a été voté sans véritable consultation de la population, ce qu'exige la loi fondamentale ougandaise.

De nombreux pays et organisations internationales s'étaient indignés du vote de cette loi.

Le président Yoweri Museveni, qui dirige le pays d'une main de fer depuis 1986, l'a promulguée en mai dernier et a assuré qu'il ne céderait pas aux pressions étrangères pour faire abroger ce texte, considéré comme l'un des plus répressifs au monde contre la communauté LGBT+.

## La Chine invite le ministre ougandais de l'énergie à discuter du financement de l'oléoduc

Le 05 avril 2024/zonebourse.com

La Chine a invité le ministre ougandais de l'énergie à Pékin pour discuter de l'oléoduc de 5 milliards de dollars du pays d'Afrique de l'Est, a déclaré la présidence ougandaise vendredi.

Ce développement pourrait marquer une percée dans les efforts de l'Ouganda pour courtiser les financiers chinois afin de financer l'oléoduc, dont le pays a besoin pour commencer la production de brut à partir des gisements de pétrole découverts en 2006.

Le financement chinois potentiel est considéré comme essentiel après que les banques occidentales ont refusé de financer l'oléoduc sous la pression des écologistes qui ont déclaré que le projet augmenterait les émissions de carbone au niveau mondial.

L'envoyé spécial de la Chine pour les affaires de la Corne de l'Afrique, Xue Bing, a remis un message au président Yoweri Museveni jeudi, dans lequel le président chinois Xi Jinping a exprimé son soutien à l'oléoduc de 1 445 km (898 miles), a déclaré le bureau de M. Museveni.

"Les institutions financières chinoises sont ouvertes aux discussions sur le projet et ont invité Mme Ruth Nankabirwa, ministre de l'énergie et du développement minéral, à se rendre en Chine pour de plus amples discussions", a déclaré le bureau de M. Museveni.

L'oléoduc est-africain (EACOP) partira des gisements de pétrole situés dans l'ouest de l'Ouganda, pays enclavé, et aboutira au port de Tanga, sur la côte tanzanienne de l'océan Indien.

"Je soutiens pleinement l'EACOP. Je pense qu'il favorisera le développement socio-économique de la région", a déclaré M. Xi dans sa lettre, citée par le bureau de M. Museveni.

Des discussions avaient déjà eu lieu entre l'Ouganda et l'agence chinoise de crédit à l'exportation SINOSURE en vue d'un éventuel financement, mais plusieurs échéances pour la conclusion de ces pourparlers étaient passées sans qu'une solution ne soit trouvée.

La construction de l'oléoduc, qui sera chauffé à l'électricité pour maintenir le flux de pétrole, a commencé par le transport de tuyaux et d'autres matériaux vers des sites en Tanzanie et en Ouganda.

Une usine d'isolation thermique destinée à isoler les tuyaux avant leur pose est entrée en service à la fin du mois de mars.

Rwanda

## **Une ONG juge «urgent» d'accélérer les poursuites contre les responsables du génocide**

02 / 04 / 2024 / lessentiel.lu

L'ONG Human Rights Watch (HRW) a jugé «urgent» de poursuivre les «derniers architectes» du génocide des Tutsi au Rwanda, dans un communiqué publié mardi, à cinq jours du début des commémorations du 30<sup>e</sup> anniversaire du début des massacres.

Le génocide de 1994 au Rwanda, à l'instigation du régime extrémiste hutu alors au pouvoir, a fait plus de 800 000 morts, essentiellement parmi la minorité tutsi, mais aussi chez les Hutu modérés, selon l'ONU.

HRW se félicite qu'«un nombre important de responsables du génocide, y compris d'anciens hauts responsables du gouvernement rwandais et d'autres figures clés à l'origine des massacres, ont depuis été traduites en justice».

Mais «ces dernières années, plusieurs cerveaux présumés du génocide qui occupaient des fonctions de haut niveau sont décédés ou, dans le cas d'un planificateur présumé, ont été déclarés inaptes à être jugés, soulignant l'urgence de poursuivre la quête de justice», affirme HRW, en référence au cas de Félicien Kabuga. En juin 2023, un tribunal de l'ONU basé à La Haye a déclaré ce financier

préssumé du génocide, aujourd'hui octogénaire «inapte» à être jugé en raison de capacités mentales «considérablement détériorées».

## **Deux hauts responsables présumés du génocide encore en fuite**

«Il est urgent d'accélérer la quête de justice pour s'assurer que les derniers architectes du génocide encore en vie rendent des comptes pour leurs actes avant qu'il ne soit trop tard», a exhorté dans le communiqué la directrice exécutive de HRW, Tirana Hassan. En novembre, des procureurs internationaux avaient annoncé qu'Aloys Ndimbati, l'un des derniers fugitifs recherchés pour son rôle présumé lors du génocide, accusé d'avoir joué un rôle prépondérant dans l'extermination des Tutsi, était mort au Rwanda en 1997.

Il reste aujourd'hui deux hauts responsables présumés du génocide encore en fuite. L'ONG a souligné que «la majorité des poursuites pénales liées au génocide ont eu lieu devant les tribunaux rwandais», dans un pays dirigé d'une main de fer par Paul Kagame qui, à la tête de la rébellion du Front patriotique rwandais, a mis fin au génocide.

«Malgré le temps écoulé, les victimes méritent de voir les responsables du génocide et d'autres crimes arrêtés et jugés dans le cadre de procès équitables et crédibles», a affirmé Mme Hassan.

## **« Le soutien continu du Rwanda au M23 augmente la possibilité d'un conflit régional généralisé » (Japon)**

01.04.2024 / mediacongo.net

**Le Japon a alerté sur le risque de la régionalisation du conflit armé en cours dans l'Est de la RDC suite au soutien continu du Rwanda aux rebelles du M23. Shino Mitsuko, représentante permanente adjointe du Japon auprès de l'ONU, préoccupée par la présence des troupes rwandaises sur le sol congolais, a appelé à la préservation de la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de la RDC.**

Malgré les appels répétés à la cessation des hostilités du Conseil de sécurité de l'ONU, organe compétent au premier chef pour constater l'existence d'une menace contre la paix ou d'un acte d'agression, le Japon regrette l'introduction de « grandes quantités d'armes sophistiquées sur le théâtre des opérations » par la coalition M23-RDF.

Dans ce contexte, Shino Mitsuko a appelé le Rwanda à mettre fin à son soutien au M23 pour éviter la régionalisation du conflit, car, de plus en plus de personnes en situation de vulnérabilité, notamment des femmes et des enfants, sont victimes de violations et d'abus des droits humains.

« Nous condamnons fermement toutes les formes de violence dans la région. Ils doivent immédiatement cesser les hostilités et déposer les armes... Nous entendons même parler de la présence présumée de troupes étrangères déguisées (armée rwandaise). Le soutien continu, de quelque nature que ce soit, de la part de quelque État que ce soit au M23 et à tout autre groupe armé doit cesser dès maintenant. Un tel soutien ne fait qu'exacerber l'insécurité et augmente la possibilité d'un conflit régional généralisé. Il est de la plus haute importance de préserver la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de la RDC », a-t-elle déclaré mercredi 27 mars lors du briefing du Conseil de sécurité sur la RDC.

Le Japon a noté avec une grande inquiétude la poursuite des violents combats entre le M23 et les Forces armées de la RDC. Le récent incident, au cours duquel huit soldats de la paix ont été blessés, « est une conséquence regrettable de ces hostilités », a déploré la diplomate japonaise.

Une « solution politique »

Alors que les combats se poursuivent, le Japon a réaffirmé son engagement à continuer de travailler de concert avec la Monusco et tous les partenaires pour une paix et une stabilité durables dans la région.

Pour le pays du soleil levant, la solution est politique : « Rompre le cycle de violence dans la région nécessite une solution politique à travers des dialogues inclusifs englobant les principales revendications de toutes les parties. Toutes les initiatives régionales doivent être bien coordonnées et guidées par une stratégie politique commune ».

Par ailleurs, Shino Mitsuko a fait remarquer que la détérioration de la situation sécuritaire, des droits de l'homme et de la situation humanitaire dans l'Est de la RDC rend plus difficile la conduite d'un retrait progressif, responsable et durable de la Monusco.

« La mise en place simultanée d'une présence efficace des autorités étatiques et de forces de sécurité suffisantes est essentielle pour éviter tout vide sécuritaire et garantir l'État de droit », a-t-elle souligné, appelant à prioriser absolument la réforme du secteur de la sécurité menée par le gouvernement, en particulier la réforme de la police nationale.

En tant que partenaire de longue date de la RDC dans ce secteur, le Japon, a-t-elle assuré, continue de soutenir les efforts du gouvernement visant à développer la police de proximité grâce au renforcement des capacités et des institutions par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA).

## **Rwanda : quelle commémoration du génocide ? En finir avec la Françafrique !**

03 / 04 / 2024 / lanticapitaliste.org

Il y a trente ans, le 7 avril 1994, débutait au Rwanda le génocide de la minorité tutsi, organisé par un gouvernement soutenu par la France (sous la houlette du social-colonialiste Mitterrand) et dirigé par les racistes du Hutu Power que menaçait l'offensive du Front patriotique rwandais (FPR) de Paul Kagame, majoritairement tutsi, considéré par Paris comme pro-anglosaxon. En 100 jours, entre 800 000 et un million de Tutsi, mais aussi de Hutu modérés, sont exterminés.

Pour les anticolonialistes, commémorer ce sanglant événement c'est honorer la mémoire des victimes, exiger réparation, dénoncer la complicité de l'État et de l'impérialisme français, en finir avec la Françafrique. Pour Macron et le « complexe militaro-industriel » qui décident de la politique africaine de la France, le « commémorer » est une cynique opération visant à défendre les intérêts économiques et géostratégiques d'un impérialisme en déclin.



## **L'État français et le génocide ? « Responsable mais pas coupable » !**

Pour le pouvoir français, les temps ne sont plus à nier ni l'existence de ce génocide ni même une implication hexagonale. Macron, en mai 2021, se fendait à Kigali d'un pompeux discours qui a fixé ce qui est désormais la ligne en la matière : *« En me tenant, avec humilité et respect, à vos côtés, ce jour, je viens reconnaître l'ampleur de nos responsabilités. »* Lesquelles ? La France *« n'a pas su entendre la voix de ceux qui l'avaient mise en garde »*, *« n'a pas compris que, en voulant faire obstacle à un conflit régional ou une guerre civile, elle restait de fait aux côtés d'un régime génocidaire »*. Bref, la France (impérialiste) a péché par incompréhension et même par bonnes intentions ! Quelques semaines avant, avait été publié le rapport de la commission Duclert qui, respectant l'ordre de mission que lui avait confié son commanditaire élyséen, concluait lui aussi aux *« responsabilités lourdes et accablantes »* de la France... par *« aveuglement »*, pour mieux la disculper de sa complicité active dans ce génocide.

*Nombre de travaux de chercheurEs et d'associations, comme Survie<sup>1</sup>, prouvent que, loin de l'« incompréhension » ou de l'« aveuglement », c'est une politique bien consciente qui a été mise en œuvre. Avant et pendant le génocide, l'État français a apporté en toute connaissance de cause au régime criminel de Kigali son soutien militaire, financier, politique — au point que c'est à l'ambassade de France que, début avril, était constitué le gouvernement génocidaire. Y compris après la victoire du FPR, l'armée française, présente à des fins prétendument humanitaires, a exfiltré les génocidaires dans le pays voisin, l'actuelle République démocratique du Congo. Elle s'est rendue coupable aussi de viols de femmes tutsi dans les camps de réfugiés.*

### **La Françafrique coupable**

Aujourd'hui, les temps sont devenus durs pour l'impérialisme français, contesté par les peuples africains et concurrencé par d'autres impérialismes dans ce qui fut longtemps sa chasse gardée. Pour continuer, la politique françafricaine, indispensable à la *« grandeur de la France »*, doit s'adapter aux nouvelles réalités mondiales et africaines. Macron, comme avant lui Sarkozy, lorgne sur le Rwanda « anglophone » qui joue de plus en plus un rôle dans une des régions les plus stratégiques et riches. Reconnaître ses « responsabilités » est indispensable pour s'attirer les bonnes grâces de Kagame qui, de son côté, en quête d'appuis occidentaux pour satisfaire ses ambitions de puissance régionale, en Afrique centrale, se satisfait du *« responsable mais pas coupable »* de Macron. Une « réconciliation » avec le génocide comme monnaie d'échange !

Outre la complicité française, Macron se garde évidemment de reconnaître que la « responsabilité » passée de la France dans ce génocide est le fruit de sa politique impérialiste, toujours présente. Le génocide au Rwanda prend place dans la liste interminable des crimes, plus ou moins sanglants, plus ou moins massifs, de « notre » impérialisme en Afrique et qui lui sont indispensables pour maintenir sa domination. France hors d'Afrique !

**Rwanda : la France « aurait pu arrêter le génocide », reconnaît Emmanuel Macron**

le 05/04/2024/ouest-france.fr

Le Rwanda commémore dimanche 7 avril 2024 le 30e anniversaire du génocide des Tutsi. Invité par son homologue rwandais Paul Kagame, Emmanuel Macron a fait savoir qu'il ne s'y rendra pas et sera représenté par son ministre des Affaires étrangères Stéphane Séjourné et le secrétaire d'État chargé de la Mer Hervé Berville, né au Rwanda.

Le président de la République française s'est tout de même exprimé sur le génocide, estimant que Paris « **aurait pu arrêter** » les massacres mais « **n'en a pas eu la volonté** ». L'Élysée a fait savoir dès jeudi qu'il s'exprimera dimanche « **par une vidéo qui sera publiée sur ses réseaux sociaux** », dont la teneur a été en partie dévoilée.

« Le chef de l'État rappellera notamment que, quand la phase d'extermination totale contre les Tutsi a commencé, la communauté internationale avait les moyens de savoir et d'agir, par sa connaissance des génocides que nous avaient révélée les survivants des Arméniens et de la Shoah, et que la France, qui aurait pu arrêter le génocide avec ses alliés occidentaux et africains, n'en a pas eu la volonté », a rapporté la présidence à l'AFP.

## **Des « obstacles » dans les procédures**

Pour Alain Gauthier, cofondateur du Collectif des parties civiles pour le Rwanda (CPCR) et invité de [franceinfo](https://www.franceinfo.fr) ce vendredi, ces propos sont « **tout à fait vrais** » mais « **pas suffisants** ». « **On aimerait bien pouvoir aller jusqu'à la reconnaissance d'une complicité qui amènerait même des réparations** », ajoute-t-il.

Lors d'une conférence à Paris, plusieurs associations des droits humains ont dénoncé jeudi les « **obstacles** » persistants des autorités françaises dans les procédures judiciaires visant les responsabilités présumées de militaires et d'anciens responsables français à l'époque du génocide des Tutsi au Rwanda, fustigeant un « **tabou** ».

La Fédération internationale pour les droits de l'Homme (FIDH), la Ligue des droits de l'Homme (LDH), l'association Survie et l'Observatoire des droits de l'Homme au Rwanda (ODHR) étaient représentés à cette conférence à Paris.

« Ce que l'on demande, c'est qu'il n'y ait plus les obstacles qu'on rencontre encore de la part des autorités françaises, à ce que les procédures aboutissent, qu'il y ait une vraie volonté de lutter contre l'impunité », a déclaré lors de la conférence Patrick Baudouin, président d'honneur de la FIDH et président de la LDH, selon l'AFP.

São Tomé-et-Principe

Sénégal

## **Sénégal : les grands chantiers économiques du président Bassirou Diomaye Faye**

02/04/2024/france24.com

Bassirou Diomaye Faye, qui doit être investi président du Sénégal ce mardi, a été élu sur un programme de rupture. Il avait notamment prôné la défense de la souveraineté du Sénégal contre la mainmise des entreprises étrangères. Sur ce point, il cherche déjà à rassurer : "Le pays restera un allié sûr et fiable", avait-il affirmé dès l'annonce de sa victoire. Trois grands chantiers économiques attendent le nouveau chef de l'État : lutte contre la corruption, le chômage de masse et la vie chère.

## **Sénégal : Ousmane Sonko nommé Premier ministre**

Mercredi 03 Avril 2024/ laquotidienne.ma

Le président sénégalais, Bassirou Diomaye Faye a nommé, mardi soir, Ousmane Sonko Premier ministre, selon un décret lu à la télévision nationale (RTS) par le secrétaire général de la présidence.

La nomination de Sonko (49 ans), ex-député et président du parti Pastef (Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité), intervient quelques heures après la cérémonie de prestation de serment et d'installation du nouveau président élu, Bassirou Diomaye Faye.

"Je mesure l'importance de la confiance qu'il (le président Faye) a placée en ma personne", a déclaré Sonko sur la RTS.

Le nouveau Premier ministre a annoncé par ailleurs que le nouveau gouvernement sera formé dans les prochaines heures.

Le président sénégalais a également nommé Mary Tew Niane, ministre directeur de cabinet du président de la République, alors que Oumar Samba Ba, a été reconduit à son poste de ministre secrétaire général de la présidence. Faye (44 ans), qui a remporté le scrutin présidentiel du 24 mars dès le premier tour avec 54,28% des voix, loin devant le candidat Amadou Ba (35,79%), est le cinquième président du Sénégal depuis l'indépendance du pays en 1960.

## **Sénégal : Faye, 5e président, promet « changement systémique » et souveraineté**

3 avril 2024/africanmanager.com

Le panafricaniste de gauche Bassirou Diomaye Faye a promis « changement systémique », souveraineté et apaisement après des années d'agitation en devenant mardi le cinquième président du Sénégal au terme d'une ascension éclair.

Faye , 44 ans, le verbe et l'allure assurés, a prêté serment devant des centaines d'officiels sénégalais et plusieurs chefs d'Etat et dirigeants africains au Centre des expositions de la ville nouvelle de Diamniadio, près de Dakar.

Dans une brève allocution, il s'est dit « conscient » que sa large victoire dès le premier tour de la présidentielle du 24 mars exprimait « un profond désir de changement systémique ». « Le Sénégal sous mon magistère sera un pays d'espérance, un pays apaisé avec une justice indépendante et une démocratie renforcée », a-t-il dit.

Le programme de Faye dit son intention de sortir du franc CFA, de renégocier ou reconsidérer les contrats passés avec des compagnies étrangères pour l'exploitation du pétrole et du gaz qui devrait commencer cette année, ainsi que les accords miniers et de pêche.

Faye, musulman pratiquant, marié à deux femmes présentes à son investiture et père de quatre enfants, incarne une nouvelle génération de politiciens.

Admirateur de l'ex-président américain Barack Obama et du héros sud-africain de la lutte anti-apartheid Nelson Mandela, il se dit panafricaniste «de gauche ».

Il veut œuvrer au retour, dans la Communauté des Etats ouest-africains Cedeao, du Burkina Faso, du Mali et du Niger, pays sahéliens confrontés au jihadisme et dirigés par des juntes qui ont rompu avec la France et se sont tournées vers la Russie.

## **Fête de l'indépendance du Sénégal : Le message de Sa Majesté Le Roi Charles III au Président Bassirou Diomaye Diakhar Faye**

le Vendredi 5 Avril 2024 /leral.net

### **Bassirou Diomaye Diakhar Faye, le président de la république du Sénégal, à l'occasion de la célébration de la fête de l'indépendance a reçu un message de Sa Majesté Le Roi Charles de Grande Bretagne. En voici l'intégralité**

Monsieur le Président, Alors que vous et le peuple du Sénégal célébrez l'occasion spéciale de votre fête d'indépendance, mon épouse et moi-même avons le grand plaisir de transmettre nos sincères félicitations à Votre Excellence et au peuple sénégalais.

J'apprécie les liens qui unissent nos nations et j'espère que nos pays pourront continuer à travailler en étroite collaboration sur les questions internationales importantes, qu'il s'agisse de la paix et de la prospérité ou de l'environnement et du changement climatique, ce qui bénéficiera à nos générations futures pendant les années à venir.

Mon épouse et moi-même profitons de cette occasion pour vous adresser, ainsi qu'à tous les Sénégalais, nos meilleurs vœux pour l'année à venir.

Seychelles

Sierra Leone

## **Sierra Leone: le président fait de la lutte contre la drogue kush une urgence nationale**

le 05-04-2024 /dhnet.be

**Le président de la Sierra Leone a fait jeudi de la lutte contre la drogue une "urgence nationale" et mis en place un plan de lutte contre le kush, qui fait des ravages dans la jeunesse de ce pays pauvre d'Afrique de l'Ouest.**

"Notre pays est actuellement confronté à une menace existentielle en raison de l'impact ravageur des drogues et de la toxicomanie, en particulier de la drogue synthétique dévastatrice Kush", a expliqué Julius Maada Bio lors d'une adresse à la nation.

"Il est de mon devoir solennel en tant que Président (...) de déclarer une urgence nationale sur l'abus de drogues", a-t-il déclaré.

Le kush, un mélange de substances chimiques qui imite les effets du cannabis et induit un état de somnolence, crée des dégâts considérables parmi la jeunesse de la Sierra Leone et du Liberia voisin. Depuis son apparition il y a environ cinq ans, le kush est consommé par des personnes de toute classe sociale.

"Ce Kush mortel, qui ne connaît pas de frontières de classe, d'ethnie, de sexe ou de religion, fait des ravages dans nos communautés, déchire les familles et nous prive de nos futurs leaders. En tant que gouvernement, nous disons que trop c'est trop", a dit M. Bio.

Une force d'intervention comprenant le gouvernement, des agences sanitaires, des ONG et des partenaires sera chargée de mettre en oeuvre une stratégie basée sur cinq axes: la prévention, le traitement, le soutien aux services sociaux, l'application de la loi et l'engagement communautaire.

Le Liberia a aussi fait de la lutte contre le kush une urgence de santé publique.

Jeudi, le directeur de la police chargée des crimes en Sierra Leone, Joseph Lahai, a déclaré que la police avait saisi deux conteneurs dans les ports de Freetown, la capitale, remplis de kush et de produits chimiques.

Somalie

## **La Somalie va élire en 2026 son prochain Chef d'Etat via un ticket présidentiel**

03 / 04 / 2024 / agenceafrique.com

En vertu d'un accord conclu en mai 2023 entre le Gouvernement central et les Etats fédérés de la Somalie, les parlementaires de ce pays ont acté le week-end écoulé les amendements apportés à la Constitution du pays qui vont faire élire le prochain Président via un ticket présidentiel.

Au nom de ces modifications constitutionnelles, dès les élections de 2026, «le poste de Premier ministre sera supprimé et remplacé par un vice-président, élu avec le Chef de l'Etat sur un seul bulletin». Ces amendements faisaient partie des promesses de l'actuel Président Hassan Cheikh Mohamoud annoncées en mars 2023 autour du principe «une personne, une voix».

Hassan Cheikh Mohamoud a salué, au terme du vote parlementaire, les députés somaliens pour avoir «approuvé ces amendements, se félicitant d'un jour historique».

Avant ces amendements, l'élection du Chef de l'exécutif en Somalie se faisait via un système très complexe indirect dans lequel les assemblées des Etats ainsi que des délégués investis par une kyrielle de clans et de sous-clans choisissent les législateurs qui, à leur tour, désignent le Président.

## **Le Somaliland, pierre d'achoppement entre la Somalie et l'Ethiopie**

camerounactuel.com / avril 2, 2024

Djibouti se pose en médiateur dans le dossier du Somaliland, qui oppose la Somalie et l'Ethiopie, qui semblent irréconciliables sur ce sujet.

Les tensions entre la Somalie et l'Éthiopie se sont intensifiées depuis la signature d'un accord-cadre le 1er janvier, accordant à l'Éthiopie un accès à la mer et le droit de construire une base navale au Somaliland en échange de la reconnaissance officielle de ce territoire autoproclamé indépendant.

Cette situation a provoqué une escalade des tensions, avec des échanges de rhétorique agressive et des menaces, frôlant même l'incident diplomatique lors du sommet de l'Union africaine en février.

La diplomatie djiboutienne a entamé une médiation discrète pour apaiser les tensions. Mahmoud Ali Youssouf, ministre des Affaires étrangères de Djibouti, a exprimé son optimisme quant à la résolution de ce conflit.

Il a souligné l'importance de restaurer les relations entre l'Éthiopie et la Somalie, appelant au respect de la souveraineté territoriale somalienne. Djibouti, actuellement à la tête de l'IGAD, s'engage à faciliter les négociations entre les parties, avec la participation du Kenya.

Malgré les accusations de certains responsables politiques du Somaliland contre Djibouti, la médiation se poursuit dans l'objectif de parvenir à une solution pacifique.

Djibouti, en tant que voisin du Somaliland, cherche à favoriser la paix et la stabilité dans la région, soulignant l'importance des relations de bon voisinage. La médiation en cours vise à rapprocher Mogadiscio et Addis-Abeba pour trouver un terrain d'entente et favoriser la réconciliation.

## **Vers une rupture des relations entre la Somalie et l'Éthiopie ?**

2024/04/05/fr.africanews.com

**La Somalie a ordonné jeudi à l'ambassadeur d'Éthiopie de quitter le pays dans les 72 heures, ainsi que la fermeture des consulats éthiopiens dans la région séparatiste du Somaliland et dans la région semi-autonome du Puntland.**

Les diplomates et le personnel en poste dans les consulats doivent quitter la Somalie dans un délai d'une semaine, conformément à une résolution du cabinet. Le ministère somalien des Affaires étrangères a non seulement expulsé l'ambassadeur éthiopien, mais il a également rappelé son propre ambassadeur en Éthiopie pour consultations.

La résolution du Conseil des ministres justifie ces décisions par l'ingérence de l'Éthiopie dans les affaires intérieures de la Somalie.

L'Éthiopie n'a pas répondu immédiatement à l'ordre de départ, mais des fonctionnaires de l'ambassade à Mogadiscio, la capitale, ont confirmé que la communication avait été reçue.

Cette décision intervient trois mois après la signature par l'Éthiopie d'un protocole d'accord avec le Somaliland, que la Somalie a dénoncé comme portant atteinte à sa souveraineté et à son intégrité territoriale.

Le mémorandum devait permettre à l'Éthiopie d'accéder à la mer en passant par le Somaliland et, en contrepartie, l'Éthiopie devait reconnaître le Somaliland comme un pays indépendant.

Mercredi, le ministre éthiopien des Affaires étrangères a eu des entretiens commerciaux avec une délégation de la région du Puntland, sans coordination préalable avec le gouvernement fédéral somalien.

La Somalie et l'Éthiopie entretenaient des **relations pacifiques** jusqu'en janvier de cette année, lorsque le mémorandum avec le Somaliland a déclenché des tensions diplomatiques entre les voisins d'Afrique de l'Est.

Soudan

## **Au Soudan en guerre : Charrettes et ânes ont remplacé camions et ambulances**

02/04/2024 / elwatan-dz.com

Nos carrioles sont le seul moyen d'amener des patients de leurs villages vers les hôpitaux» de Tamboul, dans l'Etat d'al-Jazira, au sud de Khartoum gagné en décembre par la guerre, raconte à l'AFP Hussein Ali.

«Il y a une heure, j'ai amené avec mon âne une femme enceinte en plein travail d'un village à 15 kilomètres d'ici», ajoute-t-il non sans fierté. Avec sa charrette en bois, il est désormais roi sur les routes où des check-points sont tenus par des hommes en armes, où les stations-service **n'ont plus** d'essence et où des civils recherchent désespérément un moyen de transport pour échapper à la guerre qui a éclaté en avril dernier entre l'armée du général Abdel Fattah al-Burhane et les Forces de soutien rapide (FSR) du général Mohammed Hamdane Daglo. Le conflit a fait des milliers de morts et environ huit millions de déplacés. Rien que dans l'Etat d'Al Jazira, près d'un demi-million de personnes ont été déplacées, certaines pour la deuxième ou la troisième fois, souvent après un premier exil de Khartoum au cœur des combats. Des millions d'autres, ne pouvant pas payer un moyen de transport, sont bloqués chez eux, confrontés aux pénuries, à la flambée des prix et aux épidémies.

Les FSR, des paramilitaires formés au combat dans la très sanglante guerre du Darfour dans les années 2000, terrorisent la population en se livrant à des pillages et des exactions, selon des témoins

### **Extrême pauvreté**

«Quand les FSR ont pris la zone, j'ai caché mon bus pour qu'ils ne me le volent pas», raconte à l'AFP Al Taher, qui refuse de donner son nom de famille par peur des représailles. Depuis, il a troqué ses quatre roues contre les pattes d'un âne avec lequel il parcourt quotidiennement les 40 km séparant son village de Roufaa, localité au nord de la capitale d'al-Jazira, Wad Madani. «Même si je voulais utiliser mon bus, il n'y a plus aucune station-service fonctionnelle dans les environs», assure-t-il.

Un pompiste du coin confirme, sous couvert d'anonymat : les camions de ravitaillement des autorités - loyales à l'armée - «ont cessé d'approvisionner les stations d'al-Jazira» depuis l'arrivée des FSR. Ce qui restait dans les cuves s'est vendu à prix d'or : le litre est passé de un dollar à 20 dollars. Comme al-Taher, Babiker a lui aussi investi dans une charrette et un âne, ne pouvant pas se permettre «de ne pas travailler», dit-il. Désormais, «moins de 5% des Soudanais peuvent s'offrir un repas complet par jour» dans ce pays d'Afrique de l'Est, selon le Programme alimentaire mondial (PAM). Les éleveurs et vendeurs d'ânes, eux, ont vu leurs ventes exploser.

**Bakri Khaled, lui, parcourt tous les jours cahin-caha 13 km sur une carriole tirée par un âne pour rejoindre le marché de Tamboul : «Depuis que la guerre est arrivée ici, cette charrette est le seul moyen d'acheter des vivres pour garnir mon échoppe au village», explique-t-il à l'AFP.**



Avant la guerre déjà, l'ONU rapportait qu'un Soudanais sur trois devait marcher plus d'une heure pour trouver un établissement médical, où généralement moins de 30% des médicaments essentiels étaient disponibles. Après plus de 10 mois de guerre, près des trois quarts des hôpitaux sont hors service, les malades et autres blessés se sentent encore plus abandonnés.

## **Appel urgent sur la détention et le refoulement des réfugiés soudanais en Égypte – Égypte – .**

02/04/2024/news.dayfr.com

Alors que le conflit qui s'intensifie au Soudan entre l'armée soudanaise et les forces paramilitaires de l'opposition entre dans son douzième mois, la crise humanitaire dans le pays continue de se détériorer, avec d'importantes retombées sur l'Égypte voisine. Alors qu'un grand nombre de réfugiés soudanais sont entrés en Égypte, les autorités égyptiennes ont réagi en intensifiant les arrestations, les détentions arbitraires, les refoulements et les \*refoulements, \*en violation des obligations de l'Égypte en vertu du droit international des réfugiés et de ses engagements internationaux en matière de droits humains. Il est important de noter que ces violations surviennent à une époque où le soutien accru de l'Union européenne vise à renforcer les opérations égyptiennes de gestion des migrations, ce qui suscite des inquiétudes quant à la culpabilité potentielle de l'Europe dans les abus commis contre les réfugiés et les demandeurs d'asile dans la région.

Dans un appel urgent, le GDP et la Commission de la Justice ont appelé la Commission européenne et les parlementaires, le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire, le Sous-comité des Nations Unies pour la prévention de la torture, le rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme des migrants, le rapporteur spécial des Nations Unies sur les questions relatives aux minorités, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Organisation internationale pour les migrations pour remédier immédiatement à la situation. En particulier, nous les exhortons à envisager d'appeler l'Égypte à :

Cesser les opérations de détention de fait et arbitraire dans les régions frontalières ;

- Mettre fin à la détention des enfants et de leurs familles pour migrants ;
- Veiller à ce que les détenus puissent contester les motifs de leur détention devant un tribunal ou une autre autorité compétente, indépendante et impartiale, et aient accès à une aide juridique ;
- Supprimer les exigences de visa pour ceux qui fuient le conflit au Soudan ;
- Suspendre toutes les expulsions vers le Soudan ;
- Établir des procédures garantissant l'accès à une procédure d'asile équitable et efficace pour tous ceux qui se trouvent sur le territoire égyptien et demandent l'asile ;
- Suspendre l'application des sanctions à l'encontre des réfugiés venant directement d'un territoire où leur vie ou leur liberté était menacée en raison de leur entrée ou présence illégale en Égypte ;
- Accorder l'accès au HCR et aux organisations humanitaires aux zones frontalières où se produisent d'importants afflux de réfugiés et garantir le droit d'accès aux centres de détention pour les institutions indépendantes ;

- Fournir des données sur la détention des migrants et les expulsions pour garantir la transparence et la responsabilité.

## **Sept morts et dix blessés dans une attaque de drone dans l'est du Soudan**

03/04/2024 /al24news.com

**Une attaque de drone a fait sept morts et dix blessés mardi à Atbara, ville jusqu'ici épargnée par la guerre sanglante qui ravage le Soudan depuis près d'un an, ont rapporté une source médicale et des témoins .**

« Un feu s'est déclenché à Atbara après une attaque de drone pendant un iftar », la rupture du jeûne de ramadhan, a indiqué un témoin.

« Un mouvement de panique dû au choc de l'explosion » s'est emparé des habitants d'Atbara, place forte de l'armée, située à 300 km au nord-est de Khartoum, affirme la même source.

Les corps de « sept victimes et de dix blessés » sont arrivés à l'hôpital de la ville, a rapporté une source médicale.

Pour l'heure, l'attaque n'a pas été revendiquée.

La guerre, qui a éclaté le 15 avril 2023 entre l'armée et les forces de soutien rapide (FSR), a fait des milliers de morts et provoqué le déplacement de plus de 8,5 millions de personnes, selon l'ONU.

Mais jusqu'ici, les combats avaient épargné Atbara, où sont localisées des troupes de l'armée dont la mission est de protéger cette ville stratégiquement positionnée sur la route vers Port-Soudan, sur la mer Rouge.

## **Soudan: Un pipeline hors service fait craindre un assèchement des revenus du pétrole**

03/04/2024/ msn.com

La guerre au Soudan, qui dure maintenant depuis onze mois, a des conséquences économiques importantes pour le pays, mais également pour la région. Un oléoduc stratégique pour l'exportation de pétrole est à l'arrêt depuis plus d'un mois. Endommagé début février, cet oléoduc situé au sud de la capitale Khartoum n'a pas pu être réparé et bloque une partie des exportations.

Il s'agit d'un de deux oléoducs qui transportent le pétrole brut du Soudan du Sud via le Soudan jusqu'à la ville portuaire de Port-Soudan d'où il est exporté pour le compte de sociétés chinoises et malaisiennes.

Le manque à gagner est important. Juba produit environ 150 000 barrils par jour. Il s'agit de la principale source de revenu du gouvernement. Le Soudan, lui, perçoit un pourcentage sur le transit.

Les experts dans la région s'inquiètent, notamment pour la stabilité du Soudan du Sud. Sans l'argent du pétrole, Juba va rapidement ne plus pouvoir payer ses forces de sécurité ce qui risquerait de provoquer des troubles dans le pays.

La cheffe du Pavillon univers à la Cité des sciences de Tunis, Sarra Snoussi, a déclaré à Mosaïque FM qu'il ne sera pas possible de voir le croissant lunaire de Shawwal, lundi 29 Ramadan (8 avril) à partir de la Tunisie. Snoussi a expliqué que l'observation du croissant de lune de Shawwal en Tunisie aura lieu le 29 Ramadan (lundi 8 avril) au coucher du soleil. Selon les calculs astronomiques, le soleil se couchera à 18h50, tandis que la lune se couchera ce jour-là 7 minutes avant le soleil, c'est-à-dire à 18h42. Ainsi, la lune sera à 13 secondes sous l'horizon au coucher du soleil, tandis que la conjonction se produira après le coucher du soleil, la rendant impossible à voir. Ainsi le mardi 9 avril 2024 sera la fin du mois de Ramadan et le mercredi sera le premier jour de Shawwal et de l'Aïd al-Fitr, selon les calculs astronomiques.

Soudan du Sud

## **Au Soudan du Sud, les habitants espèrent des élections cette année**

Mardi 2 Avril 2024/libe.ma

La dernière fois que Malek Arol a déposé un bulletin dans une urne, c'était en janvier 2011, pour le référendum d'autodétermination du Soudan du Sud qui a mené six mois plus tard à son indépendance du Soudan.

Il avait 18 ans. Voter, "ça signifie beaucoup pour moi", souligne cet étudiant en médecine dans la capitale Juba, aujourd'hui âgé de 31 ans: "Ça veut dire que je pourrai voter pour le dirigeant de mon choix".

Depuis la fin de la guerre civile qui a ravagé le pays entre 2013 et 2018 (400.000 morts, des millions de déplacés), la promesse d'élections a été constamment repoussée.

Le plus jeune pays du monde reste dirigé par un gouvernement "de transition", mis en place dans le cadre d'un accord de partage du pouvoir entre les deux rivaux qui ont mis le pays à feu et à sang, Salva Kiir et Riek Machar, respectivement président et premier vice-président.

Après 2022, puis 2023, les élections sont désormais fixées à décembre 2024. Mais à huit mois de l'échéance, rien n'est organisé et les deux principales forces politiques, le SPLM de Salva Kiir et le SPLM-IO de Riek Machar, n'ont pas d'accord sur l'organisation d'un scrutin.

Comme de nombreux Sud-Soudanais, Malek Arol ne se berce pas d'illusions: "Nous n'avons aucun pouvoir en tant que citoyens. (...) S'ils reportent, nous n'avons aucun pouvoir. Notre seul pouvoir est de crier, de dire que les élections doivent se tenir". "Le fait que les élections se tiennent ou non dépend de la volonté politique des dirigeants de ce pays", estime également Agustino Duku Ilario.

Ce travailleur social à la retraite de 65 ans exhorte: "La population de ce pays a beaucoup souffert (...) Même si nous ne faisons pas confiance à nos dirigeants, ils doivent aussi voir la souffrance du peuple, écouter la voix du peuple".

Evoquant la situation du pays, où les rivalités politiques viennent s'ajouter aux violences interethniques, difficultés économiques et calamités climatiques, Nunu Diana Alison est pessimiste. Le Soudan du Sud n'a toujours pas rempli les objectifs prévus dans l'accord de 2018: écrire sa Constitution, former et déployer une armée, créer un système judiciaire...

"Nous n'avons aucun calendrier électoral et nous avons un espace civique et politique qui continue de se restreindre", ajoute cette mère de cinq enfants, qui travaille dans une association de défense des droits des femmes.

L'ONU et des ONG de protection des droits humains accusent régulièrement les dirigeants sud-soudanais de réprimer les libertés publiques par des arrestations, interdictions de manifestations...

"Il (le gouvernement) n'a pas donné la liberté aux autres partis d'exercer leurs droits, la liberté d'association, de faire campagne et de dispenser une éducation civique aux citoyens à travers le pays", ajoute Nunu Diana Alison. Si elles ont lieu, "ce ne seront pas des élections libres et équitables", lâche-t-elle.

Tous ont la même attente: réduire un gouvernement pléthorique - qui compte notamment cinq vice-présidents - et mettre fin à la gabegie financière dans le pays, un des plus corrompus au monde, englué dans la misère malgré d'importantes ressources pétrolières. "Si nous avions un vice-président, les ressources utilisées pour les quatre autres seraient utilisées pour d'autres services", résume Malek Arol.

"Nous devons organiser des élections et nous assurer d'aller vers un gouvernement allégé où nos ressources pourront couvrir les dépenses publiques", abonde Nunu Diana Alison. Mais la peur des violences, qui ont jalonné la jeune histoire du pays, est dans toutes les têtes.

"Il y a une corde politique qui se tend entre le SPLM et le SPLM-IO. Cette corde est très élastique, elle ne va pas casser tout de suite. Mais au final, on s'attend à des violences", explique Malek Arol. "Il y a des personnes qui attendent les élections pour avoir une chance d'entrer au gouvernement et qui peuvent s'impatiser. Ils peuvent prendre des armes et faire des bêtises", ajoute-t-il.

Pour Agustino Duku Ilario, les citoyens doivent autant que possible faire entendre leur désir d'élections pacifiques: "Dans les quelques mois qui restent, nous devons sensibiliser les dirigeants pour que ces élections ne ramènent pas le pays dans un autre cycle de violence".

## **Wildcat Petroleum va entamer des discussions avec le gouvernement du Sud-Soudan**

05 avril 2024/zonebourse.com

(Alliance News) - Wildcat Petroleum PLC a déclaré vendredi qu'elle avait été invitée à discuter d'opportunités au Sud-Soudan, après avoir passé les contrôles de diligence raisonnable du gouvernement.

L'investisseur dans le secteur amont de l'industrie pétrolière, basé à Uxbridge, Londres, a annoncé précédemment qu'au cours du dernier trimestre, la société avait passé avec succès un processus de diligence raisonnable mené par le ministère sud-soudanais du Pétrole.

Wildcat a ensuite été invitée à rendre visite aux autorités compétentes à Juba pour discuter des perspectives dans le pays, une première réunion devant avoir lieu à la mi-avril, une fois le ramadan terminé.

Cette nouvelle fait suite à une période d'incertitude liée à l'agitation politique qui règne dans la région et qui a entravé le processus.

En outre, la société a déclaré qu'elle attendait toujours l'approbation du programme de travail soumis au gouvernement soudanais concernant le champ pétrolifère de Bamboo.

En septembre, Wildcat a annoncé son intention de signer un accord de service en vue d'augmenter la production de pétrole de Bamboo. La dernière mise à jour officielle du gouvernement date de février, informant la société que les documents nécessaires étaient entre les mains de ses avocats.

Les actions de Wildcat sont restées stables à 0,22 pence chacune à Londres vendredi matin.

Tanzanie

## **La Banque mondiale accélère la desserte ferroviaire de la Tanzanie à travers un financement de 200 millions de dollars**

01/04/2024/agenceafrique.com

Le Groupe de la Banque mondiale (BM) a approuvé fin mars 2024, à travers son Association internationale de développement (IDA) «un financement de 200 millions de dollars au profit du Gouvernement tanzanien pour apporter des améliorations» à la ligne de chemin de fer reliant Dar Es-Salaam, poumon économique du pays, à Isaka (nord).

Selon un communiqué de la Banque mondiale, ce nouveau financement est destiné à «améliorer la sécurité, la résilience climatique et l'efficacité opérationnelle le long de la ligne Dar Es-Salaam-Isaka».

Les retombées directes de ce financement devront toucher directement «près de 900.000 personnes, avec un impact indirect sur environ 3,5 millions de personnes, soit environ 5% de la population tanzanienne», précise en outre l'institution de Bretton Woods.

«Cet investissement s'attaquera directement aux goulots d'étranglement du réseau ferroviaire afin d'en améliorer l'efficacité, la capacité et la compétitivité, et fluidifier la connectivité régionale», a détaillé le directeur de la Banque mondiale pour la Tanzanie, Nathan Belete.

La Tanzanie est une économie dynamique d'Afrique orientale jouissant d'un statut de modèle d'alternance démocratique répétée sur le continent africain.

## **La Chine et la Tanzanie rendent hommage aux experts chinois décédés lors de la construction du chemin de fer TAZARA**

03.04.2024 / Xinhua

Le personnel de l'ambassade de Chine en Tanzanie, des représentants d'entreprises et de communautés chinoises ainsi que des responsables du gouvernement tanzanien ont rendu hommage mardi aux experts chinois décédés lors de la construction du chemin de fer TAZARA dans les années 1970.

Chen Mingjian, ambassadrice de Chine en Tanzanie, et Makame Mbarawa, ministre tanzanien des Transports, ont assisté à la cérémonie et ont déposé des couronnes sur les tombes du cimetière Gongo la Mboti, situé à la périphérie de la ville portuaire de Dar es Salaam.

Plus de 100 ingénieurs, techniciens et ouvriers chinois sont décédés en service lors de la construction du chemin de fer TAZARA, un monument indélébile qui témoigne de l'amitié entre la Chine et la Tanzanie, et plus largement entre la Chine et l'Afrique.

"Ce sont des héros qui ont forgé un monument de l'amitié sino-tanzanienne et sino-africaine. Les peuples chinois et africains se souviendront toujours de leurs noms, tout comme ils se souviendront du chemin de fer TAZARA", a déclaré Mme Chen.

La diplomate a également souligné que l'esprit TAZARA était basé sur le respect mutuel et l'égalité, la ténacité, la persévérance et l'internationalisme, et qu'il incarnait en outre l'essence des relations sino-africaines et l'aspiration commune des peuples chinois et africains.

De son côté, M. Mbarawa a déclaré : "Nous sommes très reconnaissants envers les experts chinois qui ont sacrifié leur précieuse vie pendant la construction ; le peuple tanzanien n'oubliera jamais leur contribution au développement économique de cette région."

Le ministre tanzanien a par ailleurs réitéré que le chemin de fer TAZARA était le monument illustrant l'amitié de longue date entre la Chine et la Tanzanie.

"Il est grand temps pour cette génération de faire en sorte que ce désir et cette amitié perdurent pour toujours", a-t-il affirmé.

## **Tanzanie : « La lutte contre le cancer doit se faire de manière intégrée »**

Le 05 avril 2024/afd.fr

La Tanzanie enregistre 40 000 nouveaux cas de cancer par an, dont la majorité n'est pas traitée, souvent par manque d'accès à des services de dépistage. À l'occasion de la Journée mondiale de la santé, le 7 avril, le Dr Alain Fourquet, ancien chef du département de radiothérapie oncologique de l'Institut Curie, présente les enjeux de la lutte contre le cancer en Tanzanie et les impacts du projet Tanzania Comprehensive Cancer Project (TCCP).

### **Quels sont les principaux défis de la lutte contre le cancer en Tanzanie ?**

**Alain Fourquet** : La [Tanzanie](#) est confrontée à des défis importants en matière de dépistage, en particulier dans les zones rurales. Par exemple, on estimait en 2019 qu'un tiers seulement des cas de cancer étaient pris en charge, dont 60 % à un stade avancé. Cela est dû à l'accès limité aux centres de dépistage, à l'important sous-équipement en structures de prise en charge des cancers, mais aussi au manque de sensibilisation aux pratiques de détection précoce et aux stéréotypes entourant cette maladie. La plupart des habitants ne savent pas ce qu'est le cancer, les hommes surtout – et lorsqu'ils en ont connaissance, une croyance populaire veut qu'il s'agisse d'une maladie féminine.

Ensuite, lorsqu'un cas est détecté, il est essentiel que le traitement approprié soit accessible. Cependant, avant le projet, il n'y avait que sept appareils de radiothérapie externe dans le pays pour 61 millions d'habitants, contre 607 en France pour 67 millions d'habitants. En outre, les centres de traitement ne disposent parfois que de machines obsolètes ou ne possèdent pas d'unité de chirurgie pour une prise en charge complète des patients. Or, le nombre de cas de cancer en Tanzanie est en constante augmentation, et il est à prévoir que cela deviendra un véritable problème de santé publique dans les années à venir.

Tchad



## **Tchad : le Parti Réformiste vise une alliance autour du candidat Yacine Abderamane**

2 Avril 2024 / alwihdainfo.com

Le Parti Réformiste (PR) a annoncé le 30 mars 2024, à tous les partis politiques et les sociétés civiles, qu'il est ouvert à tous pour former une nouvelle alliance politique autour du candidat Yacine Abderamane Sakine pour remporter les élections présidentielles du 6 mai 2024, afin de mettre un nouveau fondement pour bâtir le pays. L'annonce a été faite par son directeur de campagne Guenangbei Oueiri Bertrand.

## **Direction générale de l'ASECNA : le Tchad sollicite le soutien des pays membres de l'Alliance des Etats du Sahel**

Avr 3, 2024 / tchadinfos.com

Le Tchad brigue la Direction générale de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar à travers Adoum Younousmi. Dans le cadre de la promotion de cette candidature, une délégation ministérielle sillonne le Niger, le Mali et le Burkina Faso.

La délégation tchadienne est composée de la ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Météorologie, Fatima Goukouni Weddeye, du ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération internationale, Mahamat Assouyouiti Abakar, ainsi que des conseillers à la présidence de la République. L'objectif de cette mission est de solliciter le soutien des pays membres de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) pour la candidature du Tchad au poste de Directeur général de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) et présenter le candidat Adoum Younousmi.

La délégation a été reçue le mardi 2 avril 2024, à Niamey au Niger, par le président du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), Abdourahamane Tiani. La délégation a remis au président de transition nigérien, un pli fermé contenant le message de son homologue tchadien demandant formellement le soutien du Niger.

A l'issue de l'audience, le général de brigade Abdourahamane Tiani a rassuré la délégation tchadienne du soutien de son pays.

Le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération internationale Mahamat Assouyouiti Abakar a déclaré que cette candidature n'est pas « que tchadienne, mais plutôt une candidature des Etats du Sahel ».

Après le Niger , la délégation tchadienne se rendra au Mali et au Burkina Faso.

Togo

## **Togo : Faure Gnassingbé prône l'unité nationale en appelant à une seconde lecture de la révision constitutionnelle**

2 avril 2024 / manationtogo.com

Suite aux diverses réactions suscitées par l'adoption de la nouvelle constitution le 25 mars dernier par l'Assemblée nationale, le Président de la République a décidé de prendre une position au-dessus de la mêlée en appelant à une seconde lecture de la proposition de révision constitutionnelle par l'Assemblée Nationale.

La décision du chef de l'État de soumettre la nouvelle constitution à un nouvel examen parlementaire intervient dans un contexte où l'adoption de la nouvelle constitution a engendré un débat animé au sein de l'opinion publique nationale. En effet, si certaines critiques ont émergé de la part des acteurs politiques et de la société civile, il est indéniable que la grande majorité des citoyens ont exprimé leur adhésion à cette proposition de révision qui devrait placer désormais le Togo sur la voie de la modernité et de développement.

Cette initiative du Président la République témoigne hautement de sa volonté souveraine de favoriser l'unité nationale et de répondre aux préoccupations légitimes de tous les citoyens. En appelant à une seconde lecture de la révision constitutionnelle, le Président affirme sa position de garant de l'intérêt général, au-delà des intérêts partisans.

Cette démarche témoigne de la capacité et de la disponibilité du Président de la République à écouter les différentes voix de la société et à œuvrer pour un consensus national autour des enjeux constitutionnels majeurs. En mettant en avant l'unité et la cohésion nationale, il donne l'exemple d'un leadership éclairé et responsable.

Dans les jours à venir, l'Assemblée Nationale examinera attentivement cette proposition de révision constitutionnelle lors de sa seconde lecture. Ce processus démocratique permettra de prendre en compte les diverses observations et suggestions, dans le but d'enrichir et de renforcer le texte adopté initialement.

En définitive, cette décision du Président de la République illustre son engagement envers la démocratie et son souci constant de placer l'intérêt supérieur de la nation au cœur de ses actions. En favorisant le dialogue et le consensus, il contribue à consolider les fondements de notre système politique et à répondre aux attentes légitimes de la population

## **Togo- Coup d'Etat constitutionnel: Nathaniel Olympio accuse Yawa Tségan**

April 3, 2024/icilome.com

**L'opposition togolaise ne digère pas l'adoption de la nouvelle constitution par l'Assemblée nationale, un projet porté par un certain nombre de députés du régime. Constitué en un regroupement dénommé "Touche pas à ma constitution", les acteurs de la société civile et des partis politique de l'opposition veulent faire barrage à la promulgation de la nouvelle constitution par le chef de l'Etat. Nathaniel Olympio, le porte-parole de ce regroupement est l'invité de Roger Amemavoh dans l'émission «Echo du Togo».**

**Dans son intervention, le président du Parti des Togolais, Nathaniel Olympio dénonce une fois encore ce coup d'Etat constitutionnel opéré le 25 mars dernier à l'Assemblée nationale par des députés en fin de mandat depuis 31 décembre 2023. L'opposant désavoue tout le processus ayant conduit à cette révision constitutionnelle.**

« Je suis consterné par la démarche. Comment des gens aussi intelligents, des juristes qui ont exercé de lourdes responsabilité, peuvent-ils imaginer un seul instant qu'on peut changer une constitution par un jeu de vote rapide et venir dire aux Togolais que vous n'êtes plus sous la constitution de 92, qu'on va bascule dans une nouvelle République? Il ne faut pas prendre des Togolais comme des moutons », s'est-il indigné.

L'opposant point du doigt accusateur la présidente de l'Assemblée nationale Mme Yawa Tségan. « La responsabilité de la présidente de l'Assemblée nationale est pleinement engagée dans cette affaire. Parce qu'elle s'est comportée comme une militante au lieu d'avoir la hauteur d'esprit d'une présidente de l'Assemblée nationale », a-t-il poursuivi.

## **Togo : l'ombre de l'intimidation plane sur l'opposition**

5 avril 2024/afrik.com

Au Togo, plusieurs membres de l'opposition ont été interpellés et gardés à vue. Le gouvernement togolais, qui a entrepris une opération de révision constitutionnelle, semble miser sur l'intimidation pour parvenir à ses fins.

Neuf membres de la Dynamique Monseigneur Kpodzro (DMK), un mouvement d'opposition togolais, ont été arrêtés par la gendarmerie nationale, le 3 avril 2024. Cette vague d'arrestations intervient dans un contexte de tensions politiques accrues autour de la révision constitutionnelle en cours. Une révision qui, si elle est actée, fera passer le pays d'un régime présidentiel à un régime parlementaire.

### **Arrestations au sein de l'opposition**

Le premier groupe a été appréhendé alors qu'il sensibilisait la population au marché d'Akodésséwa sur les implications de la nouvelle loi fondamentale. Le second groupe a été interpellé au domicile de la vice-présidente de la DMK, Mme Amouzou, lors d'une réunion stratégique en vue de contrer le projet de révision. Aucune information officielle n'a été fournie sur les motifs de ces arrestations.

La DMK n'a pas encore publié de communiqué officiel, laissant planer le doute sur les intentions des autorités. Ces arrestations jugées arbitraires suscitent de vives inquiétudes au sein de la société civile et des organisations de défense des droits humains. Elles craignent une volonté du régime de

Faure Gnassingbé de museler l'opposition et de l'empêcher de s'exprimer librement sur l'importante question de la révision constitutionnelle enclenchée.

Tunisie

## **Textile & Habillement: Nouvelles voies de collaboration entre la Tunisie et la Côte d'Ivoire**

02-04-2024 / tunisienumerique.com

Le Centre Technique du Textile (Cettex) a signé fin mars 2024, une convention de partenariat avec le Centre d'étude et de formation Horizon Academy -HA en présence du Directeur Associé de HA, Célestin Arthur Yoboue et du Directeur Général du Cettex, El Mohsen Missaoui.

Cette convention ouvre de nouvelles voies de collaboration entre la Tunisie et la Côte d'Ivoire dans le domaine du textile et de l'habillement.

Les axes de collaboration portent sur plusieurs domaines comme la l'expertise, l'assistance technique et les analyses et les tests laboratoire.

## **La Tunisie condamne fermement le bombardement du Consulat d'Iran à Damas**

03/04/2024/tunisienumerique.com

La Tunisie condamne fermement le bombardement par les forces d'occupation sionistes du Consulat d'Iran à Damas, qui a fait un certain nombre de victimes, en violation flagrante de la souveraineté de la République Arabe Syrienne, pays frère, et en infraction criante de toutes les chartes et conventions internationales, a annoncé le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué officiel.

La Tunisie avertit que la persistance de l'entité sioniste à violer le droit international et à se déchaîner pour élargir le cercle de la guerre dans la région conduira à des conséquences désastreuses qui menacent la paix et la sécurité non seulement dans la région du Moyen-Orient mais dans le monde entier.

Dans ces circonstances, la Tunisie réitère son soutien et sa solidarité avec la République Arabe Syrienne contre toute agression visant sa sécurité, sa stabilité et son intégrité territoriale, et présente à la République Islamique d'Iran, pays frère, et aux familles des victimes, ses sincères condoléances et sa sympathie, priant Dieu le Tout-Puissant de leur accorder Sa miséricorde et de les accueillir dans Son Paradis, lit-on dans le même communiqué.

## En Tunisie, l'instance chargée de superviser les élections va coopérer avec la Russie

05/04/2024/lemonde.fr

A l'occasion de la prochaine présidentielle tunisienne prévue à l'automne, Tunis se rapproche de Moscou en signant un accord électoral.

Des opposants réprimés, une illusion de pluralisme et un plébiscite électoral : le scrutin qui s'est soldé par la réélection triomphale de Vladimir Poutine donnera-t-il le ton de la prochaine présidentielle en [Tunisie](#), prévue à l'automne 2024 ?

Pour la première fois, l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE), chargée de l'organisation des scrutins en Tunisie, a signé le 15 mars un mémorandum de coopération avec la Commission électorale centrale de la fédération de Russie. Et c'est dans ce cadre que Farouk Bouasker, président de l'ISIE, s'est rendu à Moscou pour participer à la mission internationale d'observation du scrutin présidentiel russe.

Cet accord électoral inédit entre la Tunisie et la Russie s'inscrit dans une dynamique de « *réchauffement* » des relations diplomatiques entre les deux pays, analyse Hamza Meddeb, chercheur au Carnegie Middle East Center. La diplomatie tunisienne, autrefois éloignée de la sphère d'influence russe, affiche depuis plusieurs mois une volonté de rapprochement, marquée notamment par la visite du ministre des affaires étrangères tunisien, Nabil Ammar, à Moscou en septembre 2023, suivie par celle de son homologue, Sergueï Lavrov, à Tunis en décembre de la même année.

Ce rapprochement survient à un moment où les relations se sont durcies entre Tunis et ses partenaires occidentaux, notamment suite au rejet d'un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) dont les « *diktats* » avaient été jugés « *inacceptables* » par Kaïs Saïed en avril 2023, après des mois de négociations. En octobre 2023, c'est au tour de l'Union européenne de s'attirer les foudres du président tunisien qui a jugé « *dérisoire* » une aide de 127 millions d'euros annoncée par Bruxelles, quelques mois seulement après la signature d'un mémorandum d'entente pour coopérer notamment en matière de lutte contre les migrations irrégulières.

Zambie

Zimbabwe

## Zimbabwe declares national disaster due to drought

April 3 /morungexpress.com

**Harare, April 3 (IANS):** Zimbabwean President Emmerson Mnangagwa on Wednesday declared a state of disaster due to an El Nino-induced drought threatening food security in the country.

"The current agricultural season of 2023/2024 has not performed according to expectations due to the El Nino-induced drought. As a result, more than 80 per cent of our country received below-normal rainfall," Mnangagwa said during a State of the Nation address at the State House in Harare, the capital, Xinhua news agency reported.

"By this declaration, I also call upon all Zimbabweans of goodwill, including those in the diaspora, the international community, United Nations agencies, development and humanitarian partners, international financial institutions, the private sector, churches and other faith-based organisations, as well as individuals, to generously donate towards ameliorating this state of national disaster," Mnangagwa said.

He said that preliminary assessments show that Zimbabwe needs more than \$2 billion for various response interventions.

Zimbabwe has put a total of 1,728,897 hectares under maize crop and other cereals, which should have guaranteed a bountiful harvest, the president said.

"We expect 868,273 metric tonnes from this season's harvest, hence our nation faces a food cereal deficit of nearly 680,000 metric tonnes of grain," he said. "This deficit will be bridged by imports."

"Top of our priority is securing food for all Zimbabweans. No Zimbabwean must succumb to, or die from, hunger," Mnangagwa said.

Zimbabwe has an annual cereal requirement of 2.2 million tonnes for both human and livestock consumption.

Due to drought, the country's cereal production is expected at around 800,000 tonnes in the 2023/24 summer cropping season, according to the agriculture ministry.

## **Le Zimbabwe adopte une nouvelle monnaie pour lutter contre l'hyperinflation**

2024/04/05 / dhnet.be

**Le Zimbabwe, plongé dans une grave crise économique depuis une vingtaine d'années, a adopté une nouvelle monnaie indexée sur le cours de l'or pour tenter de lutter contre l'hyperinflation, a annoncé vendredi la Banque centrale du pays.**

"À compter d'aujourd'hui, les banques convertiront les soldes actuellement libellés en dollars zimbabwéens dans la nouvelle monnaie baptisée l'Or du Zimbabwe (Zimbabwe Gold), ZiG", a déclaré, lors d'une conférence de presse, le gouverneur de la Banque centrale John Mushayavanhu. "Nous voulons une monnaie nationale solide et stable dans ce pays", a-t-il ajouté.

Le Zimbabwe connaît l'un des taux d'inflation les plus élevés au monde, officiellement à 55% en mars après avoir atteint un taux à trois chiffres l'an dernier.

Le dollar zimbabwéen a perdu près de 100% de sa valeur par rapport au dollar américain au cours de l'année écoulée. Il s'échangeait vendredi officiellement à environ 30.000 dollars zimbabwéens pour un dollar américain, à 40.000 sur le marché noir, selon l'observatoire Zim Price Check.

En 2008, l'hyperinflation avait atteint un niveau tel que la banque centrale avait émis un billet de mille milliards de dollars zimbabwéens, aujourd'hui devenu un objet de collection. Le gouvernement avait alors été contraint d'abandonner la monnaie locale, le dollar américain devenant la monnaie officielle.

Le dollar zimbabwéen a été relancé en 2019. Mais la plupart des Zimbabwéens préfèrent continuer à utiliser le dollar américain, notamment pour les salaires et dans le monde des affaires.

Ceux payés en monnaie locale se précipitent généralement dans les bureaux de change le jour de paie pour tenter de prendre de vitesse une prochaine dévaluation.

Outre l'inflation, les quelque 15 millions d'habitants sont touchés par une pauvreté généralisée, un chômage élevé et des pénuries de nourriture, carburant ou encore médicaments.

**OMAR, BUJUMBURA, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Lundi 8 avril 2024.**